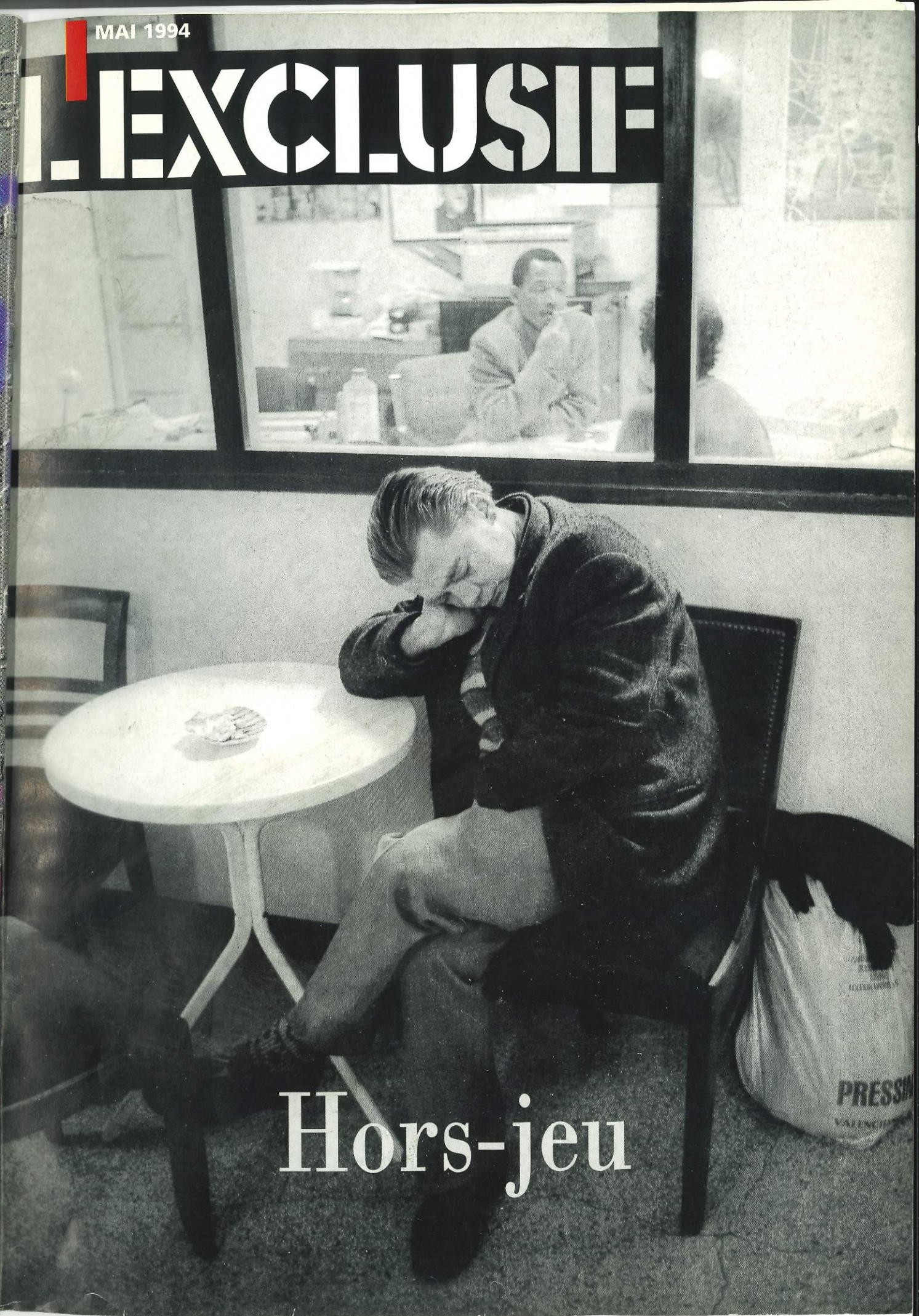


MAI 1994

L'EXCLUSIF

EXCLUSION [eksklyzjɔ̃] n. f. — 1423; es-
clusio 1. Action d'exclure qqn (en le chas-
sant de son lieu, de son rang, de son
il avait précédemment sa place ou
d'office). ⇒ Exclusion, (q)u'on
montrer l'exclusion de qd, l'exclusion de
p de l'histoire ⇒ Exclusion, Exclusion
exclusion, en plus ou offices publics
d'admission, réintégration. L'exclusion d'un élève
vers français parait pour un exercice de
l'exclusion (Renan).
Exclusion : marginalisation de certaines cat-
gories. « Souffrant d'exclusion les femmes
ruralistes, les casseurs, les homossexuals
FACE À l'hor d'exclure en le rendant à l'é-
tats. ⇒ Exclusion, exclusion. 3, 4 Exclu-
on ensemble. — 12. Exclusion de cert-
exclusion. 13. Opération par la quelle on
rgane sans l'exclure. Exclusion. 14. Un ex-
ava. Principe d'exclusion de Pauli, selon le-
un même atome ne peuvent avoir le
mouvement quantiques. 15. Exclure. (1969) A l'ex-
conner ou telle chose étant exclu-
ception de). Cultiver un don à l'exclu-
ONTR. Admission, inclusion, réintégration



Hors-jeu

Quelque part, hors du monde

Ailleurs, à côté, en dehors, dans les marges de la normalité, ils ont créé des mondes à part, avec des règles, des méchancetés, des solidarités inédites, des amours fulgurantes ou trop souvent fugaces, des passions anodines, des besoins élémentaires. Et la trame des désespoirs ordinaires. Ils ont, avec le temps, normalisé leurs anomalies, si multiples qu'ils ne se reconnaissent pas dans la rue quand il se croisent.

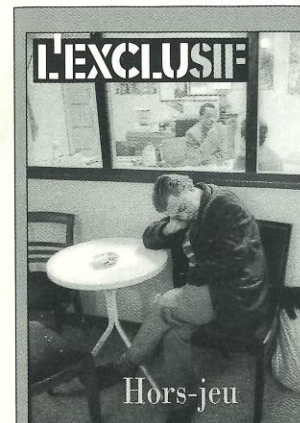
Ils peuvent se planter à toutes les cases du jeu de l'oie de la vie. C'est bien souvent dès la case départ qu'ils trébuchent. Familles déchirées, violences, handicaps. Ils traversent vite l'école pour aboutir en case prison, hôpital ou foyer, ou dans tous les puits des profondes solitudes. Ils vivent leur vieillesse dans le regret des vies qu'ils n'ont pas vécues, dans la nostalgie de celles qu'ils ont rêvées, dans la fierté de toutes les victoires qui ont jalonné la bataille que fut leur existence.

Les exclus habitent le ghetto des regards qui se détournent. Et quand nos yeux s'ouvrent, ils nous renvoient la peur de ce que nous pourrions devenir, si nous aussi nous rationnons une marche, un jour, sur un mauvais coup de dé.

Et on s'habitue à cette banalité de l'extraordinaire. Comme si la détresse des autres n'avait plus rien de révoltant. Quand ils veulent nous la dire, c'est à travers des mots qui nous paraissent confus, comme un brouhaha qui parvient à nos oreilles.

Alors que faire? Parler en leur nom? Ecrire à leur place? Expliquer que c'est «très compliqué»? L'ambition est devenue plus modeste : ne pas trahir, faire entendre, et pouvoir retourner demain à Roubaix ou Anzin pour lire sans honte avec Jessica, Hacén ou Masily les mots qu'ils nous ont offerts.

Ils sont dans ces pages comme ils vivent leur vie.



«En fait, l'exclusion s'institutionnalise. Il se crée un lobby de la pauvreté et, d'une certaine manière, les exclus deviennent "compétents" dans leur exclusion.»

Gilles Ferréol





Heure de colle

p. 8

Renfermement

p. 13

Dans la rue

p. 16

Pas beau

p. 20

Suicide

p. 24

Age mûr

p. 30

Lancez les dés. Si vous faites 4, c'est les "laid", vous tombez chez les malheureux d'être pas beau. Si c'est six, ça va très mal: c'est le suicide vous n'en sortirez plus. Ainsi de suite, c'est enfantin.



p. 67

Gitans



p. 72

vieux



Nord Sud

p. 41



Malhabile

p. 64



Pas d'oreille

p. 60

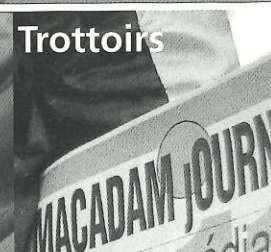
Ghetto

p. 56



Pas de lettres

p. 50



Trottoirs

p. 48

Prison

p. 45

Sommaire

3 EDITORIAL
Quelque part, hors du monde

6 HORS L'ENFANCE

8 ECHEC SCOLAIRE
Développement séparé
12 TRAVAIL DES ENFANTS
Lego, boulot, dodo
13 AUTISME
Gabriel dans ses murs

14 CRISE DE CROISSANCE

16 C'EST L'ÉPOQUE
Basket: la génération spontanée
17 Mode: la fin des tribus
18 Privés de télé

19 APPARENCES
L'exclusion: une affaire de classe
20 Grosse souffrance
22 PORTRAITS
Entre les deux, mon beur balance...

24 SUICIDE
«M'en aller nulle part»

30 AGE MUR, AGE DUR

32 SERVICE NATIONAL
Uniforme blues horizon
34 CHOMAGE
La marge au centre
35 FOYERS
L'âge de l'abandon
36 BALISES
L'exclusion
38 RASE CAMPAGNE
Les sept vallées du silence
41 NORD SUD
Un tronc d'arbre dans l'eau ne deviendra jamais caïman

43 PRISON
Peine confondue
47 Des barreaux dans les roues
48 C'EST L'ÉPOQUE
Le marché aux exclus
50 ILLETTRISME
Au pied de la lettre
53 Un mal, des mots
54 C'EST L'ÉPOQUE
Justice: Dédale en son palais
56 ETRANGERS DANS LA VILLE
Entre ghetto et droit de vote
60 SURDITÉ
Dialogue à quatre mains
64 HANDICAPÉS
L'insertion, c'est juste une illusion

66 PORTRAITS
Double: «Je suis une erreur de la nature»
67 Gitan: «Rom, ça veut dire homme»
68 Solitaire: «Mes enfants me traitent de sorcière»
69 QUART-MONDE
Aide à personnes égarées
70 EMPLOI DES FEMMES
Temps partiel, temps subi

72 LES MAUX DE LA FIN

74 LUTTE FINALE
Rouges et encore verts
76 NOS AINÉS
La vie derrière soi
79 TECHNIQUE
Le parcours du vieux combattant
80 ENTRETIEN
Gilles Ferréol: «L'exclusion se normalise»

L'EXCLUSIF – Hors-jeu mai 1994

Directeur de la publication: Patrick Pépin
Conseillers de la rédaction: Michel Faure,
Yves Sécher
Responsable photo: Jean-Marc Vantournhout
Rédacteurs en chef: Antoine Bussy,
Christophe Colinet

Rédaction (Ecole supérieure de journalisme de
Lille): Emmanuelle Walter, Géraldine Langlois,
Nicolas Herbelot, Cécile Mury, Jean-Luc Leroux,
Erwan Seznec, Anne Ricou, Cyril Altmeyer,
Benoît Marin-Curtoud, Emmanuel Vandamme,
Jeanne Tietcheu, Anne Fairise, Sébastien
Chabard, Vincent Lagoguey, Jean-Marc
Centene, Anne Simonot, Elisabeth Petit,
Laurent Ubertin

Photographes (Ecole 75 – Bruxelles): Olivier

Deckeyser, Olivier Médaer, Vito Gisonda,
Eléonore Henry de Frahan, Tamara Zouboff,
Patrick Huybrechts, Stéphane Remael, Yvon
Lambert, Silvia Giambrone, Ronan Thomas
Gravure et mise en page (d'après la
maquette de L'Express) par la rédaction sur le
matériel de l'ESJ
Chef vénéré des secrétaires de rédaction:
Vincent Truffy
Imprimerie: Barre (59 – Marquette)

HORS L'ENFANCE

L'image du cancre sympathique a disparu. Le Clotaire du Petit Nicolas n'a plus de charme dans une société où échec scolaire signifie chômage. Dans la cité Carpeaux, à Anzin près de Valenciennes, les écoliers des deux communautés, française et étrangère, s'ignorent jusqu'à éviter les cours communs de soutien. Quand les gamins vendent des fleurs tard le soir, ou empilent les cageots dans les marchés, ils ne vont pas toujours à l'école, adultes avant l'âge. D'autres resteront enfants longtemps, l'autisme, c'est vivre dans un monde à soi, différent. Tous déjà soucieux, meurtris.



Vito Gisondi / Matia

Échec scolaire

Développement séparé

Anzin, banlieue de Valenciennes. La cité Carpeaux est un ensemble HLM séparé en deux par une avenue : d'un côté, le quartier immigré, de l'autre, les Français. Une école et un collège regroupent tous les enfants du quartier, mais ils ne jouent jamais ensemble après les cours. L'aide aux devoirs n'a pas réussi non plus à rassembler les écoliers... Les responsabilités se diluent, personne ne semble avoir les moyens de combattre l'échec scolaire.



Jean-Marc Vantournhout

« Il n'y a pas plus d'échec scolaire ici qu'ailleurs », s'insurge le principal du collège Anatole France, Charles Langlet. Le quartier est « populaire », mais avoir des éléments en difficulté, c'est naturel... » Enseignants et principal ont refusé que leur collège soit classé en Zone d'éducation prioritaire pour préserver la réputation de l'établissement face à l'autre collège de la ville. Pour Jean-Jacques Vanwesemael, le responsable énergique de l'Association initiative et développement (AID), « le personnel voulait éviter que les bons éléments aillent s'inscrire ailleurs ». Les acteurs sociaux du quartier estiment que bien des enfants de la cité sont en grande difficulté. Et plus particulièrement dans le quartier français.

A Carpeaux, en effet, immigrés et Français sont séparés par une frontière-avenue, qui longe les jardins ouvriers. Les uns et les autres ne se mélangent pas. Côté immigré, dans « le Bas », l'allée des Ormes regroupe 70 familles essentiellement d'origine maghrébine. Côté français (« le Haut »), 300 appartements et maisonnettes où les chômeurs et les RMistes sont en proportion plus nombreux. Un « mini-apartheid » qui se répercute sur tous les aspects de la vie du quartier.

Charles Langlet estime que les élèves du collège ont peu de difficultés scolaires. Il a pourtant mis en place il y a quatre ans une étude dirigée au nom révélateur : SOS-Maths et SOS-Français. « Tout élève qui a besoin d'un soutien dans ces matières sait que des professeurs sont à sa disposition le mardi soir. Quand les difficultés persistent, on examine le cas au moment de l'orientation, à la fin de la 3ème. » Le système est basé sur le volontariat, avec le risque que de nombreux enfants passent à côté... A la rentrée pro-



Jean-Marc Vantournhout

chaîne, l'AID a donc décidé de mettre en place un soutien pour les élèves de sixième et cinquième.

SOUTIEN SCOLAIRE DANS LE GHETTO DU BAS

Depuis la rentrée 1992, dans le cadre du Développement social urbain (DSU), l'association est chargée par la municipalité d'organiser l'aide aux devoirs des élèves du primaire. Non sans mal. Pendant l'année scolaire 1992/93, les cours du soir animés par des étudiants du quartier avaient lieu dans les caves étroites et insalubres d'un immeuble du Bas. Les enfants du Haut n'y sont pas venus. Soit les parents ne les y ont pas poussés, soit ils n'ont pas voulu que leurs enfants aillent dans ce qui apparaît comme un véritable ghetto. Pourtant, ils en avaient visiblement plus besoin que les autres.

« M. Petit, le directeur de l'école, nous a fourni la liste des enfants qui avaient besoin d'un soutien scolaire », explique Jean-Jacques Vanwesemael. Sur les 75 élèves de la liste, les trois quarts habitaient le Haut-Carpeaux, et finalement, sur les 30 qui ont suivi les cours, trois seulement étaient des petits Français ! Et encore, ils sont partis au bout de quelques semaines... Les parents n'ont

pas joué le jeu. On avait pourtant démarché chaque famille, dans chaque appartement. »

Viviane Moreau est la mère de huit enfants. Elle habite depuis plus de trente ans dans le Haut-Carpeaux. Rousse, la cinquantaine franche et vive, elle était l'une des animatrices de l'aide aux devoirs (en contrat emploi-solidarité) et par conséquent l'une des seules Françaises à oser s'aventurer en territoire maghrébin : « Mes voisins me disaient "Va voir tes bougnoules !" Mais c'est parce que j'y étais que certains ont envoyé leurs enfants. Ceux du Haut, faut aller loin pour les chercher ! Je peux compter sur les doigts de la main ceux qui ont fait des études. Les jeunes du Bas sont prêts à participer à tout, ceux du Haut aussi, mais sans ceux du Bas. » Sans aucune formation pédagogique, elle s'est inspirée de ses souvenirs de mère pour enseigner les tables de multiplication en disposant des séries de crayons sur la table. Mais la plupart des enfants présents n'en avaient pas vraiment besoin. « Dans les familles arabes les enfants sont moins laissés à eux-mêmes. Ça ne les empêche pas d'être insolents et indisciplinés ! Mais dans certaines familles françaises, c'est la rue ou la télé jusqu'à 10 heures du soir. C'est pas parce qu'on est au chômage qu'il faut laisser ses gosses tous seuls. »

...

Au contraire, il faut essayer de s'en sortir par eux!»

Heulia, l'une des animatrices étudiantes, s'est trouvée démunie face aux quelques enfants en difficulté. «J'avais deux ou trois cas, rien n'entraînait jamais dans leur tête. On pouvait leur expliquer pendant deux heures, on n'a jamais pu les faire progresser.»

Mais étant donné le peu d'enfants en situation d'échec, le soutien s'est transformé peu à peu en éveil, les activités péri-scolaires (chant, cuisine, théâtre, etc.) ont pris le pas sur les devoirs. «On n'a pas été performants, mais c'était la première fois qu'on l'organisait. On avait eu la possibilité de travailler avec l'IUFM (Institut universitaire de formation des maîtres) de Douai pour former nos animateurs, mais on était les seuls à le demander et ça n'a pas pu se faire. De toute façon, l'année d'après, on n'a carrément pas fait de soutien...»

En effet, pour la rentrée de septembre 1993, les crédits du Fonds d'action sociale ont fortement diminué : l'AID n'était en mesure d'accueillir que la moitié des effectifs précédents. Mais surtout, les travaux de rénovation de la cave, le seul local disponible, ont traîné en longueur : un an au lieu des quatre mois prévus... «Nous ne voulions pas le faire à l'école, pour éviter que les enfants y passent aussi la soirée et finalement, on a renoncé et reversé les subventions au centre aéré», regrette Jean-Jacques Vanwesemael.

Quoi qu'il en soit, l'école ne s'est pas montrée très coopérative : «Le soutien scolaire en-dehors des heures de classe, j'y suis opposée, explique sans ambages la directrice, Mme Olive, ça ne vaut rien, c'est de la frime. Pour être efficace, l'aide aux devoirs doit être menée par le maître de la classe et pendant les heures de cours. Mais justement des heures, on nous en enlève, et

puis on se plaint déjà que les journées des enfants sont trop chargées...»

Elle note que les difficultés de lecture sont grandes chez les enfants de Carpeaux. Un CP d'adaptation a d'ailleurs été instauré... «Au premier trimestre, je me suis vraiment demandé à quels enfants j'avais affaire, ce sont de vrais bébés. Au mois de mai, certains ont encore de très gros problèmes de lecture.» Avec tout ce que cela implique sur le comportement. «Quand un enfant est en échec, il perturbe la classe et quand il perturbe la classe, il est puni. Les autres en profitent pour chahuter.» Le Haut-Carpeaux subit donc de plein fouet l'échec scolaire. C'est ici que les enfants quittent l'école le plus tôt possible. «Il y a des parents qui dorment jusqu'à 10 heures. Avec un papa qui ne se lève plus pour bosser, on n'a pas envie de bosser soi-même...», remarque Jean-Jacques Vanwesemael. D'après Initiative et développement, «ils

sont dans la rue dès 16 ans, tout ce qu'ils attendent, c'est de trouver un contrat-emploi-solidaire à 2400 balles. En attendant, ils se créent des petits secteurs économiques parallèles et le trafic de drogue a fait son apparition.»

Côté Bas, on se plaint du vandalisme des enfants dès l'âge de huit ans, des jets de pierre intempestifs et des insultes.

A la rentrée prochaine, la Maison de quartier sera enfin terminée, judicieusement placée à la frontière des deux zones. C'est ici que l'AID compte organiser de nouveau l'aide aux devoirs. Avec ou sans subventions, quitte à faire appel aux retraités bénévoles. Reste le problème de la formation des animateurs. Mais cette fois, avec un peu de chance, les enfants des deux communautés se retrouveront sur les mêmes bancs.

Géraldine Langlois
et Emmanuelle Walter

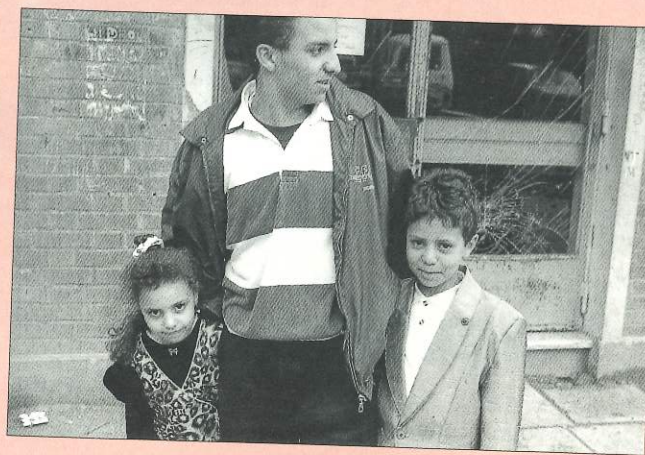


Jessica, 8 ans : «Moi, je voudrais être maîtresse d'école.»

Allée des Troènes, Haut-Carpeaux. Jessica a suivi le soutien scolaire pendant quelques semaines en CE2. En maternelle, la maîtresse lui tapait sur les doigts. «Le problème, c'est qu'elle est un peu immature, elle est lente à comprendre, explique Claudine, sa mère. Souvent, elle ne lit pas bien les questions. Pourtant, elle est très bonne en lecture silencieuse et en poésie.» Grâce à l'aide aux devoirs, les résultats de Jessica se sont améliorés en maths et en français : «Du groupe C je suis passée au groupe B, et presque dans le groupe A!»

Mais au bout de quelques semaines, sa mère ne l'a plus emmenée. «Les animatrices étaient gentilles. Mais le Bas-Carpeaux, c'est un coin peu fréquentable, où il y a plus d'étrangers qu'ici. J'avais peur d'aller la chercher, quand il a commencé à faire nuit tôt...» Aux cours du soir, la plupart des enfants, maghrébins, n'étaient pas mauvais élèves. «Leurs parents sont très sévères avec eux pour les devoirs. Ici, c'est moi qui m'occupe de Jessica, mais je ne suis pas très calée non plus et son père ne dit rien ou qu'elle est encore trop jeune, qu'il faut la laisser jouer. Moi je voudrais qu'elle passe son bac et qu'elle fasse quelque chose de bien...» Plus tard, Jessica voudrait bien être «maîtresse d'école» mais pour l'instant, c'est le passage en CM1 qu'il faut négocier.

G.L.



Mohammed : «Les parents ne veulent pas que leurs enfants fassent un sale boulot.»

Allée des Ormes, Bas-Carpeaux. Une famille marocaine traditionnelle. Fatima est mariée et étudiante en Deug de Lettres à Valenciennes, Mohammed en seconde au lycée, Omar en CE1, et Hasna a 5 ans.

«Ma mère nous dit toujours : si tu fais pas tes devoirs, tu sortiras pas, raconte Mohammed. Et moi j'aide mon frère à faire ses devoirs, enfin, pas trop, sinon ça sert à rien. Les parents sont venus en France pour faire du sale boulot, ils ne veulent pas que leurs enfants subissent le même sort.» La maman acquiesce, et précise que la religion est encore plus importante que l'école.

Omar s'est rendu au soutien scolaire par plaisir : «J'aime bien. J'aime bien la lecture.» Sa maman : «Même si on travaille bien, on a toujours besoin de soutien.»

Omar aime le français. Mohammed : «On est tous des littéraires dans la famille!» Omar suivait les cours d'arabe littéraire de l'école primaire, et puis il a arrêté sur les conseils de son frère : «Je lui ai dit de quitter ce cours pour se concentrer sur les autres matières. En plus l'arabe ne comptait pas dans la moyenne! Quand on a le temps, je lui fais lire l'arabe sur le Coran. De toutes façons, Omar est déjà trilingue. Il parle français, arabe marocain et berbère.»

E.W.



Christian, le père : «Huit heures d'école, c'est déjà beaucoup.»

Allée des Ormes, Bas-Carpeaux. «Au soutien scolaire, ils ont pris Rudy parce qu'il est intelligent, pour motiver les autres. Aurore y est allée aussi. Moi je ne peux pas vraiment les aider. Là, quand ils rentraient, ils avaient fait leurs devoirs. Huit heures d'école, c'est déjà beaucoup.» Une des rares familles françaises à vivre dans le Bas.

Danièle, la mère : «Au début ça marchait très bien, le bus revenait bourré d'enfants! Mais l'encadrement, ça n'allait pas.»

Christian : «Quand je vois ma fille revenir en pleurant... Y avait que des Musulmans. Un enfant arabe, c'est un roi, il peut s'en prendre à une fille, on lui dit rien.»

Aurore, 12 ans : «Eux avaient toujours terminé les premiers, ils m'embêtaient. J'aimais bien les animatrices. Elles m'aidaient. Mais après, y en avait une qui criait trop fort.»

Christian : «A l'école, depuis que la nouvelle directrice est arrivée, c'est impossible de parler avec elle. On était délégués des parents d'élèves, on est partis : moi je suis impulsif, je défends mes enfants. Un jour on a eu un problème avec Rudy, son instituteur lui a arraché son maillot. Avant, ils travaillaient mieux. Rudy, c'est parce qu'il préférait son ancien instituteur.» Aurore : «Je veux devenir danseuse.»

E.W.



Myriam, 10 ans : «De dixième, je suis passée cinquième de la classe.»

Allée des Ormes, Bas Carpeaux. «Comme Myriam avait du mal en CMI, raconte son père, Ali, on est allé demander du renfort à M. Petit, le directeur de l'école. Il nous a dit d'aller au soutien.» A la maison, la grande sœur, qui va à l'université, donne un coup de main quand Myriam en a besoin, en orthographe et en conjugaison. «En maths, j'étais la plus forte, mais en français...» Quand elle suivait les cours du soir, Myriam a obtenu de meilleures notes à l'école, 8 sur 10 de moyenne environ.

«Je la pousse trop à finir ses devoirs, reconnaît son père, mais sans me mettre en colère. Il faut qu'elle travaille, surtout en ce moment. Les études, c'est important pour arriver à quelque chose.» Infirmière, en l'occurrence.

A l'école, en plus des cours d'anglais, Myriam suit les cours d'arabe que son père a contribué à mettre en place. «J'ai seulement deux copines françaises qui viennent au cours et elles aiment bien apprendre des mots arabes à la récréation, mais il y en a qui les traitent...» Mais pour elle, qu'ils soient Français ou étrangers, les enfants s'entendent bien.

En septembre, Myriam entrera en sixième et sa grande sœur, au collège, l'a prévenue : «Si tu ne travailles pas bien, tu auras du mal l'année prochaine!»

G.L.

TRAVAIL DES ENFANTS

Lego, boulot, dodo

A Lille, en une semaine, nous avons compté au hasard des rues une trentaine d'enfants de moins de 16 ans au travail. La majorité en compagnie de leurs parents, mais certains seuls, et les jours d'école. Insertion dans la vie professionnelle ou exclusion de l'enfance? Coup de main ou exploitation? La frontière est floue. Etat des lieux.

Le travail des enfants en France : une aberration? Le sujet est en tout cas largement ignoré. Des associations de protection de l'enfance cherchent à enquêter, mais la tâche est difficile. Et les administrations (la justice, la DDASS) ne disposent d'aucun chiffre, s'étonnent qu'on aborde la question et signalent avec raison que la France protège mieux ses enfants que l'Angleterre ou le Portugal. Et pourtant, on a tous vu des bambins accomplir des petits boulots au lieu de faire leurs devoirs ou de la bicyclette.

Il y a ceux qui aident leurs parents. Ce dimanche de marché, dans un quartier populaire de Lille, 23 enfants déchargent des cageots de salade ou emballent des serviettes dans des sacs plastiques. La plupart travaillent tous les dimanches. Ici, le travail est une forme d'insertion dans un métier, avec un aspect ludique, gratifiant.

L'article L 211-1 du code du travail interdit aux enfants de moins de 16 ans de travailler, mais des dérogations existent dans certains cas : les agences de mannequins peuvent embaucher des enfants, si elles respectent un certain nombre d'exigences financières plutôt draconiennes. Les enfants du spectacle, eux aussi, bénéficient de dérogations, sans lesquelles on n'aurait jamais entendu chanter les Jordy et autres Vanessa.

On parle souvent des apprentis, on ignore l'existence des pré-apprentis, qui ont entre 14 et 16 ans. Ils sont 6 000 en France. Ces élèves vont passer, par exemple, deux jours sur les bancs de l'école et quatre jours chez un restaurateur : 37 heures non-rémunérées. Avec le risque, comme souvent en apprentissage, de faire la plonge au lieu d'apprendre à fabriquer une pâte brisée. L'insertion dans l'entreprise a parfois bon dos. L'enquête d'un enseignant effectuée en 1990 dans l'Anjou avait conclu à l'exploitation pure et simple de certains apprentis*.

Et puis il y a les petits boulots parfaitement illégaux, ces trop jeunes vendeurs de fleurs qu'on voit

arpenter les restaurants la veille des cours, ces mômes vendant du muguet un lundi d'école sous les yeux de leurs parents assis dans une voiture, ces deux enfants, aperçus un lundi de vacances dans le centre de Lille, qui vendaient Macadam : «Ma grand-mère et ma mère sont inscrites à Macadam, mais elles ont pas le temps, elles s'occupent des petits!», nous a déclaré Laura, 12 ans, l'aînée d'une famille de neuf enfants. Ici, c'est l'apprentissage de la marginalité.

Difficile de ne pas évoquer la prostitution enfantine. L'association *Le Nid* signale la multiplication de revues pornographiques utilisant des enfants. Les fantasmes sur papier glacé n'empêchent pas la prostitution des enfants et adolescents, essentiellement les garçons, d'augmenter chaque année. Les mineurs sont de plus en plus nombreux à occuper les trottoirs de Lille, y compris les jeunes de 13-14 ans. Entre le petit prostitué et le mitron du dimanche, nulle comparaison possible. Mais les enfants de la crise, obligés de gagner de quoi nourrir en partie leur famille, s'apprentent à glisser inexorablement dans la marge.

Emmanuelle Walter

* Bernard GARET, communication destinée au colloque international "L'enfant exploité, mise au travail et prolétariat", ORSTOM, 1994.



Patrick Huybrechts

Petits vendeurs de muguet. Une image traditionnelle, anodine. Pourtant ce lundi 2 mai, l'école a repris. Sans eux.

TÉMOIGNAGE

AUTISME

Gabriel dans ses murs

Gabriel et Céline sont nés le même jour, des mêmes parents : des jumeaux. Mais des jumeaux pas comme les autres. Céline est un bébé souriant, Gabriel coléreux. M. et Mme Bégot comprendront plus tard qu'un de leurs enfants est autiste. Comme 4 à 5 nouveaux-nés sur 10 000 en France. Récit d'une enfance différente par une mère qui l'est devenue :

«A la naissance de Gabriel, j'ai eu comme une intuition. Il faisait des grimaces différentes... Et puis cela s'est estompé. Jusqu'à 5 ans, on s'est dit qu'il était lent, qu'il allait rattraper sa sœur.

A la maternelle, la maîtresse disait qu'il avait de l'intelligence dans le regard. Il dessinait normalement, il jouait. Quand je disais à mes amis que Gabriel m'inquiétait, ils me disaient que je fantasmais. Pourtant, il y avait des signes.

Dès 6 mois, Céline souriait; lui pleurait. Lorsqu'à un an, nous les avons emmenés à la plage, à Calais, elle jouait dans l'eau, lui restait accroché à moi. A l'école, il se cachait sous le banc. Et il n'a dit ses premiers mots qu'à 3-4 ans. On continuait à penser à un trouble de l'intelligence mais à 5 ans et demi il a traversé une dépression, une crise très difficile. Sa nouvelle maîtresse était très dure, vieille école. Elle lui déchirait ses dessins. Petit à petit, son état s'est dégradé. Ses dessins devenaient de plus en plus embrouillés. Je me souviens notamment d'une maison avec une cheminée. Il en sortait de la fumée, beaucoup de fumée. La fumée finissait par prendre toute la place. Et il déchirait ses cahiers...

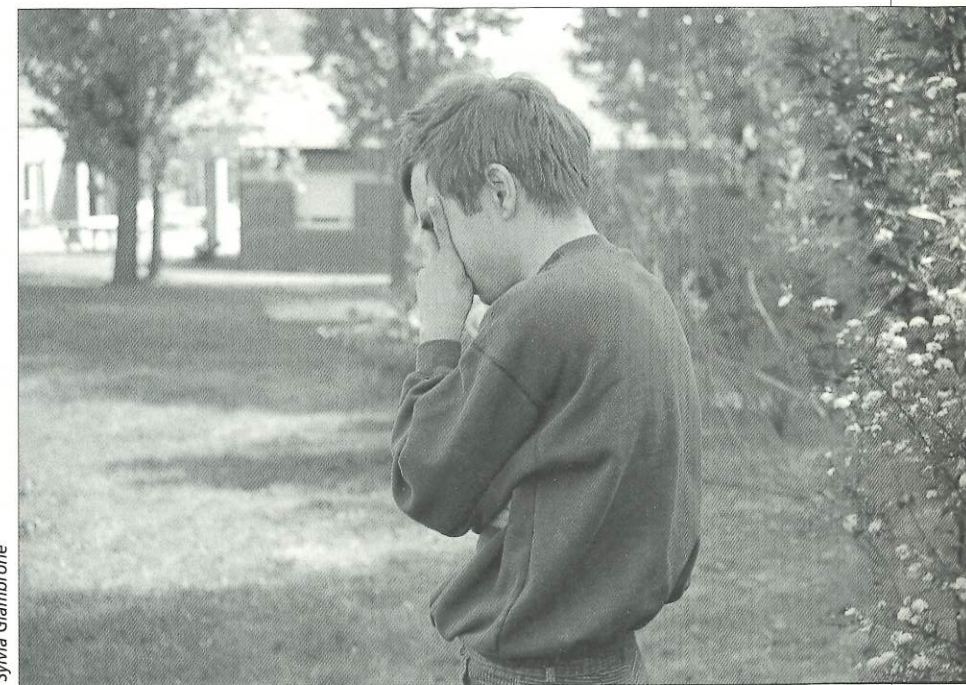
Ses camarades d'école l'excluaient. Ils lui jetaient des pierres. Alors que jusque là, même s'il avait du mal à jouer avec les autres enfants, il était très heureux quand il y arrivait. La maîtresse m'a dit un jour qu'autrefois, il aurait été l'idiot du village. On a compris qu'il souffrait d'un grave trouble de la personnalité.

Nous avons été obligés de quitter Calais pour la région lilloise. Il fallait le mettre dans un centre spécialisé à Roubaix. Nous avons alors consulté un psychiatre-psychanalyste pendant sept ans. Il nous a appris à prendre du recul, à ne pas attendre de miracle de la science même si nous avons toujours

gardé l'espoir d'une amélioration. Nous ne connaissions plus personne. Mais c'est alors que nous avons rencontré les gens les plus intéressants que nous ayons côtoyés. Avec la famille, ce fut d'abord très difficile. Ma belle-sœur ne comprenait pas que nous ayons gardé Gabriel. Ma belle-mère était très âgée. Elle avait besoin qu'on s'occupe d'elle et le considérait com-

cée, plus tard, elle ne mentionnera pas l'existence de son frère sur les fiches d'inscription.

Et puis, on ne pouvait jamais le laisser jouer seul avec des enfants de crainte qu'ils ne comprennent pas ses attitudes, et que lui ne s'énerve. Il fallait toujours tout prévenir. On passait nos vacances dans des campings qui possédaient des structures d'accueil pour



Sylvia Giambone

Le foyer Omega à Herlies accueille trente autistes.

me un rival. Puis, ils sont devenus inséparables car il était avec elle d'une extraordinaire tendresse. Les autistes sont capables d'énormément d'affection malgré leur problème communicationnel, contrairement à ce que pensent beaucoup de gens. Gabriel aime beaucoup embrasser. En revanche, pour sa jumelle, il était un sujet tabou.

Elle admettait mal les sacrifices financiers qu'il nous fallait faire pour placer Gabriel dans des centres coûteux. Petit, lorsqu'il se crispait et grimaçait, elle l'imitait ou lui donnait des coups de pied sous la table. De peur que Gabriel ne réagisse violemment, mon mari a plusieurs fois brusqué sa fille. Elle ne lui a jamais pardonné. Au ly-

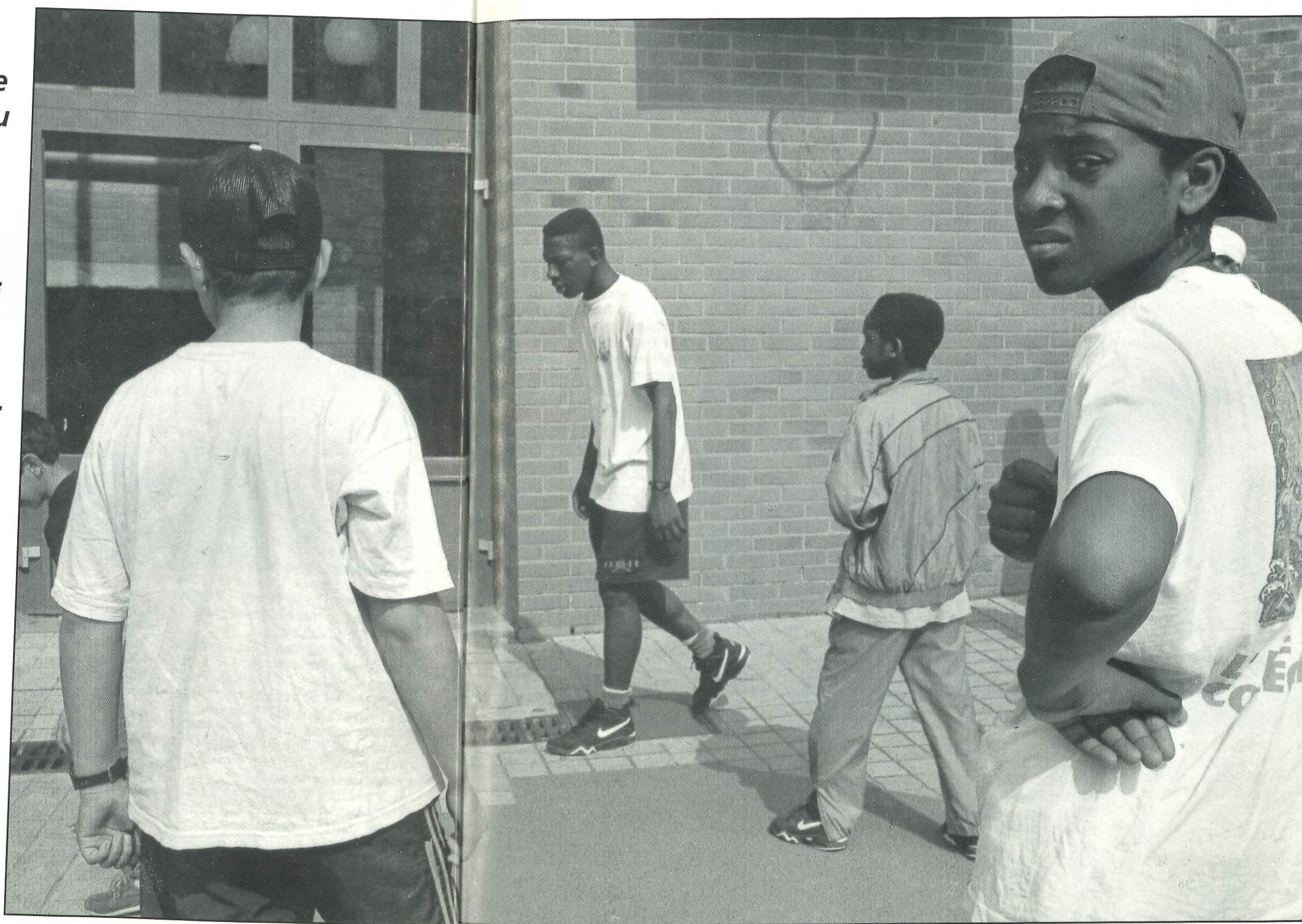
enfants handicapés. Mais pour nous, cette vie est devenue normale.

Gabriel a aujourd'hui 25 ans. Sa sœur jumelle refuse toujours de parler à son père mais elle s'est réconciliée avec son frère. Il vit dans un centre spécialisé, près de Mons, en Belgique. Car en France, c'est une fois adulte que les autistes sont les plus exclus. Absence de structures pour les accueillir et prise en charge financière défaillante. Ses parents espèrent pouvoir voir Gabriel continuer à être heureux, dans son monde. Leur seule inquiétude : son espérance de vie est identique à celle de n'importe quel homme de son âge. Ils ont peur de mourir avant lui.

Propos recueillis par Nicolas Herbelot

CRISES DE CROISSANCE

A mi-chemin entre deux âges, dans un espace indéterminé, aux limites de l'enfance, aux frontières du monde des grands. Le corps se transforme, se déforme. A l'âge où l'apparence compte, les collégiens parlent de ce qui exclut, de ce qui intègre. Regards sur l'obésité, l'isolement qu'elle entraîne. Jeunes délaissés par les médias, ils ne se reconnaissent pas dans leur reflet télévisuel. Certains sont confrontés à une exclusion qu'ils croient avoir choisie. Ils «dealent», ou traînent dans les rues. Parfois, leur jeunesse est un mur contre lequel ils se brisent : le suicide, ultime solitude. Enquêtes sur les malaises d'un âge difficile.



Basket : la génération spontanée

Venu des Etats-Unis, le basket de rue progresse en marge de toutes les institutions et recrute chez les petits banlieusards. Au mépris des règles, une génération crée son propre sport.

«**P**ourquoi je joue au basket? Parce que je suis grand et noir!» Nicolas, 16 ans et 1 mètre 82, illustre si bien les clichés du basket de rue que cela le fait rigoler. Avec Nasser, Lionel et Michaël, ils viennent régulièrement tâter du ballon sur un terrain en plein air de Mons-en-Barœul, dans la banlieue de Lille. Le grand noir, le petit beur et les ch'tis longilignes ont toujours vécu ici, entre les tours datant des années 60 et 70. L'ensemble s'appelle le Nouveau Mons et abrite la moitié de la population de la commune (23 000 habitants). Depuis quelques temps, les paniers fleurissent au pied des HLM et on s'y bouscule. La fascination exercée par les Américains et la «Dream Team» victorieuse aux Jeux Olympiques de Barcelone joue à fond. Le basket est devenu très à la mode, et les jeunes essaient d'imiter leurs idoles.

semble. «La banlieue-ghetto, le malaise, tous ces mecs à la télé, ça nous fait marrer. Ici, c'est pas comme ça», affirme Nasser. «C'est pas Vaux-en-Velin». Pourtant, le Nouveau Mons a mauvaise réputation. Selon Nicolas, c'est injustifié. Le quartier est plus calme qu'il y a quelques années, même s'il admet qu'il «faut être aveugle pour ne pas voir les dealers. Cela dit, la seule fois où on m'a proposé de la drogue, c'était sur un ferry pour l'Angleterre... Nous, tout ce qu'on demande, c'est de pouvoir jouer tranquille. On avait un autre terrain, un peu plus loin, qui a été fermé parce que les voisins se plaignaient du bruit. Mais si on peut rien faire, on va zoner, c'est évident.» Les municipalités font le même raisonnement et multiplient les terrains. La Fédération française de basket-ball (FFBB) s'est associée au phénomène mais, pour le moment, il lui échappe presque totalement.

«Le basket de rue est un phénomène de société comparable à l'arrivée du rock'n roll en France», estime Alain Blondé, responsable de Basket en Liberté, l'antenne décentralisée de la FFBB chargée de suivre la vague.

En fait, elle prend des allures de raz-de-marée. La France compte aujourd'hui 450 000 licenciés et selon les prévisions, le chiffre pourrait doubler d'ici l'an 2000. «Toute une génération s'habille, mange et danse basket», résume Alain Blondé.

Alors, merci la mode et les Américains? Pas vraiment. Il semble en effet très difficile d'établir des passerelles entre la rue et les clubs. La Fédération serait

heureuse de profiter de la vague et de participer à l'animation des banlieues (et des campagnes) où les playgrounds se multiplient, mais elle ne sait pas trop comment s'y prendre. Alain Blondé est parfois surpris des sentiments exprimés au travers du jeu : «On voit de l'agressivité sur le terrain, les gars se défoncent et toute leur hargne y passe». Difficile pour la FFBB d'accueillir ces basquetteurs d'un nouveau genre. «Ils n'accep-

tent aucune réglementation. On ne peut pas les intégrer tels quels dans les clubs», explique Alain Blondé.

La FFBB se sent quand même obligée d'insister, d'abord parce que l'organisation de compétitions de basket sur le territoire français relève de sa responsabilité, ensuite pour prévenir toute récupération. «Nous voulons accompagner le basket en liberté pour le protéger», affirme Alain Blondé.

La principale menace vient à son avis du monde économique, Adidas et Reebok ayant déjà jeté leur dévolu sur le basket de rue.

«Nous devons faire en sorte que les playgrounds existent et ensuite favoriser les rencontres», estime-t-il.

Pour lui, c'est le premier pas d'une démarche de sociabilisation que la Fédération se doit d'accompagner. Il ne s'agit pas d'attirer les jeunes dans les clubs pour leur inculquer les règles et les bonnes manières.

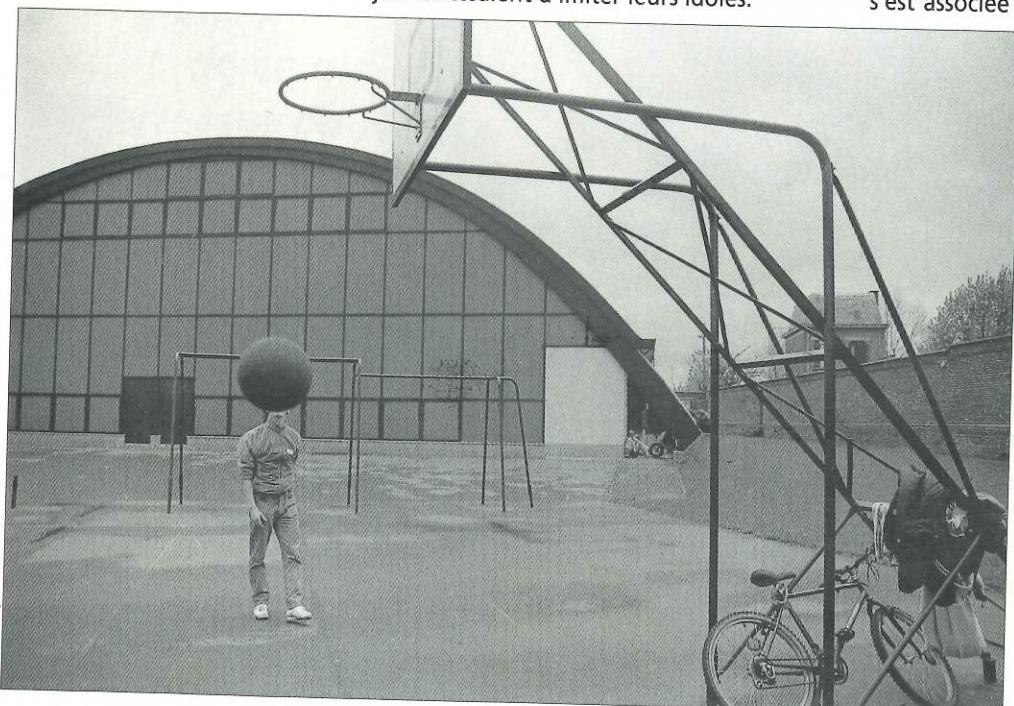
A chacun son basket, et que ceux qui le souhaitent intègrent les championnats. Quant aux autres, Alain Blondé se déclare prêt à les aider pour mettre sur pied leurs propres équipes de quartiers. Un tournoi de bas-

ket à trois circule déjà dans toute la France. La finale aura lieu à Paris le 17 juin. «Vous savez, conclut Alain Blondé, accepter ces jeunes tels qu'ils sont va être pour les responsables français une véritable révolution mentale...»

Jean-Luc Le Roux et Erwan Seznec



Patrick Huybrecht



Patrick Huybrecht

Mais il y a une nuance : «On joue comme on veut, avec nos propres règles», expliquent les Monsois. Pas question de se plier aux habitudes d'un club et aux impératifs de la compétition. Associaux, les basketteurs de rue?

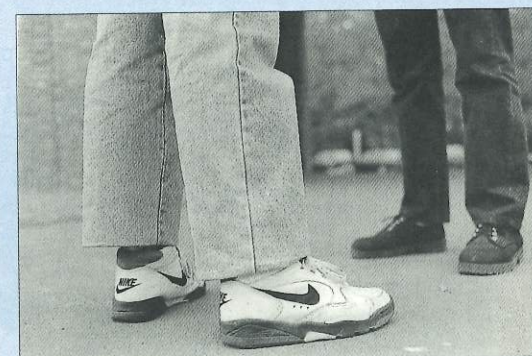
Selon Nicolas et ses copains, c'est tout le contraire : le «playground» (terrain de jeu) est un lieu de rencontre. Il y a parfois des frictions, des parties un peu rudes entre bandes rivales, mais on joue en-

La fin des tribus

Il est bien révolu, le temps où pour frimer au lycée, il fallait endosser un blouson Chevignon ou des chemises Cacharel... Les petits clans lycéens aux stylos Daniel Hechter n'ont pas survécu aux années 80. Le goût du «look» n'a pas disparu, mieux vaut ne pas être totalement dépassé, mais les fringues deviennent signe d'originalité, plus que signe de reconnaissance.

Les couloirs des lycées, les cours des collèges ou les terrasses de café présentent tous les aspects de la mode. Le BCBG en jeans, veston et chaussettes Achille dans ses Weston, y cotoie sans s'effaroucher le raggamuffin avec ses énormes Nike Air d'extraterrestre et sa casquette retournée, ou encore le fan de Guns and Roses, son bandana noué autour de la tête, veste en jeans sous blouson en cuir. Parfois, ce sont les mêmes, mais à différents moments.

Les vendeurs du prêt à porter ne s'y trompent pas : les jeunes, les plus touchés par le phénomène de la mode, ne suivent plus une ligne unique. On mélange les genres grâce à des accessoires peu coûteux, comme les pin's ou la casquette. Une mode multiforme qui ne rejette personne pour



ses goûts ou sa culture : on mêle joyeusement une veste tyrolienne à un gilet aux broderies orientales.

L'apparition des soldeurs a donné une excellente occasion d'acheter plus et dans des registres différents. Autre raison avancée à mots couverts par les vendeurs des boutiques : la démocratisation des modes, jusque aux marques les plus coûteuses, serait due au marché du vol et de la contrefaçon. Récemment à Lille,

les douanes ont ainsi brûlé des centaines de faux Levis. La réalité suit aussi la baisse des achats de vêtements : 5% du budget des Français en 1991, un chiffre en chute libre. Mais les trois quarts des achats de vêtements masculins sont réalisés par un tiers des hommes et des femmes, le plus souvent d'un milieu socioprofessionnel moyen ou élevé. Les clients du discount sont ceux des boutiques de marque...

Si le cadre en Chevignon, «classe» mais décontracté, a toujours de beaux jours devant lui, la mode n'est plus une cause d'exclusion parmi les jeunes : vive la différence!

Jean-Marc Centène

Privés de télé

Difficilement cernable, l'adolescent n'existe pratiquement pas pour les programmeurs du petit écran, qui le rejettent aux franges des enfants ou «adultes».

Restent les productions généralement américaines, situées dans un contexte social et culturel étranger. Mais parfois, le dépaysement rend le produit universel, et finalement plus proche de son public...

«Moi, je regardais Seconde B, mais bon, ça m'énervait, ils ont que des problèmes...» «Ouais, et puis évidemment ils ont toujours une solution, à la fin, pour qui y nous prennent ?» «Mais t'as Hélène...» «Oh lui ! Tu regardes pas ça, non ?» «Ben, non, ça passe plus...»

Olivier, Nadia, Eric et Sonia, quatre collégiens lillois, quatre ados «bouffeurs de télé», pour citer Nadia : «Quand je rentre chez moi après les cours, il y a déjà ma petite soeur devant la télé, elle est en primaire, alors on regarde la fin de Dorothée, ou les séries après.» Eric acquiesce, mais Olivier s'insurge : «Je comprends pas comment tu peux regarder des trucs comme Hélène, le Miel, ou les Filles, c'est nul !» Et Sonia d'ajouter : «C'est tous des riches, leurs problèmes, c'est quand leur rouge à lèvres s'est écrasé ou bien : est-ce que je l'embrasse ou est-ce que je le largue ?...» (Fou rire des quatre copains.) «C'est des quatre copains.» «C'est vrai, mais au moins, ça change», reprend Nadia, un peu piquée.

«C'est pas parce qu'ils ont du fric qu'ils ont pas les mêmes problèmes... Et puis si c'est pour regarder des séries comme Seconde B... Ils font semblant de nous parler de nos vrais problèmes mais c'est du chiiqué : moi, je connais des mecs qui se droguent, ben, ils peuvent attendre la fin de l'épisode, c'est pas demain qu'ils arrêteront, parce que dans les immeubles, c'est pas un problème qu'on a, c'est dix mille en même temps, le chômage, la drogue, les bandes, tout ça...»

«Dans le Miel, ou les Filles, c'est pas nous, alors c'est pas une caricature au moins. Comme pour Beverly Hills, là, en plus, c'est américain», glisse Eric. «Moi, avan-

Beaucoup d'ados devant le petit écran et pas grand'chose dedans pour les satisfaire. Ras-le-bol des sitcoms fades.

ce Sonia, «j'adore Beverly Hills et les Années collège...» «C'est pas des riches, peut-être?», l'interrompt Nadia. «Si, mais ils te sortent pas des réponses à tout comme si t'étais à la maternelle. Ils te font réfléchir.»

A chaque adolescent sa vision d'une télévision idéale. Mais sur les 10.000 heures d'émissions pour la jeunesse proposées chaque année par la télévision (en comptant le câble), très peu sont spécifiquement destinées aux ados.

Les efforts de France 2, avec Seconde B, n'ont pas rencontré le succès espéré malgré l'ambition affichée d'évoquer «les problèmes des jeunes».

Quant aux productions de TF1 (Hélène et les garçons, Le Miel et les abeilles, Les Filles, Salut les Musclés), elles séduisent paradoxalement plus : leurs situations simplifiées à l'extrême, les décors minimalistes et le cadre de vie de leurs héros reconstituent de façon caricaturale les vieilles règles théâtrales de l'unité de

lieu, de genre et de temps, et chacun peut se reconnaître dans un ou plusieurs personnages, tant ils sont aseptisés.

Les «problèmes» évoqués n'altèrent pas l'optimisme affiché, car ils ne font qu'interférer dans le cours du feuilleton, sans jamais en constituer partie intégrante.

Si les héros sont des adolescents (Hélène, Le Miel) ou des adultes attardés (Les Filles, Salut les Musclés...), les productions de ce type visent pourtant plus généralement la famille et privilégient le dialogue et les solutions collectives. Elles reconstituent toujours une cellule représentative des valeurs familiales, à travers des personnages aux caractères très marqués (le bougon, le

dragueur, le distrait, le réfléchi, le débrouillard...).

Pour les annonceurs publicitaires, le public adolescent est par trop hétérogène, donc difficile à cibler : marché peu porteur, les 13-19 ans sont condamnés à errer de chaîne en chaîne, au hasard des séries produites pour d'autres.

Sophie Tétrel.



Le choix, mais quel choix ?

Apparences

L'exclusion : une affaire de classe

L'apparence physique, ça compte quand on est encore en train de grandir. Collégiens, ils en rigolent souvent, en souffrent de temps en temps. Ils ont tous à peu près quinze ans. En troisième au collège de Gondcourt, près de Lille. Des frimousses encore en enfance, des yeux vifs, et plein de choses à dire. Dégoûts, rejets, contraintes et bonheurs, opinions. Petit voyage en quelques thèmes au pays des ados.



Patrick Huybrecht

LA BEAUTÉ...

Est-ce que les filles s'y intéressent? «Ouais!» enthousiaste et général. Et puis, on se ravise un peu. Barbara : «L'important, c'est le charme.» Amandine : «Du moment qu'il est pas vraiment crade...» Stéphanie : «C'est sûr que les gens beaux, séduisants, on n'a pas envie de les rejeter...» Et les garçons? Arnaud : «Moi, ce que je regarde, c'est les yeux, le sourire...» Matthieu : «Heuuuu... (Rires)... Les cheveux...» Plusieurs rougissent. Les fesses et les seins? Jérôme : «Ouais, c'est ça!» Eclat de rire général. Applaudissements. Stéphanie : «Les mecs, ils regardent ça en premier...» Indignation du côté masculin : «Oah, c'est pas vrai!»

...ET LA LAIDEUR

Arnaud : «C'est quand on est sale...» Olivia : «L'haleine, la transpiration!» Matthieu : «Ouais, on soulève les bras, et toutes les filles, elles s'en vont.» (Rires).

LA MODE

Nathalie : «En sixième, quand on est petits, c'est nos parents qui achètent les vêtements. Et puis ensuite, on suit la mode...» Arnaud : «Moi, j'suis naturellement beau!»

Matthieu : «Des fois, y a un genre de

filles, avec un foulard à tête de mort, ça, c'est une délinquante!» (Rires). Arnaud : «Une fille sérieuse, elle me pas des jeans craqués...» Stéphanie : «De toute façon, dès qu'on est habillé d'une façon originale, on se tape la honte!» Emilie : «Moi, j'en connais qui amènent un chapeau au collège et qui n'osent même pas le sortir du sac.» Sophie : «Il y a toujours quelqu'un pour te faire une réflexion.» Brouhaha: chacun se souvient d'une vexation. Amandine : «...Chaussures d'handicapés...» Stéphanie : «Mon pull à trous, on m'a demandé si je l'avais coupé dans mes rideaux...» Emilie : «Le jean, c'est l'uniforme...»

LES COMPLEXES

Arnaud : «Moi, j'en ai pas!» Olivia : «Eh, tu n'arrêtes pas de nous en parler...» Kevin : «Les filles ont plus de complexes que nous!» Jérôme : «J'ai un bouton sur le nez...» (Rires). Cédric : «On m'a donné deux cartes postales de gorille parce que je suis poilu aux jambes... C'est mes origines italiennes...»

SOUFFRE-DOULEURS

Olivia : «Il y a A. Il n'est pas comme les autres.» Barbara : «Il est un peu bête, gamin. Voyant. Surtout avant, il faisait tout pour qu'on s'intéresse à lui. Dans sa classe, ils lui ont fait plein

de trucs dégueulasses. Ils étaient nazis avec lui, ils voulaient presque sa mort.»

Nathalie : «C'est un obsédé». Cédric : «A midi, il mangeait tout seul.» Emilie : «C'était un jeu pour les autres. Ils s'amusaient à le persécuter. Il a même redoublé pour ne plus être dans la même classe.» Emeline : «A. ne suivait pas la mode, il était toujours en pantalon de velours.» Les autres se récrient. «C'est pas à cause de ça!»

Amandine : «Il y a aussi P. Le pauvre, tout le monde le traite de nain. Le soir, il sort en dernier du collège pour pas qu'on le voie.» Cédric : «Il est fort pauvre». Un autre : «En tout cas, son nom, c'est presque une injure. Il a une réputation dans tout le collège.»

L'ADOLESCENCE

Amandine : «Vivement que ce soit fini. On a envie de prendre trois ans de plus...» Arnaud l'interrompt : «Ah moi, j'aimerais bien que ça commence!» (Rires.) Encore Amandine : «Non, mais on a plein de petits problèmes, surtout avec le regard des autres. On me dit "tu t'en fous" mais non (murmure approbateur dans la classe). Moi, j'accorde beaucoup d'importance au regard des autres.»

Propos recueillis par Cécile Mury et Emmanuelle Walter

Grosse souffrance

*Etre obèse au milieu des autres, c'est prendre trop de place, ou ne pas en avoir du tout.
Etre adolescent parmi les obèses, c'est un malaise de plus, en pleine croissance.*

Elle joue à cache-cache dans une grange avec ses meilleures copines. Tout doucement, elle s'approche de leur groupe pour leur faire une surprise. Une petite frayeur, pour rire. Et puis, derrière son ballot de foin, elle entend la conversation : « Elle est passée où, la grosse baleine?... Elle est pire qu'un éléphant. » Ses fidèles amies parlent d'elle, et s'esclaffent. Obèse. Elle se voit pour la première fois à travers le regard des autres. Elle se sent « exploser dedans ».

L'adolescente a grandi, mais la souffrance est restée intacte. Sa gaieté, son humour étonnant, féroce, lui ont permis de vaincre quelques barrières. Mais pas sa propre méfiance : « L'humour, c'est l'arme dont j'ai appris à me servir pour avoir l'illusion d'être acceptée ».

Aujourd'hui, elle doit sa lucidité à une psychothérapie avec Véronique Douilly, au CHR Calmette, à Lille. « Les obèses vivent une grande solitude, remarque la psychologue. Un vrai isolement social, une solitude physique. » Dans le bus, au cinéma, à la piscine, au lycée, le quotidien peut parfois se transformer en vrai calvaire. Rester coincé dans un fauteuil, avoir honte de son corps en maillot de bain, avoir du mal à trouver des vêtements, essayer des réflexions du genre « ne perdez pas votre temps, on n'a pas votre taille », être essoufflé, épuisé au moindre effort... Dans certains cas extrêmes, le poids est tel que le corps ne peut plus le porter, et c'est la chaise roulante. La liste des petites tortures de tous les jours est infinie.

COUPABLE QUELQUE PART

Et puis, il y a les moqueries, les rejets. « Je me suis rendu compte de mon poids vers seize, dix-sept ans en faisant un job d'été dans un centre aéré, raconte Catherine, une adhérente de Weight watchers. Les enfants m'appelaient tout le temps "la grosse"... » Le docteur Sylvie Debarge, pédopsychiatre, explique : « Les gens n'ont pas de compassion pour un obèse, comme ils pourraient en avoir pour un handicapé. Il y a un aspect

moralisateur très important. Ils pensent : "S'il est devenu gros, c'est de sa faute. Il n'a pas de volonté." Ils le jugent coupable quelque part. » Pour chaque adolescent concerné, l'obésité est le symptôme d'un malaise différent. Quelques traits communs se retrouvent parfois. Sylvie Debarge en a repéré certains : « L'adolescent obèse

l'est souvent depuis la petite enfance. De mauvaises habitudes alimentaires, l'environnement, une famille où tout le monde a déjà des problèmes de poids. Quelquefois, c'est la mère qui interprète mal les sollicitations de son nourrisson. Quand il pleure, elle prend toujours ce signal pour une demande de nourriture. Plus tard, pour l'enfant

puis l'adolescent, manger constituera la réponse unique à tous ses besoins. »

Grossir à la puberté, au moment où le corps change, c'est peut-être aussi s'empêcher de grandir, repousser le désir des autres, nouveauté effrayante. « Ils ne savent pas ce qui les attend. Il y a probablement un refus de la sexualité, une crainte des relations amoureuses »,

remarque Véronique Douilly. L'obésité est rarement due à des causes héréditaires ou endocriniennes, il s'agit beaucoup plus souvent de raisons psychologiques, extrêmement complexes. La thérapeute avance une hypothèse : « Les obèses sont souvent "externalistes". Ils sont très distractibles, passifs. Ils se laissent mener par toutes les stimula-

tions de leur environnement. Ce sont des victimes toutes désignées pour la société de consommation, notamment pour la nourriture. Il y a une confusion des sentiments, des émotions, entre le dedans et le dehors. Ils ne savent pas nommer ce qu'ils ressentent, et éprouvent une grande difficulté à effectuer des choix. » Il n'est même plus question de plaisir : absorber de la nourriture devient un véritable réflexe.

PAS DE RECETTES MIRACLES

Manger pour compenser un manque affectif, manger pour « se remplir », combler un vide en soi, établir un rempart, ou réagir à un traumatisme comme l'inceste. Chez certains adolescents, l'obésité est une réponse inadaptée à l'angoisse, un moyen de continuer à vivre. Pour d'autres, c'est un comportement agressif, autodestructeur, une révolte. Il y a ceux qui parviennent apparemment bon gré mal gré à vivre avec, qui jouent les boute-en-train et s'acceptent tels qu'ils sont. Et puis il y a ceux qui souffrent, au jour le jour.

Pour tenter d'atténuer ce mal-être, les solutions sont multiples, incomplètes, parfois efficaces, parfois mal adaptées ou dangereuses. Quelques médecins peu scrupuleux proposent même des régimes miracle, à base de cocktails explosifs d'amphétamines et de coupe-faim. L'adolescent maigrit vite, mal, ne se reconnaît plus, reprend du poids aussi vite qu'il l'a perdu.

Pour Sylvie Debarge, un accompagnement, à la fois médical, psychiatrique et diététique est nécessaire. Un traitement de longue haleine, difficile, associant la famille, pour donner la parole à l'adolescent, lui permettre d'exprimer ses angoisses. De temps en temps, l'éloignement semble nécessaire. Quelques enfants sont envoyés en cure à Roscoff, dans un centre spécialisé, où l'on vient de toute la France. Ensemble, ils se rassurent, se stimulent, trouvent un environnement où ils ne sont pas « différents », reprennent des forces pour affronter le quotidien. Parfois tout simplement pour essayer d'être heureux.

Cécile Mury



Jean-Marc Vantournhout/Thema

Entre les deux, non beur balance...

Entre Christophe le dealer et Mehdi le sportif, Hacem se cherche. Et il y a beaucoup de Hacem. Roubaix, quartier du Cul-de-four. Cul-de-four parce qu'au dernier, les habitants venaient se réchauffer contre les cheminées des fabriques, dos au mur. Il n'y a plus que les murs sur lesquels s'appuyer.

Enquête d'Antoine Bus et Christophe Colinet.

Christophe deale du teuch

Il s'appelle Christophe, et avec son goût immodéré pour Louis de Funès, c'est tout ce qu'il a de français. Il porte le délit de sale gueule, fouille au corps garantie. Alors il bouge, va partout et nulle part à la fois, parce qu'avec son physique, quand on est dealer, l'espoir quotidien, c'est de ne pas se faire «serrer» pour un contrôle d'identité. Ça n'est pas tant le contrôle qu'il redoute - il a la carte d'identité française - que la fouille qu'il pourrait entraîner. Quand on revend entre deux et trois mille francs de haschich par jour, on ne peut plus se faire passer pour un petit consommateur. Christophe bouge, esquive, fouine à longueur de journée entre le métro, le tram et les rues de Roubaix à la recherche d'autres clients, d'autres petites parts du marché de la drogue plus ou moins douce, la méfiance et la ruse collées à sa peau basanée. Il a peur des «bastons» et essaie de passer au travers. «C'est dur à Roubaix», dit-il. Forcément, les beurs des quartiers chauds y font la loi et n'hésitent plus à virer, manu militari, les dealers... qui ne sont pas du quartier et menacent de troubler le fragile équilibre de l'économie locale. Christophe galope vers de nouveaux

«business», prêt à revendre de temps en temps d'autres drogues, plus dures, si on le lui demande. «Ça fait de la thune.» De la thune, il en a : 30 000 francs, à la banque, pour assurer en cas de coup dur ou partir, l'été, au Maroc. En vacances ou au marché. Christophe part en fumée de cannabis, noyé dans les volutes de ses quinze «tarpés» journaliers, soit 10% de ses ventes. A la différence d'un petit fumeur occasionnel, son état ne lui permet plus de vivre d'un travail honnête. Alors Christophe deale depuis trois ans, c'est son «métier», il n'attend rien d'autre de la vie que de le préserver d'un contrôle d'identité qui tourne mal.



Eleonore Henry de Frahan

Hacem rêve d'ordinaire

Youssef en impose: «On a poussé une pointe à 280 pour aller à la mer», c'est vrai que sur une moto, Youssef assure. Soudain, en plein récit de ses exploits, il se précipite dans l'encoignure du mur et écrase sa cigarette: «Mon père sait pas que je fume». On a beau avoir 23 ans et narguer le code de la route, dans la famille Saïdi, «on a le respect». Le père est «Hadj»: il est allé deux fois

à La Mecque. C'est le pilier solide d'une famille qui se préserve. Arrivé il y a trente ans en France pour donner ses bras à l'industrie du textile, il est au chômage depuis six ans. Six ans que la famille Saïdi essaie de joindre les deux bouts. D'abord en demandant à la fille aînée d'arrêter les études pour aider la mère à élever ses huit frères et sœurs. Ensuite, en poussant ses fils à étudier pour avoir un vrai métier.

Un métier pour les fils, Youssef, Hacem et les trois autres garçons, et un mari pour «caser» les quatre filles, car les valeurs de la famille Saïdi passent aussi par la soumission de la femme. Mais depuis six ans, la main désœuvrée du père Saïdi n'est plus aussi lestée, et Hacem a fini par se faire renvoyer de son lycée après un premier échec au BEP d'ajusteur-tourneur-fraiseur. Musulman, Kabyle, et mâle, Hacem a trois raisons d'être fier. Des raisons pour porter une fine moustache, se moquer de ses camarades qui ne sont pas Kabyles, jurer l'enfer, en blaguant, à ceux qui ne respectent pas le «Ramadan». Pas du genre ombrageux, plutôt arrogant volubile, Hacem le fougueux ne se laisse apprivoiser que lorsqu'il a la certitude qu'on le respecte. La fierté d'Hacem ne l'a pas toujours aidé: difficile de se soumettre aux exigences des profs; mais c'est cette même fierté qui l'a poussé à vouloir leur prouver qu'il n'était «pas un nul» en «bossant à fond» en atelier... pendant une semaine, juste avant son renvoi. Le reste du temps, Hacem était plutôt du genre «bordeleur». Les en-

seignants ont démissionné. «Ils me disaient, "va où tu veux, va te balader, Saïdi, mais surtout débarrasse le plancher". Au début j'étais content, je séchais les cours, mais en fait, je me suis fait hacher.» Il avait le sentiment de gagner contre les profs, mais aujourd'hui il a compris que c'est lui le perdant. C'était il y a six mois. Depuis, Hacem s'efforce de passer à autre chose: la moto, le foot et la musique occupent une grande partie de son temps. Et la recherche d'un gagne-pain, n'importe lequel. Hacem sort la réponse à sa dernière candidature, cette fois, le «non» vient de Camaïeu, une entreprise textile. De refus en refus, il devient moins exigeant. «Le CIP? C'est quoi, ça?» On précise la question, le Smic, Bac + 2, -20%, les manifestations, tout ça... «Ah oui, les

diplômés. Ils ont eu raison de manifester. Ils ont travaillé pour avoir un diplôme. Mais moi, c'est pas pareil: ce qu'on me donne je prends, même si c'est mal payé.» Alors Hacem s'adapte: son argent de poche, il le trouve dans des petits «business»: achat et revente de Hi-fi en «seconde main», petits boulots au noir avec son grand frère. Des petits négoce, recels ordinaires dans le quartier qui ne font pas de lui un marginal. Marginal, Hacem ne veut pas le devenir, il n'aime pas rester «à glander, à tenir le mur». Quand il a épuisé le stock des activités quotidiennes, il «balade». Des pérégrinations qui le mènent parfois dans les quartiers chics. «Les rupins, ça ne me donne pas la haine, les gens qui ont réussi c'est bien.» Pas de rancœur, mais au contraire, sinon l'espoir, du moins l'envie de leur ressembler.

Mehdi n'aime pas perdre

«Même aux États-Unis, je pense pas qu'il y en ait qui jouent plus que nous.» Mehdi ne fanfaronne pas, lui et sa bande de copains ont passé leurs quinze jours de vacances à marteler le ciment à coup de balle orange. Un peu pour imiter leurs idoles de la NBA, beaucoup parce qu'il «n'y a rien d'autre à faire ici». L'équipe a bricolé elle-même le panneau de basket, une plaque de contre-plaqué trouvée dans une banque, «abandonnée depuis longtemps» s'empresse-t-il de préciser. Car Mehdi, ses copains vous le diront, est un garçon «droit». Un garçon pur, un garçon dur aussi. Son ascendant sur le groupe, sa réputation, c'est sur les rings de boxe thaï qu'il l'a forgée. Seize ans et déjà trois victoires en trois combats, la dernière par K.O. en huit secondes, sur un «Parisien»: «On me cherche pas d'em-

brouilles dans le quartier.» Torse nu, musclé comme un poster, Mehdi n'a pas besoin d'en rajouter: «On défend notre territoire c'est tout, la rue où on habite c'est chez nous.» Sérénité, force, il y a du chef indien chez Mehdi, pas de frime mais une sorte de maturité candide. Son avenir, il l'évoque avec solennité. «Je compte avoir des titres et ouvrir une salle à mon compte.» Pour l'instant Mehdi est en seconde et il ne se disperse pas. «D'abord, je dois décrocher mon bachot. Quitte à le passer une trentaine de fois. Après on verra.» Mehdi passe son bac d'abord, Mehdi est le seul de l'équipe à réussir des smashes sans prendre appui sur le mur, Mehdi a un bon direct. Quand on l'interroge sur ses défauts éventuels, il hésite pour la première fois et s'excuse d'un sourire: «J'aime pas perdre.»

« M'en aller nulle part »

Chaque année en France, 40.000 jeunes tentent de se suicider. Plus de mille d'entre eux meurent. A l'âge où l'avenir commence, le suicide est la deuxième cause de mortalité, après les accidents de la route. Tentatives de dialogues sur un sujet tabou, « une maladie honteuse ».

Olivier Dekeyser/Matia

Lydie ne voulait pas parler. Et puis elle est venue quand même au rendez-vous, avec une copine. Lydie s'est fait prêter un survêtement vert pomme et violet, s'excuse de porter de vieilles bottines et explique qu'elle ira bientôt chez le coiffeur.

Ses cheveux bruns ressortent sous une teinture blonde et l'un de ses yeux bleus est assorti aux dégradés d'un cocard, « un coup ». Il y a quatre jours, Lydie, qui n'a pas encore 19 ans, a tenté de mettre fin à ses jours en avalant une tablette de cachets. Elle était depuis une semaine dans la rue et c'est dans la rue, couchée par terre que des gens l'ont trouvée. Après un lavage d'estomac, vingt-quatre heures aux urgences, elle est sortie de l'hôpital en quête d'un foyer conseillé par une assistante sociale.

En deux ans, Lydie a fait trois tentatives de suicide, des « TS » entend-on dans les couloirs des urgences. Elle n'a jamais appelé les secours après son geste mais ses passages à l'acte ont toujours eu lieu dehors. Devant son foyer d'accueil la première fois et sur l'autoroute un jour d'auto-stop. Lydie se souvient vaguement des éclairs des girophares et des véhicules arrêtés sur la bande d'arrêt d'urgence.

Elle parle de sa tentative de suicide avec naturel, enchaîne sur les baskets dernier cri qu'un copain va lui offrir, en buvant tranquillement son sirop à la framboise. « Je ne veux pas me tuer, moi. Je ne veux pas mourir. Peut-être qu'un jour je le ferai, mais pas maintenant. A ce moment là, je me mettrai sous un TGV. »

Les tentatives de suicide chez les jeunes? La réponse de Lydie est catégorique et son ton devient agressif: « C'est toujours à cause des parents ». « Ma famille pour moi, elle n'existe pas. Ma mère m'a abandonnée quand j'avais un an. Sur mon dossier d'aide sociale, c'est marqué que je gêne ma mère. C'est grave ça, tu te rends compte! »

Lydie n'a donc connu que des foyers. Son père est mort, « je sais même pas où il est enterré », mais elle sait où habite sa mère. « La seule fois où j'ai vu ma mère, on s'est battu. » « J'ai neuf frères et sœurs mais je ne connais qu'une sœur. Je leur parle pas, aux autres. »

Dans sa détresse, elle ne fait pas de projet, « j'ai envie de rien. Peut-être qu'un jour j'aurai tout ce que je veux ». Pour l'instant, elle profite de quelques tickets hôtels du Secours Populaire... jusqu'au week-end : « Lundi, je suis dehors, c'est pour ça, j'en profite pour dormir. » Avec pour confident son nounours : « Je l'ai appelé Galérien, parce qu'il galère comme moi. Je dors avec, il m'embête pas. »

Psychologue dans un centre médico-psychologique de Lille, Marie-Thérèse a vu arriver Lydie à la sortie de l'hôpital « dans le cirage, elle tenait à peine sur ses jambes. Mais on ne peut rien faire pour elle, elle a refusé un placement dans un service psychiatrique et je ne pense pas qu'elle ira au foyer qu'on lui a indiqué. C'est trop loin, trop compliqué pour elle, elle est trop fatiguée. C'est dur, on l'a laissée partir en sachant qu'elle va recommencer ».

Lydie n'est qu'un cas parmi 40 000 autres jeunes de 15 à 24 ans. L'arbitraire des chiffres statistiques a ainsi

réuni les «enfants-adolescents» et les «candidats» à l'âge adulte. Sous la direction d'une canadienne, Huguette Caglar, des psychiatres et des psychanalistes se sont penchés sur les adolescents de façon plus précise, des collégiens aux lycéens. En tenant compte aussi de jeunes suivis après 20 ans ayant commis leurs premières tentatives plusieurs années avant. Les témoignages, recueillis ensuite dans un ouvrage *Adolescence et suicide* (1), cernent avec pudeur la perception de la mort et de l'acte suicidaire chez les jeunes «suicidants» (toute personne ayant fait une tentative de suicide).

L'adolescent ne conçoit pas toujours la mort comme une chose absolue et irréversible. Dans une situation de stress aigu, d'angoisse et de solitude, l'adolescent peut se croire immortel, à un niveau plus ou moins conscient. Aussi, mourir se confond souvent dans son esprit avec un désir de fuite, d'envol, de départ. Revient inlassablement cette idée de «dormir longtemps», ne plus sortir, ne plus grandir, «changer de vie» ou «revenir comme avant».

Marie a treize ans et elle n'a jamais accepté le divorce de ses parents qui date de plusieurs années. Elle ne se sent chez elle nulle part. Son père lui annonce un jour son intention de se remarier. Peu de temps après, elle tente de se suicider en prenant des médicaments. Dans son journal intime, elle dit vouloir mourir «parce que c'était mieux avant».

Natacha, 15 ans, écrit : «Le temps perdu est temps oublié, tout s'arrête... perfection».

Mourir pour l'adolescent peut parfois être aussi l'accomplissement d'une vengeance. Se venger des autres en se détruisant soi-même. Ainsi, sous prétexte de punir sa mère d'avoir refusé de lui acheter une mobylette, un jeune lycéen s'est tiré une balle dans la tête.

Mais dans beaucoup de cas, le suicide s'interprète comme un appel au secours. Annie l'explique elle-même à un psychiatre avec beaucoup de lucidité : «A 15 ans, j'ai fait ma première tentative, mais pour donner une piste. C'était pas pour m'enlever la vie tout de suite, mais pour dire : "Ecoutez, il y a quelque chose qui ne marche pas." Moi, j'aimais pas l'école, j'aimais pas la ville, j'aimais personne. Je n'avais aucune relation avec mon père, ma mère, mon frère. J'ai dit, si je meurs, ça ne me dérange pas. Mais, si ça fonctionne pas... je laissais un peu une porte... C'est drôle, on n'a jamais reparlé de ça avec mes

parents. J'ai l'impression qu'ils ne me comprennent pas encore... Il y a un mois, j'y ai encore pensé... une période creuse... Moi, j'ai remarqué que je disais à mes parents : "Je suis débordée de travaux, j'ai plein de travail". Maman me disait : "Prends un jour à la fois, et puis, c'est tout. Tu vas y arriver à la fin." Mais ça me choque de savoir qu'ils ne comprennent pas... C'est ça qui fait que... t'as besoin d'avoir quelqu'un et puis tu l'as pas. Je pense que c'est la solitude... Je me dis : si c'est ça, la vie, si j'ai ce sentiment-là toute ma vie...»

Solitude, non-dits et silence, à l'intérieur même de la famille et très tôt l'enfant, puis l'adolescent se sent «de trop». Même s'ils n'ont pas moins d'amis que la moyenne générale, les jeunes suicidaires se disent souvent «seul». Sur le chemin vers le monde adulte, ils croisent leurs parents, s'y heurtent aussi pour prendre leurs marques. La tentative de suicide apparaît alors comme un acte de communication, ultime et désespéré.

Les parents, la famille ne peuvent pas être systématiquement jugés ou mis au pilori. La tentative de suicide n'est jamais un événement isolé, elle s'inscrit dans une histoire où la communication «classique» avec les autres, par la parole, a disparu... Rupture sentimentale, échec scolaire, conflits avec les parents. Sous le choc, l'adolescent choisit parfois d'exprimer son «ras-le-bol» de façon tragique.

Mais il y a aussi la maladie qui pousse à la mort, les «pathologies lourdes», suivies en établissements psychiatriques. Chaque année, environ 10% des jeunes qui font une tentative de suicide le font parce qu'ils sont malades. La maladie mentale, qui effraie souvent l'entourage, provoque des tentatives de suicide très violentes.

Au centre Ulysse Trélat, dans la banlieue de Lille, ce pourrait être un jour de printemps comme les autres pour le visiteur. Les arbres sont en fleurs, l'eau d'un bassin peu profond paresse au soleil et la pelouse qui attend d'être tondue donne un petit air champêtre à ce jardin encerclé par des pavillons. Mais très vite, le regard s'accroche aux grillages de certaines fenêtres du second étage, à l'intérieur de grands couloirs, des portes grandes ouvertes ou des portes fermées à clé.

Ulysse Trélat est un centre hospitalier spécialisé en psychiatrie, il accueille aussi des toxicomanes.

Psychiatre dans un des services qui prend en charge la population lilloise, Philippe Durand explique qu'être

psychotique augmente les risques de suicide, la psychose étant une maladie mentale qui affecte gravement la personnalité. Les victimes, paranoïaques, schizophrènes, sont sujettes à des épisodes délirants pendant lesquels ils ont des hallucinations, voient des choses qui n'existent pas et entendent des voix. Souvent le malade n'a plus conscience de son unité physique et dans un miroir, par exemple, il dévisage son corps qu'il voit morcelé.

«Chez les schizophrènes, le risque est multiplié par 30 par rapport à la moyenne générale. Pour toute classe d'âge. Le suicide a lieu alors sous l'effet d'un délire.»

Ainsi, Vincent est souvent venu au centre Ulysse Trélat. Un jour, le jeune homme devait rentrer chez lui. «Il ne va pas bien. Je pense que ce serait mieux de le faire réinterner», a dit Philippe Durand à ses parents. Ils ont refusé. «Vincent s'est pendu à un pommier dans le potager de son père le jour de l'Ascension. Il pensait monter au ciel».

Les dépressions profondes sont aussi traitées dans le service où travaille Philippe Durand. «C'est une maladie, un dérèglement du moral, des changements d'humeur avec des épisodes mélancoliques. La mélancolie c'est un terme poétique, très joli, mais pour nous il a un sens particulier, il garde son premier sens : mélanco, noir en grec, colie, la bile... la bile noire. Pour ces gens, la tentative de suicide apparaît comme une issue à la souffrance ou correspond à un désir de châtiement contre soi-même.» Le docteur Durand estime que des signes peuvent être détectés par l'entourage avant un passage à l'acte. «Chez les déprimés, on sent une très grande tristesse pathologique, ils vivent au jour le jour, se dévalorisent sans cesse, se sentent irrécupérables et culpabilisent. Ils vivent aussi dans l'attente d'un danger imminent toujours imprécis, ont du mal à s'endormir et surtout se réveillent régulièrement pendant la nuit. Nous devons montrer à ceux qui peuvent passer à l'acte qu'il y a une autre voie.»

«Pour moi en France, le suicide est l'expression d'une pathologie, il n'y a pas de suicide rituel comme dans d'autres cultures. Au Japon, un samouraï se suicidait pour racheter son honneur. Mais notre civilisation judéo-chrétienne est une culture de culpabilité et elle censure le suicide.»

Dans un ouvrage écrit par deux journalistes et consacré au suicide de l'adolescent, *J'en ai marre* (2), Bernard Kolev, psychiatre dans un centre médical du Val d'Oise, témoigne de son expérience auprès de jeunes suicidants. «La tentative de suicide est toujours un langage : le langage de quelqu'un qui ne sait pas s'exprimer autrement... Cela est particulièrement vrai pour le jeune : il est bloqué, il souffre, ne peut exprimer sa souffrance, alors il jette son cadavre à la figure de ses parents et de la société!... Mes patients, je les aime! Et je leur dis : "Votre vie m'intéresse, votre souffrance m'intéresse, mais pas votre mort!" Ici, le suicide est interdit. On n'a pas le droit de se suicider, mais on a le droit d'en parler, et on a même le droit d'engueuler le médecin... Quand il y a de l'agressivité, que la marmite bout, il faut verbaliser, dire

les choses pour éviter le passage à l'acte. Comme psychiatre, je dois accepter le rôle du mauvais, du salaud...»

En France, une expérience pilote d'accueil pour les jeunes suicidants en milieu hospitalier est menée par un psychiatre du CHU de Bordeaux. Le docteur Xavier Pommereau, spécialiste des adolescents suicidaires les accueille au Centre Abadie depuis novembre 1992. Une fois «sauvés» sur le plan physique, les jeunes peuvent rester plusieurs jours au centre, pour rencontrer psychiatres et psychologues pour faire un bilan de la situation plus calmement et permettre ainsi un suivi à la sortie des services d'urgences. Un sas de décompression, quelques jours déterminants pour la suite de la prise en charge. En effet, lorsqu'une proposition est faite de façon administrative, sans explication, l'adolescent, dans plus des deux tiers des cas, ne se rend même pas au premier rendez-vous. La possibilité pour le jeune de se retrouver, de prendre ses marques vis-à-vis de ce qu'il va retrouver à l'extérieur et de ceux qui l'attendent à la sortie réduit le taux de récurrence suicidaire de six fois par rapport au taux général pour un même groupe d'âge.

La famille est parfois impliquée dans la thérapie pour enlever le désir de mort chez un adolescent. Le docteur Jean-Claude Oualid, a mis au point une thérapie brève des familles de suicidants avec des psychiatres et des psychologues. Son objectif : réharmoniser la famille, rétablir la communication intra-familiale, surtout ne pas banaliser la tentative de suicide et l'intégrer à l'histoire familiale.

«Tout se passe comme si le suicide était une maladie honteuse, une affection transmissible, dont il convient de parler le moins possible», affirme Jean-Claude Oualid qui milite pour la promotion d'une action de prévention du suicide.

Une action qui ne concerne pas seulement les milieux hospitaliers ou les centres médico-psychologiques.

En 1991, un groupe d'experts présidé par Alain Calmat, alors vice-président de la commission des affaires sociales à l'Assemblée et ancien ministre de la jeunesse et des sports, présenta un rapport sur *La prévention du suicide chez les jeunes de 15 à 24 ans*. Ce document, commandé par le Secrétariat d'Etat à la famille, proposait une dizaine de mesures de prévention.

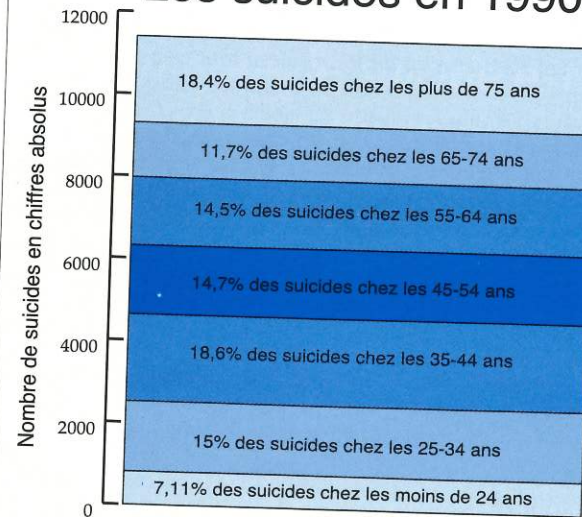
La principale recommandation était de mettre en place en milieu scolaire un dispositif de prévention

coordonné et adapté aux types d'établissement. Le rapport Calmat soulignait notamment l'importance des services de santé scolaire. Deux ans après, en juillet 1993, le Conseil économique et social publiait une étude sur le suicide.

De nouveau, les mêmes recommandations : «En complément de la médecine scolaire et universitaire, ce sont tous les acteurs de l'école qui sont concernés et qui ont leur rôle à jouer tant dans la sensibilisation au phénomène du suicide que dans le repérage des jeunes à risque». Le document précise qu'«enseignants, conseillers d'éducation, infirmières et assistantes sociales des établissements devraient être formés aux difficultés de l'adolescen-

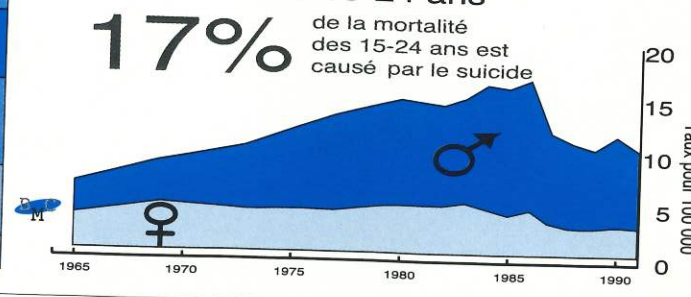
«J'aimerais tout vous dire sur ce qu'est une âme vide. Je ne sais que l'écrire. Un peu d'ombre, quelques jours et beaucoup de nuits noires, Quelques espoirs, espérances qui ne durent qu'un instant, servent à mieux mourir. Que puis-je faire pour moi, si ce n'est qu'écrire, Pleurer un instant, désespérée d'une vie qui ne mène qu'au vide? Je pèris de tristesse, de vide, de rancune, Mais je serai très digne, je ferai ça une nuit, Bien cachée de vous tous, entourée d'un silence obstiné.»
Florence

Les suicides en 1990



«Tout ce qui est effrayant dans la vie se déroule quelque part dans les coulisses. Tout est calme, paisible, et seules protestent les muettes statistiques...»
A. Tchekhov

Taux de suicide des 15-24 ans



Etrangers dans la ville

Entre ghetto e

Deux villes touchées par le chômage et sont des boucs émissaires. A Mons-en-

« Les immigrés sont les boucs émissaires de tous les maux d'ici, et les maux sont graves ». Jean-Claude Hénaut, curé d'Hautmont, est inquiet. Depuis quatre ans, Joël Wilmotte, le maire de cette commune de 17 000 habitants (16% d'immigrés) a basculé dans la xénophobie avec le soutien de la population. En rupture avec le PS, il enlève la mairie aux communistes en 1989. Chef d'entreprise du cru, il s'affirme de gauche et promet d'attirer des employeurs dans la région. L'argument porte.

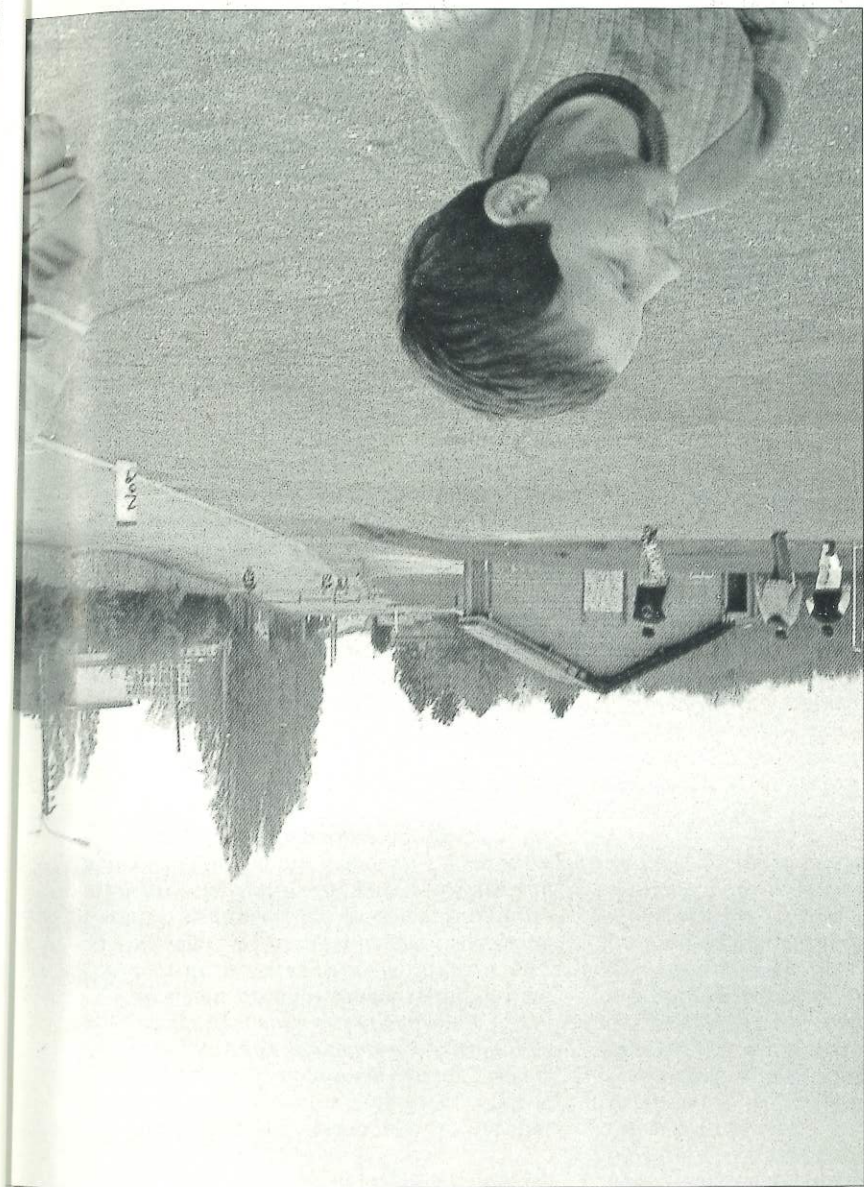
Hautmont est une commune sinistrée. C'est la seule de France entièrement classée en DSO (Développement social des quartiers). Laminée par la crise de la métallurgie, « la ville aux cent cheminées » des années 60 a perdu des milliers d'emplois. A l'époque la fumée des usines cachait tous les jours le soleil, mais il ne faisait jamais froid, grâce au micro-climat généré par les hauts-fourneaux, et les salaires tombaient régulièrement. Aujourd'hui il reste des hangars rouillés, 60 hectares de friches au centre-ville et 30% de chômeurs.

La crise démarre le 5 avril 1990, date d'un courrier envoyé par le maire aux associations d'immigrés : « Je vous serais reconnaissant de bien vouloir intervenir auprès de vos ressortissants, afin d'éviter des rassemblements en centre-ville... ». Suit une liste d'endroits désormais interdits, « les diffusions de problèmes de prévention et de sécurité » tenant lieu de justification.

Dans la communauté étrangère, c'est la stupeur et l'indignation. Quelques centaines de personnes, en majorité des jeunes, manifestent. Joël Wilmotte ne recule pas, au contraire. En juin 92, il organise un référendum dans sa commune, demandant aux électeurs s'ils souhaitent que le maire « avertisse les autorités administratives et judiciaires sur les problèmes d'Hautmont ». Tout le monde a compris. Même si le taux d'abstention frôle les 40%, le référendum tourne au plébiscite : 87% des électeurs soutiennent leur maire. La préfecture invalide le scrutin, mais le mal est fait : Hautmont est coupée en deux.

Autre ville, autres maux. A Mons-en-Baroeul (23 000 habitants), dans la banlieue de Lille, les étrangers votent. Le 12 décembre 1993, ils ont élu pour la deuxième fois trois conseillers associés qui assistent au conseil municipal en tant qu'observateurs. Une première élection avait eu lieu en 1985. « Les étrangers représentent une part mineure (8%) de la population mais nous ne pouvons pas les ignorer », déclare

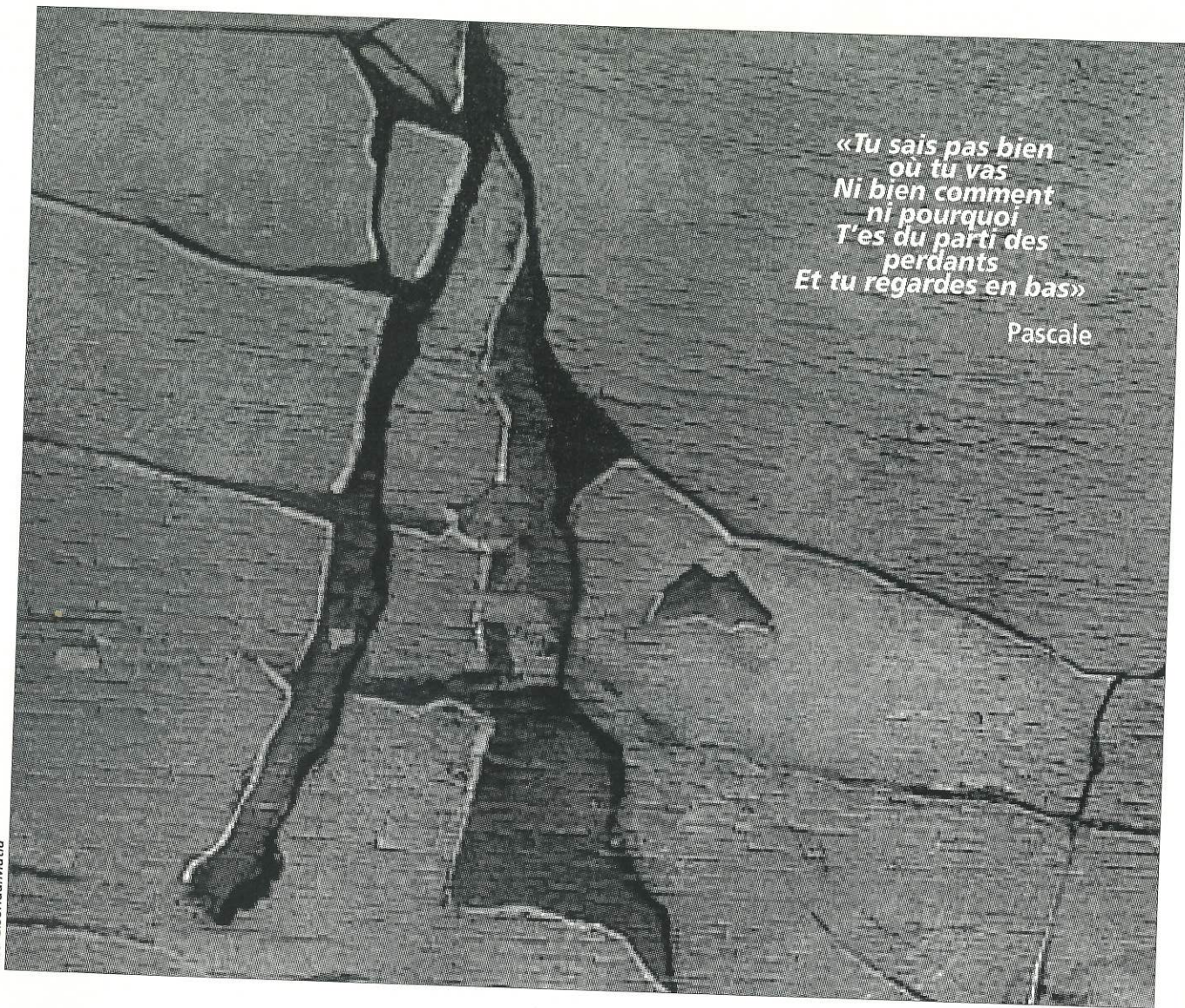
François Julien, maire de Mons. L'équipe socialiste, en place depuis 1977, s'efforce d'améliorer le dialogue avec cette communauté, qu'elle estime à l'écart de la vie municipale. La grande majorité des étrangers habite le Nouveau Mons, une ancienne ZUP qui abrite la moitié de la population de la ville. Le chômage touche 32% de la population active dans le quartier. Jusqu'en



Olivier Meda/Matia

Quartier du Bois du Quesnoy, un des plus pauvres d'Hautmont, c'est-à-dire de France.

Suicide



« Tu sais pas bien où tu vas
Ni bien comment ni pourquoi
T'es du parti des perdants
Et tu regardes en bas »

Pascale

Vito Gisonda/Matia

ce et aux repérages de signaux d'appel». Des textes, des rapports, des déclarations qui sont restés lettre morte.

Ainsi, Marie-Mad reste sceptique quant aux progrès réalisés. Elle est assistante sociale depuis 30 ans et s'occupe de trois collèges en milieu rural. En poste près de Bourgoin-Jallieu, dans le département de l'Isère, elle travaille dans deux des trois plus gros collèges de l'Académie, des établissements de plus de 1000 élèves.

« Aucun progrès n'a été fait. Il y a 20 ans, les normes étaient de 2500 élèves pour une assistante sociale. Maintenant, je m'occupe de 3200 élèves, officiellement seulement car j'interviens aussi ponctuellement sur un lycée et un autre collège. C'est aussi la norme de mes collègues. Sur l'Isère, pour le secteur scolaire, il y a 35 assistantes sociales pour 100 établissements. »

Dans ces conditions, Marie-Mad sait bien que l'école ne peut répondre correctement aux situations de détresse. « Il faudrait qu'on soit là tout de suite. Mais souvent l'infirmerie est fermée sauf en internat ou dans le technique. Il y a une secouriste dans un de mes collèges et une seule infirmière dans un autre. C'est tout. Dans les établissements, les CPE (conseillers principaux d'éducation) sont une écoute pour les jeunes. Ils ont choisi cette fonction pour le contact avec les jeunes mais ils n'ont pas toujours la formation... L'administration a le don de recruter les gens sur des concours de niveau, elle ne tient pas

compte des connaissances en psychologie. » Souvent, cette assistante sociale apprend seulement plusieurs semaines après qu'un adolescent a fait une tentative de suicide. Son souci, prévenir le geste en essayant de détecter les comportements suicidaires.

« Des jeunes, on sent qu'il y en a certains qui jouent avec le feu. Drogue, alcoolisme, conduite dangereuse, tout ce qui est comportement de destruction, de destruction de soi-même. »

Les collèges où travaille Marie-Mad depuis 5 ans accueillent des enfants des campagnes autour de Bourgoin. Arrivée de Grenoble, elle souffre de la méfiance des gens vis à vis de l'assistante sociale dans ce milieu plus rural. Presque une hostilité sous-jacente qui empêche le jeune d'aller se confier spontanément aux travailleurs sociaux.

« En ville, le personnage de l'assistante sociale est plus banalisé. Mais ici, l'assistante sociale est toujours ressentie comme celle qui enlève les enfants à leur famille, qui les place. On n'arrive pas complètement à effacer cette image. C'est une entrave à certaines choses que je pourrais faire pour les jeunes car je reste la personne à qui il ne faut pas aller parler et on n'arrive pas toujours à m'envoyer les élèves. » Marie-Mad est aussi frappée par le silence qui entoure le problème du suicide chez les jeunes. « Dans l'Education nationale, on n'en parle pas. Le Sida,

AGES DURS



Stéphane Remael

ne se rendent absolument pas compte de l'enjeu. Pour le juge Carlier, l'incompréhension mutuelle est « essentiellement une question d'attitude ».

« Dans mon bureau, j'entends deux grands letimotivs : "on ne m'a pas laissé m'expliquer", et "on n'a pas voulu m'écouter", explique-t-elle. « Il est vrai que le système judiciaire ne fait pas grande place au dialogue. Police, parquet, avocats, tribunal... À son niveau, chacun a une responsabilité. Ça peut arriver aussi. On est fatigué, on en a marre, et ça se passe mal avec la personne qui a été convoquée ».

Face à ce grand surmenage, le parquet multiplie les procédures simplifiées. Pour le juge Carlier, « cela ne résoud rien : le système de la comparution immédiate, c'est limpide, certes, mais c'est aussi de l'abaissage ».

Retour au premier étage. Gilles Pollet, l'avocat de permanence, y fait son jour « d'abaissage ». Avec un collègue, il participe à toutes les procédures de comparution immédiate. Arrestation, garde à vue, (48 heures au maximum), jugement : aucune interruption du matin jusqu'à 19 heures ou plus, Maître Pollet va défendre dix personnes dans la journée.

S'il est commis d'office, l'avocat ira rendre visite à son client enfermé dans la « geôle » du palais de justice. « En pratique, je dispose de dix minutes pour lire le dossier, et d'un temps équivalent pour discuter avec le prévenu. Dans la geôle, la plupart des gens ignorent complètement ce qui va leur arriver.

Ils me demandent d'abord de téléphoner à leur famille, puis une estimation de la sanction qu'ils encourrent. Pour ceux-là, je reste vague. Un peu comme un médecin et son malade. Et puis il y a les habitudes. Eux, ils connaissent le système. Ils me demandent le nom du président qui va les juger, ils sa-

« Non, la justice n'est pas compliquée. Il suffit de prendre le temps d'en parler, avec des mots simples ». Fortes de ce credo, de nombreuses associations offrent leurs services au public. Le service municipal de médiation, à Lille, propose des renseignements gratuits depuis 1980. Monique Durut, la directrice, est « débordée ». « Nous avons affaire à des administrés complètement perdus dans le dédale juridique ». Délai pour obtenir un rendez-vous : trois semaines. A la maison des avocats, rue d'Angleterre, Martine Wallart se déclare « archi-saturée ». « Huit mille neuf cents personnes par an en 1989, 14.000 aujourd'hui... On ne peut pas faire plus ».

Du lundi au vendredi, de 9 heures à 16

Les mots pour le dire vite

heures, un avocat vient tenir permanence. Il accorde environ 15 minutes à chaque personne. L'association d'« Aide aux Victimes », hébergée à l'Hôtel de Ville, a une démarche différente. Ici on milite pour « favoriser l'accès des victimes d'infractions pénales à leurs droits ». Pascal Sockeel, le juriste permanent, assure que « chaque personne bénéficie d'un véritable suivi ». Attention. Les deux premières associations fournissent des renseignements gratuits. Pas des conseils. Pas question de se prononcer sur une procédure en cours, concurrence avec les avocats obligée. Ces derniers recrutent d'ailleurs souvent leurs clients parmi les visiteurs déboussolés des associations bénévoles.

Vincent Lagouey

vent que telle chambre est moins sévère qu'une autre... De toutes façons, je leur laisse la liberté de choisir leur système de défense. Quelques fois ils s'enfoncent. Pour s'adapter au système judiciaire, il faut être malin. Maître Pollet, bien sûr, souhaiterait consacrer plus de temps à ses clients. « Ils ont tellement besoin de réponses ». Mais un avocat de permanence est débordé : « Sous l'effet de la fatigue, on a parfois tendance à abréger les explications ». Mme Carlier, elle, a pris le parti du tranquille. « Une fois, il y en a un qui m'a dit que la justice n'était pas juste. Je lui ai répondu qu'elle n'était pas la pour ça. Et ça lui a fait du bien ».

« Dans mon bureau, j'entends deux grands letimotivs : "on ne m'a pas laissé m'expliquer", et "on n'a pas voulu m'écouter", explique-t-elle. « Il est vrai que le système judiciaire ne fait pas grande place au dialogue. Police, parquet, avocats, tribunal... À son niveau, chacun a une responsabilité. Ça peut arriver aussi. On est fatigué, on en a marre, et ça se passe mal avec la personne qui a été convoquée ».

« Accepter la sanction »

Les travailleurs sociaux du comité de probation oeuvrent dans l'ombre du JAP (Juge d'application des peines). Leur mission : aider le juge à prendre ses décisions, en enquêtant sur la personnalité des prévenus. Après le jugement, ils interviennent encore, en s'assurant que les sanctions sont régulièrement appliquées. « Notre plus gros travail, c'est de faire accepter la sanction. Nous avons affaire à des gens révoltés, conscients des lacunes du système judiciaire ». Myriam Petiau, la directrice de probation de Lille, n'éducore pas ses critiques. « Beaucoup de magistrats ne se rendent pas compte du degré d'exclusion sociale de leur public. Quant aux avocats commis d'office, on en voit très peu suivre leurs clients, après le jugement, jusqu'à chez nous ».

Le « public », Gerry Decarpentieux le connaît bien. Depuis des années, ce délégué à la probation se rend dans les quartiers défavorisés. « Maintenant il y a des coins où je n'ose plus aller. On y parle une langue que je ne comprends pas, on y subsiste grâce à une sorte d'économie parallèle... » Allez expliquer la loi dans ces conditions-là. Pour que cela change, Myriam Petiau croit beaucoup au travail de groupe, qu'elle pratique déjà avec des condamnés pour des délits liés à l'alcoolisme. « Faire discuter ensemble des gens qui ont les mêmes difficultés, les mêmes sentiments d'injustice, c'est un bon moyen de débattre les rancœurs et d'obtenir une progression ».

Service national

Uniforme blues horizon

Demain, c'est la libé de Stéphane. Il retrouvera son Alsace et la place qu'il avait laissée sur une liste à l'ANPE, mais pas son fils, un bébé de six mois qu'il a vu pour la dernière fois le jour de sa naissance. Depuis, sa femme est partie chez un grand-père à Toulouse «ou dans les environs», et il ne connaît même pas son numéro de téléphone. Demain, Stéphane sera libéré de la rage qu'on éprouve à ne pas pouvoir retenir une famille qui vous quitte. Il vivra de quelques petits chantiers de terrassement, si le bâtiment marche toujours, qui lui seront, comme avant, mal payés... au noir. Stéphane a passé dix mois de troupe qui ne lui ont rien apporté, dix mois de troupe qui lui ont tout pris.

«La sortie de caserne, ça se prépare». C'est ce qu'on dit au Bureau de promotion sociale et de reclassement, sur un ton un peu accusateur. «Les jeunes recrues qui vivent mal le service national sont souvent des jeunes qui avaient déjà des problèmes avant d'arriver. Alors quand ils sortent, leurs difficultés subsistent». Un discours qui sonne comme la fatalité, comme si l'on ne pouvait plus attendre de l'armée qu'elle aide les plus défavorisés à trouver leur place dans la société, à rentrer dans le rang civil comme on rentre dans le rang de la troupe.

NOSTALGIE DE LA TROUPE

«La troupe, le corps de troupe, ce sont des mots qu'on n'utilise plus» affirme un adjudant proche de la retraite avec une nostalgie mal dissimulée. «Je suis rentré dans l'armée en 1968. J'avais tout juste 19 ans, et à part traîner dans les bars, je ne savais rien faire. Ici, j'ai trouvé un métier: je suis devenu transmetteur radio». L'adjudant Marceau a 47 ans, il représente cette génération de militaires de carrière, des sous-officiers pour la plupart, qui ont trouvé une «nouvelle famille» dans l'armée. Il reconnaît que cette armée-là n'a plus grand chose à voir avec celle d'aujourd'hui: «on a de la peine à instaurer la cohésion dans les sections, c'est de plus en plus difficile de mettre en place des activités de terrain. Je me souviens de mes premiers mois sous les drapeaux, il y avait de tout dans la compagnie, mais après trois semaines sur le terrain, tout le monde se connaissait et même les plus durs s'étaient pliés». L'adjudant Marceau n'est pas le seul à vanter les mérites du terrain pour l'intégration des hommes. Il a le goût de «la verte», la vie en campagne. Le souci de l'instruction aussi, c'est grâce elle qu'il a pu passer un diplôme qui vaut un bac professionnel dans le civil.

Demain, c'est la libé, on criera «zéro» en descendant du train. Vite. On fera la fête, on ne dormira pas jusqu'au lendemain.



Vito Gisonda / Matia

Un rapport du Service d'information et de relations publiques des armées remis au Ministre de la défense en janvier 1994 montre, sondages à l'appui, que les appelés sont demandeurs d'activités opérationnelles, «les manoeuvres», mais que les conditions d'entraînement se dégradent. Le poste budgétaire terrain/instruction est en diminution constante. Le nombre de jours passés sur le terrain est en régression (85 jours en 1990; 71 en 1992), et les exercices majeurs ont été sévèrement réduits. Le même rapport montre que l'appelé de l'armée de terre «est encore soumis à des conditions de vie, de tra-

vail et d'entraînement peu conforme avec ce qu'il est en droit d'attendre de la nation». Ainsi, l'appelé moyen est nourri pour 27 francs par jour et vit dans six mètres carrés par personnes d'installations qui ne sont pas aux normes.

LA LOGIQUE DU SABLIER

Dans les Centres d'information et de recrutement de l'armée de terre, ce rapport a été très mal perçu: «l'appelé moyen, cela n'existe pas. Ceux qui s'informent avant de partir arrivent toujours à trouver des conditions satisfaisantes pour leur service: un diplômé supérieur qui refuse de devenir officier ou sous-officier appelé n'a pas le droit de se plaindre d'être planton ou chauffeur, l'armée lui offrait une chance d'exercer des responsabilités, et il ne l'a pas prise». Comme Daniel qui a le rare privilège dans une caserne d'être titulaire d'un diplôme de l'enseignement supérieur, et sa capacité à se poser des questions sur le sens de la vie lui a permis de supporter dix mois de «planton»: ouvrir et fermer la même porte, contrôler l'identité militaire des camarades qui sortent tous les jours et que l'on connaît parfaitement. Inutile, mais obligatoire.

«C'est la logique militaire qui veut ça, et le plus grave, c'est que l'on finit par l'accepter en se disant que c'est con, mais ne pas le faire en présence d'un gradé vous attire une punition. La première fois on vous bloque le week-end. Après, ça peut être des jours de trous, c'est-à-dire des jours en plus à la fin du service. Et quand on n'a qu'une seule envie vraie, celle de sortir, on compte les jours. Alors si au lieu de barrer tous les jours une case sur le calendrier, on en rajoute, ça rend dingue». Comme Daniel, l'appelé s'enferme dans la logique du sablier: il compte les jours, gère au quotidien son inutilité, s'y habitue petit à petit. Après l'abandon de sa condition de civil, il oublie d'avoir un but, c'est le deuxième renoncement dans sa vie de soldat. Ainsi, les jours passeront, menant vers cette libération de l'obligation militaire, ce retour à la liberté civile, mais pour quoi faire?

Daniel reprendra ses études de lettres et peut-être son job au «Mac Do», mais il ne retrouvera pas Nathalie, son premier amour vieux de quatre ans qui n'a pas supporté plus de trois mois de cheveux trop courts et d'absences trop longues. «Elle en a eu assez et c'est normal: il y a un an, je savais ce que je voulais: devenir prof de français, passer le CAPES, écrire un roman. C'est ce que j'avais commencé à faire, et puis, après mon incorporation, je ne pouvais plus écrire une ligne d'une histoire autre que la mienne. Je me mettais à gratter des phrases inutiles». Sur un carnet qu'il tend, on peut lire: «j'obéis en gueulant un «oui mon lieutenant», fermement, mais au fond, ce qui me fait crier, c'est l'envie de partir».

Bertrand D., diplômé d'une école de commerce. Il a suivi les préparations pour

devenir «chef de section en unité de combat». Il a signé un Volontariat de service long de 14 mois, c'est-à-dire qu'il va passer deux ans sous les drapeaux pour apprendre «le combat d'infanterie» aux jeunes recrues. «C'est une expérience extraordinaire: c'est la première fois que je commande 24 gars». Bertrand, le sous-lieutenant et futur cadre commercial aime commander. Les plus rebelles ne lui font pas peur: «Le système est simple: soit le gars se plie, soit il est puni». Bertrand ne collectionne pas les jours d'arrêts qu'il a pu «coller aux fortes têtes», mais il n'hésite pas trop. «On peut dialoguer avec certains, mais ceux qui ont les moyens de comprendre le système deviennent vite «petits gradés»: caporal ou caporal-chef, et c'est à eux d'être proche des cas difficiles. De toute façon, je ne peux pas commander et faire l'assistante sociale, je n'ai pas le temps».

Pas le temps ou pas l'envie, de toutes façons, la plupart des jeunes officiers appelés, aspirants ou sous-lieutenants, ne vivent pas souvent au contact de la troupe: ils mangent au Club des officiers et dorment en chambre individuelle. Bertrand fait donc deux ans d'armée et trouve dans son poste la reconnaissance, le respect et les égards qu'il attendait. Il retournera à la vie civile dans 13 mois, pour rejoindre le service commercial d'une grande entreprise de vente par correspondance. «J'ai aussi signé parce que ça colle avec mon embauche, à peine sorti, je commence à travailler».

L'appelé moyen, celui qui n'existe pas aux yeux des autorités mais que l'on rencontre à tous les coins de caserne, signe parfois pour un service long. Il ne «rempile» pas pour faire coïncider son départ avec son entrée dans une entreprise. Il gagne du temps, simplement. Il attend une réponse positive à une lettre de candidature... quand il est capable d'en envoyer une.

A force de «rempiler», il s'habitue à la vie militaire, l'apprécie parfois, prend du grade et devient compétent dans son poste. Alors on lui propose différents «contrats», selon les «besoins des armées». Aujourd'hui, par exemple, 34% des troupes françaises en ex-Yougoslavie sont des appelés volontaires, dont environ un tiers deviendra militaire de carrière. Une intégration dans un milieu, une culture à base d'exclusion car le militaire s'affirme par son opposition au civil. Il reste «mili» même en jean/basket, respecte la hiérarchie et ne connaît qu'une seule légitimité, celle des combattants. Il ne retrouve pas dans la liberté civile l'ordre militaire.

Le militaire de carrière s'implique et s'affirme souvent dans le rejet des civils. «Deux heures à Auchan le samedi et je pète les plombs», affirme ce jeune sergent engagé dans le désordre des caddies. Petit à petit, cet ancien appelé finira, comme tous les salariés du ministère de la défense, par ne plus respecter les «civils en treillis», les jeunes sous les drapeaux. Le clivage s'accroît

entre les appelés diplômés qui n'auront pas de difficultés à trouver leur place, et les «paumés», les rebelles, les «cas difficiles». Il s'accroît aussi entre militaires de carrière et ces mêmes appelés, concourant à faire de dix mois au service de la nation une expérience de déstructuration de l'individu et de cloisonnement social.

L'armée construit un monde où les moins «méritants» obéissent aux ordres de chefs légitimés par leur grade, leur étiquette, un monde où les individus se plient.

Demain, c'est la libé. L'appelé sera libre de redevenir un homme sûr de son statut social ou un paumé résigné à l'idée qu'il n'a que ce qu'il mérite. De libé en libé, l'armée de la république abandonne le rôle d'intégration sociale qui justifie le principe de la conscription.

Et le rapport du SIRPA sur le bureau du Ministre de la défense ajoute: «En s'éloignant chaque jour de ses fondements, le service national accumule les distorsions, les inégalités et s'achemine vers une crise grave».

Christophe Colinet

CHÔMAGE

La marge au centre

Le jour de la fête du travail, le RPR et le PS discutaient chômage. L'emploi devient désormais l'objectif prioritaire de toute politique, qui nécessite «une révolution des mentalités»... peut-être plus profonde qu'ils ne le croient eux-mêmes.

Au RPR, on nomme ça «l'exclusion zéro». A gauche, plus simplement, la lutte contre le chômage. Mais la réalité est la même. L'expression, pourtant, remet en cause nombre de présupposés libéraux. Ça ressemble au «zéro défaut» des économistes, mais ça s'applique à un choix de société.

La tendance, jusqu'alors était d'expliquer que le plein emploi – ou quelque chose d'approchant – reviendrait avec la reprise économique. Et puis, soudain, un doute: Lionel Jospin plaide pour que «le chômage ne soit pas un solde de la politique qu'on traite ensuite socialement, mais la principale cible de la politique économique» ou Philippe Seguin constate que «la déchirure du tissu social produit désormais sur l'économie des effets plus négatifs que la faiblesse de la monnaie ou l'inflation».

Bref, l'illusion de la crise conjoncturelle n'est plus de mise et tous, désormais, de proposer une politique en rupture avec celles menées jusqu'à présent, un «nouveau contrat social» pour Jacques Chirac ou une «autre société» qui reste à inventer pour Édouard Balladur. C'est bien le constat d'un échec. Cherche-t-on à réintégrer ces chômeurs, ou à institutionnaliser leur position dans la société?

Cette nouvelle logique tient d'ailleurs de l'instinct de survie pour l'État. Selon Lionel Jospin, la politique actuelle «ne peut pas être poursuivie encore longtemps sans danger. Elle est grosse de fractures sociales et

de violences. La perpétuation du chômage ne peut qu'entraîner une déstabilisation progressive de notre système politique». Il y a là, bien sûr, une bonne partie de fantasme. Déjà, en son temps, Georges Pompidou prédisait qu'à un million de chômeurs, l'explosion sociale menacerait. On dépasse les trois millions, et le système est toujours debout. Quoique...

Sa pérennité ne passe pas forcément par la paix des rues. Dans un sondage CSA/La Rue, deux chômeurs sur trois envisagent de réagir par les moyens classiques – manifestations, pétitions – en priorité et accessoirement par des biais plus radicaux aussi: 41% pensent à la grève des impôts, 11% à des actions violentes et 6% à des grèves de la faim.

Mais il faut bien voir que ce sont là des déclarations d'intentions exprimées par des personnes qui ont encore la volonté de lutter, qui n'ont pas encore accepté la fatalité de leur exclusion du monde du travail.

Compétent dans le chômage

«De plus en plus, explique le sociologue du travail Didier Demazière, on assiste chez les chômeurs de longue durée à un changement du rapport au travail. Ils ont un apprentissage du système de survie. Ils deviennent «compétents» pour vivre sans travailler, en utilisant les moyens d'assistance – le revenu minimum d'insertion, les Assedic, ... Ils se construisent une identité sociale déconnectée des valeurs du travail, de victime, de dépressif chronique.

Lorsque ce statut est validé par l'administration et par l'entourage, lorsqu'on ne leur renvoie plus une image négative de chômeur, ils sont resocialisés dans des catégories qui ne font plus référence aux valeurs qui ont fondé la société industrielle ou postindustrielle.

On voit bien, alors, ce qu'il y avait d'anachronique le 1er mai à fêter le travail, souvenir d'une autre époque où l'on avait sa fierté d'ouvrier, d'employé ou d'artisan. Comment être fier lorsque le chômage a pris une telle importance qu'il est devenu presque normal?

Un exemple frappant: dans ce même sondage, deux tiers des chômeurs se disaient prêts à se syndicaliser, dont près de la moitié dans une organisation qui ne regrouperait que leurs «collègues». Ce serait alors le premier syndicat de France!

Dans ces conditions, où est la norme, où est l'exception? Si l'on prend en compte les étudiants, les préretraités et tout ceux qui, en âge d'exercer un métier, ne travaillent pas, les salariés deviendront bientôt la minorité.

Peut-être cette autre société à inventer devra-t-elle redéfinir ses valeurs. Une société où les moyens de survie (matérielle, surtout), ne seraient plus liés au travail. Une société où le chômage ne serait plus considéré comme une marginalisation. En vertu du principe qui veut que «la marge fait partie de la page: c'est elle qui la relie au cahier».

Vincent Truffly

FOYERS

L'âge de l'abandon

L'Aide Sociale à l'Enfance. Sous ce nom pudique se cache le placement d'enfants, une mesure qui concerne surtout les familles socialement très défavorisées. 175 000 enfants sont placés par l'ASE chaque année. Précision: à 21 ans, exit les adolescents. L'ASE ne les prend plus en charge, ils deviennent officiellement, et le plus souvent dans la douleur, des adultes.

«**J** ai dû être placée d'urgence», murmure Anne-Sophie M., de Tourcoing, 20 ans, modeste blonde aux oreilles décollées. «Mon père buvait, il me frappait et... bien plus. Et ma mère ne m'aidait pas. Alors j'ai fui la maison, je suis restée trois mois et demi dehors. J'avais bien une copine qui m'aidait de temps en temps, mais assez souvent je restais à la rue, sans dormir. J'ai été placée d'urgence au foyer Saint-Vincent de Tourcoing par la Caisse régionale d'assurance maladie où je me suis présentée, parce que j'en avais marre».

C'est cette même jeune femme que le foyer Saint Vincent, au cœur d'un quartier populaire de Tourcoing, a installée dans un appartement indépendant. Toutes les fins de mois une éducatrice passe la voir pour évaluer et distribuer un budget tournant autour de 2 500F. Mais Anne-Sophie aura 21 ans dans trois mois et le couperet tombera. Passé cet âge les jeunes doivent se débrouiller seuls, quitte à toucher l'allocation d'adultes handicapés en attendant le RMI à 25 ans. Les règlements sont impitoyables.

Recueillie par le foyer à 17 ans, elle a suivi le cursus classique d'un adolescent placé. Après quelques mois d'adaptation, de remise en route, le foyer lui a donné les moyens de voler de ses propres ailes, de devenir une jeune adulte.

Il a fallu apprendre à respecter des horaires, à assumer des tâches communautaires, à aller de nouveau en cours. Avec pour but d'aller dans les appartements mis à disposition par le foyer, de trouver une indépendance.

«Les filles qui sont placées ici souffrent d'un sentiment d'abandon et d'exclusion. Pour beaucoup de gens le foyer est synonyme de délinquance.

Nous devons faire un énorme travail de communication auprès des écoles et des employeurs», commente Danièle Gambato, directrice du foyer Saint-Vincent, qui désespère de placer «ses» filles dans des filières menant à un emploi.

«A leur sortie, les filles choisissent souvent comme mode d'intégration de faire un enfant tous les ans», souligne Danièle Gambato. «Leur copain a souvent vécu la même histoire et le couple connaît les mêmes problèmes d'intégration et de chômage».

«Pour moi l'insertion c'est un mini-

préférer embaucher des étudiants. En plus, ces filles n'ont aucune mobilité. Leur univers c'est Roubaix et Tourcoing. Lille, c'est déjà trop loin. Elles ont été marquées par une «culture familiale défavorisée»: leurs parents n'ont pas de voiture, ne savent pas trop se servir des transports en commun et ont pas mal de difficultés à se débrouiller en dehors de leur quartier.»

Ces jeunes filles, des adultes dans quelques mois selon le règlement de l'ASE, paient au prix fort leur origine socio-économique. Leurs familles sont marginalisées depuis plusieurs générations. Souvent leurs parents ont été eux-mêmes placés.

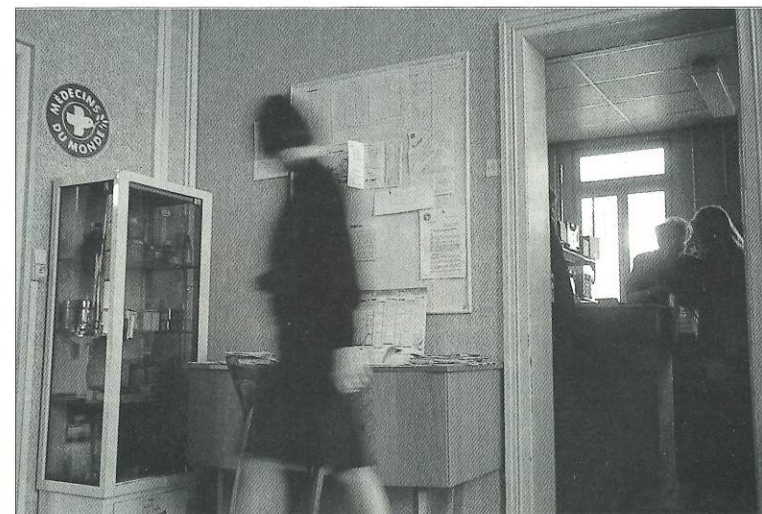
Si le placement apparaît nécessaire dans quelques cas, il est dans les milieux très défavorisés presque toujours lié aux conditions d'existence. Trop souvent encore, estiment les associations humanitaires qui s'occupent du quart monde, un enfant est retiré autoritairement de sa famille à cause de difficultés matérielles (logement, santé, emploi, garde). Au traumatisme des parents

s'ajoutera celui de l'enfant qui, devenu adulte, ne saura pas ce qu'est une famille stable.

En définitive, vouloir sauver les enfants sans leurs parents aboutit à perpétuer l'exclusion sociale de toute cette couche de la population. Le développement de l'enfant, déjà freiné par l'ignorance et l'insécurité du milieu, est plus encore compromis par l'absence de famille.

Selon Alphonse Vos Van Steenwijk, spécialiste des problèmes relatifs au placement des enfants issus des milieux socialement défavorisés, «La société se comporte comme si la misère était une faute qui appelle la punition».

Benoît Marin-Curtoud



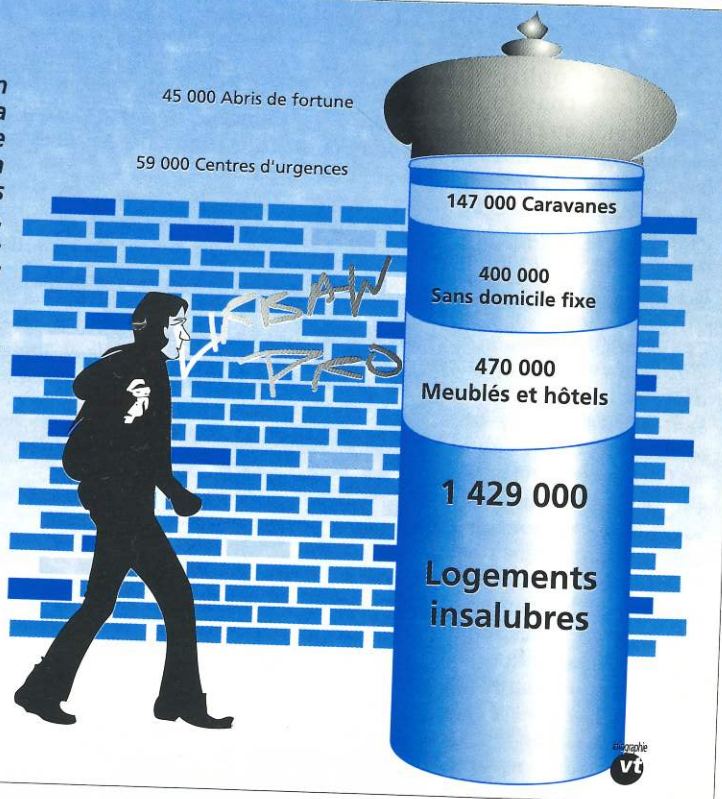
Balises

Les systèmes de protection sociale ont atténué les effets de **l'exclusion**; ils ne les ont pas empêché. D'autant que les handicaps cumulés sont presque devenus la règle...

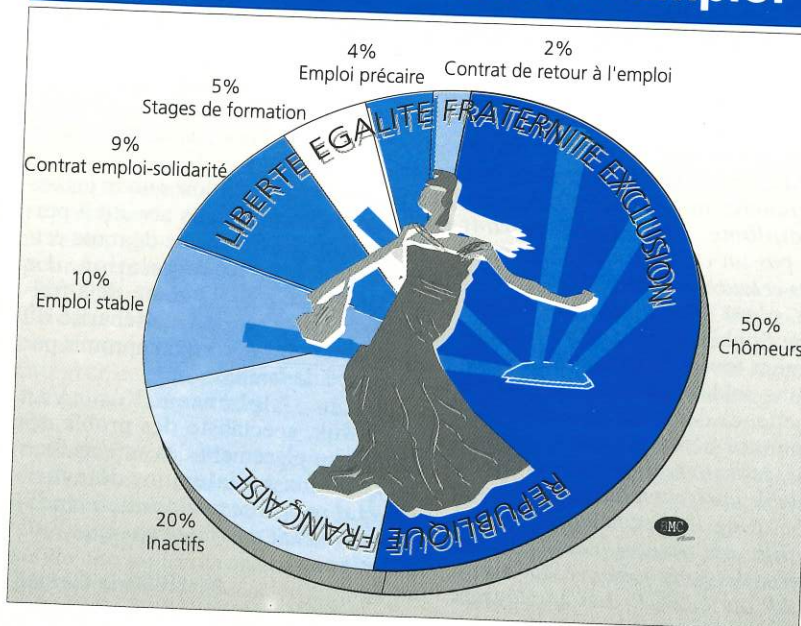
2 millions et demi de mal-logés en France

Un recensement difficile

S'il est une statistique difficile à établir, c'est bien celle des sans-abri en France. Compte tenu de la précarité des personnes concernées, la perte d'adresse entraîne immédiatement une disparition des statistiques nationales, d'où des recensements approximatifs basés sur des monographies locales. Le chiffre communément avancé de 500 000 sans-abri en France n'est qu'une estimation actualisée du Père Joseph Wrezinski, fondateur d'ATD Quart-Monde, dans un rapport présenté en 1987 au Conseil économique et social. Pourtant, en janvier 1993, la Société centrale immobilière de la Caisse des dépôts et consignations (SCIC) a révisé ces chiffres à la baisse à la lumière d'une étude faite par le bureau d'informations et de prévisions économiques. Celui-ci estimait à 202 000 personnes les "exclus du logement", soit environ 0,4% de la population. A cette estimation venait s'ajouter celle du CERC qui reprenait à son compte le chiffre de 400 000 SDF. Aussi, il est difficile de se faire autre chose qu'un ordre d'idée du phénomène de l'exclusion du logement. D'après l'étude du SCIC, 2 248 000 personnes seraient sans-abri ou mal-logés, soit 4% de la population totale. Ajoutons les 2,8 millions de personnes hébergées par des parents ou des amis, qui ne peuvent trouver à se loger normalement.



Le tiers des RMIstes a un emploi



Santé et RMI

Si les allocataires bénéficient d'une couverture sociale, ils n'échappent pas aux maladies liées à leur précarité. C'est ce que démontre une étude menée par le CRÉDOC. Alors que 15% de la population française souffre d'un état dépressif, ce taux grimpe à 35% chez les RMIstes. Idem pour les insomnies et la nervosité. D'autre part, des études menées sur le quart monde tendent à prouver que les enfants paient le prix de leur milieu socio-économique. Ils ont, à huit ans, un retard de croissance de 20% en moyenne. Les maladies caractéristiques du quart-monde : les pédiculoses (les champignons aux pieds!), les dermatites (problèmes de peau), et les infections du système respiratoire se déclarent deux fois plus souvent. Ces maladies arrivent à un stade plus avancé devant les médecins, les malades n'ayant pas les moyens de se soigner.

L'exclusion

L'illettrisme: quatre handicaps

2 228

Source : Insee, enquête et conditions de vie, 1986-7
En milliers

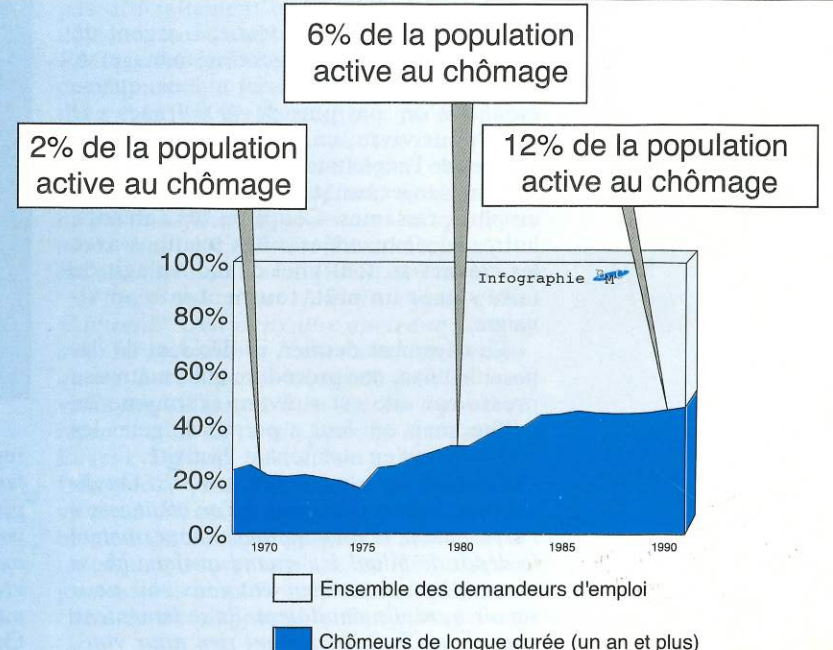


Deux siècles de lutte

1790 L'assemblée constituante déclare qu'il faut «corriger par une bienfaisance réfléchie les maux résultant de mauvaises institutions qui ont maintenu et propagé la pauvreté».
1898 Loi sur les accidents du travail.
1905 Financement des caisses syndicales de chômage par l'État. Loi d'assistance pour les vieillards, les infirmes et les incurables.
1914 Mise en place du Fond national de chômage et création d'un Office central de placement des chômeurs.
1932 Mise en place des premières allocations familiales.
1945 Instauration de la Sécurité Sociale. 50% de la population est alors couverte.
1946 Le préambule de la constitution prévoit «le droit à l'emploi» et l'aide sociale.
1967 Création de l'ANPE
1975 Instauration de l'allocation adultes handicapés.
1981 Création des ZEP, zones d'éducation prioritaires.
1984 Création de l'allocation insertion.
1987 Rapport d'ATD-Quart Monde. Découverte du «quart monde», environ 2,5 millions de personnes en France.
1988 Instauration du RMI
1992 Affiliation à la sécurité sociale obligatoire pour les personnes bénéficiant de l'aide médicale gratuite.
1994 Rapport du CERC qui évalue le nombre de personnes menacées d'exclusion à 2,5 millions. Circulaire Veil qui rappelle aux hôpitaux publics leur «obligation de soins».

Chômage: toujours plus, toujours plus longtemps

Depuis un an, le nombre de demandeurs d'emploi a augmenté de 9,3%. En données brutes, ils seraient 3 387 300, soit 12,2% de la population active, plus tous ceux qui bénéficient d'un contrat emploi-solidarité, d'un stage d'insertion, d'un travail précaire. Soit environ le double, selon les syndicats. Les chômeurs de longue durée sont 1 115 000, en augmentation de 1,2%. Il est à noter que les chiffres fournis par l'Insee (ci-contre) évaluent à un peu plus de 45% le nombre de demandeurs d'emploi de longue durée alors que le service d'information de Matignon les estimaient à 33% du total des chômeurs en mars 1994. Malgré le plan «900 000 chômeurs longue durée» lancé en 1992, le nombre de personnes à la recherche d'un emploi depuis plus d'un an n'a pas diminué.



Rase campagne

Les sept vallées du silence

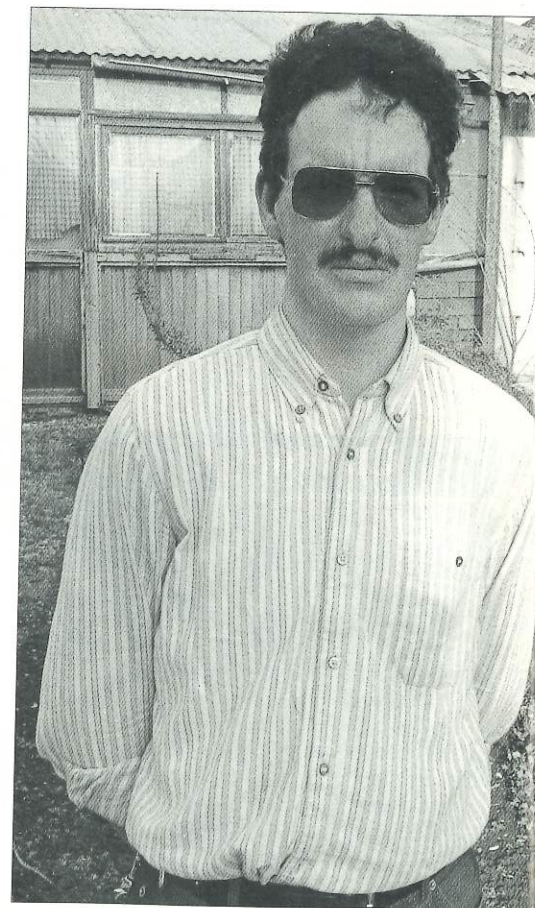
Vue de loin, l'exclusion en milieu rural, ça n'existe pas. Les ruraux, eux, la vivent tous les jours, même s'ils n'en parlent pas, justement parce qu'ils n'en parlent pas. Aux Sept vallées, ce petit pays en plein coeur du Pas-de-Calais, on enterre les problèmes sous le non-dit, le mensonge et le silence.

En 1984, le couple Lévêque s'installe à Bernieulles, dans la vallée de la Course. C'est ce qu'on appelle le "Haut pays", une langue de terre entre Boulogne et Montreuil-sur-mer. Un pays très rural, à la limite du syndicat intercommunal des Sept vallées. Ici, quand l'agriculture ne tourne pas rond, c'est toute l'économie qui déraile. En 1990, ils décident pourtant de reprendre l'élevage de poulets, deux grands bâtiments de ciment qui voient passer plus de 50.000 volatiles par an. Mais la surface d'exploitation est trop petite pour bénéficier de prêts "jeunes agriculteurs". Ils doivent se replier sur des emprunts classiques, à 13%. Pour obtenir les 96.000 francs dont ils avaient besoin, ils s'engagent à en rembourser 11.000 par mois, sans trop savoir ce que l'exploitation allait rapporter.

Ils n'ont pas de trésorerie. L'argent de l'exploitation, c'est l'argent du ménage. A partir de 92, Annick, Olivier et leurs quatre enfants n'ont pas plus de 4000 francs par mois pour vivre, une fois soustraites les charges de l'exploitation. Ils ne peuvent plus rembourser les banques, qui se font de plus en plus pressantes. Coups de fils agressifs, lettres recommandées... Les relations avec les créanciers, tout miel quand il s'agit de faire signer un prêt, tournent vite au vinaigre.

En décembre dernier, ils décident de déposer le bilan, une procédure qui a mauvaise presse car elle est souvent synonyme de faillite, mais qui leur a permis de geler les créances tout en maintenant l'activité.

«Les voisins n'y ont rien compris. On disait que l'affaire allait mal, qu'on allait cesser l'exploitation, et voilà qu'on continue, malgré le dépôt de bilan! Ici, quand quelque chose va mal, les voisins viennent vous voir pour savoir quoi, ils s'apitoient, ils se lamentent, mais ils ne font strictement rien pour vous,



regrette Annick. Ils se contentent d'aller de ferme en ferme pour colporter les ragots, les plus gros fermiers se réjouissent même de voir certaines terres se libérer. Et quand ça marche bien, tout le monde est jaloux. C'est vraiment une mentalité épouvantable, surtout par ici.» Par ici, les problèmes n'existent pas. On n'en parle pas. Jusqu'au jour où la situa-

tion dégénère. Un fermier qui se pend dans sa grange. Une famille dont les biens sont saisis du jour au lendemain. Du temps de la grandeur du monde rural, l'agriculteur était roi. Les exclus potentiels quittaient le village pour aller chercher fortune en ville et la campagne ressemblait à un petit monde bien organisé autour du curé, de l'instituteur et du paysan. Un petit monde où chacun avait sa place. Depuis, l'agriculture a connu bien des difficultés. Des ruraux non agricoles ont débarqué dans les campagnes. La ville a perdu de son pouvoir d'attraction. Le monde rural a appris à composer avec l'exclusion, même si les mentalités, moins rapides que



les changements sociaux, restent à la traîne.

Dans les Sept vallées, en quelques années, des dizaines d'associations se sont créées pour prendre en compte cette nouvelle donne. Quand ils ont vu arriver les problèmes, Annick et Olivier ont fait appel à l'Association régionale d'aide aux agriculteurs en difficulté (ARAD), dont ils avaient

entendu parler par hasard. C'est là qu'on leur a conseillé de déposer le bilan. *«C'est un engrenage»,* explique Philippe Bernard, président de l'ARAD, *les créanciers font tout pour exclure les agriculteurs en difficultés. Ils jouent sur la culpabilité et sur le fait que les fermiers ne font pas de différence entre vie professionnelle et vie personnelle, entre échec économique et vie ratée. A chaque fois, ils font croire à l'agriculteur qu'il est le seul dans son cas. Ils lui disent: «On ne comprend pas comment vous en êtes arrivés là. Les autres parviennent très bien à s'en sortir dans les mêmes conditions!». C'est ce sentiment de honte et de culpabilité qui amène les paysans à se couper du monde, à ne plus entretenir de lien social, et à se retrouver finalement exclus.»*

Philippe Bernard estime à 20% la proportion d'agriculteurs dont le niveau de vie est en deçà du minimum nécessaire. 50% sont obligés de recourir au «crédit fournisseur» pour continuer à tourner. C'est déjà le signe d'une faiblesse économique. *«Un paysan qui échoue n'a pas de statut, ça n'existe pas. Le milieu rural ne prend pas en compte l'exclusion. Alors, quand ils ont un problème, ils se plongent dans un mutisme exponentiel.»*

Le syndicat intercommunal des Sept vallées recense 1.800 chômeurs et 300 familles de RMIstes pour 33.000 habitants. Pourtant, ces statistiques sont loin de prendre en compte tous les cas d'exclusion économique. Beaucoup de femmes sans activité ne sont pas officiellement comptabilisées comme demandeuses d'emploi. Même chose pour le RMI : si les agriculteurs et artisans en difficulté pouvaient le toucher, on compterait deux fois plus d'allocataires dans les Sept vallées, et puis *«les gens ne font pas les démarches nécessaires pour l'obtenir, ou ne se déclarent pas comme RMIstes, au risque de ne pas bénéficier des avantages auxquels ils auraient droit»*, constate Pascal Delaux, du Relais emploi solidarité (RES) de Fruges.

«Personne n'est jamais entré chez Edmond. Il vit dans une ancienne ferme, avec ses sept chiens. Il dort avec eux, se lève quand il veut, mange n'importe quand et travaille jusqu'à la nuit. Edmond, il n'a pas heure, mais c'est une vraie force de la nature...» Pascal Delaux aide les gens comme Edmond. Vient un moment où le fait de vivre en dehors de la société pose des problèmes. On a besoin d'argent, il faut trouver un emploi, trouver sa place. Le RES aide les jeunes sans emploi, les femmes qui cherchent du travail pour aider leur mari, les ou-

●●●

vriers licenciés. Employée parce qu'elle était stable, la main d'oeuvre rurale a été la première à se faire licencier, justement parce qu'elle était peu mobile. Un jour, le bus de l'usine n'est plus passé, alors on n'a pas pu continuer à travailler...

Pascal organise des chantiers-écoles, où on apprend un métier, mais aussi les règles du monde du travail. Edmond y travaille depuis deux ans. Mais selon Pascal Delaux, il n'est pas encore prêt à travailler chez un vrai patron. Il est encore un peu sauvage, un peu «tête brûlée».

Serge, lui, est plus calme. Après un CAP d'horticulture, il est resté un moment au chômage. A trente ans passés, il vit toujours chez ses parents, à Royon (une centaine d'habitants, à 12 km de Fruges). Quand on lui demande s'il est prêt à aller chercher du travail au loin, il répond qu'il bougerait bien volontiers, mais pas trop loin. «Pas à Boulogne quand même!» Boulogne, ce n'est pourtant qu'à 30 km. La ville fait peur. Quand on lui demande comment sont vus les chômeurs, il ne sait pas trop quoi répondre. Pascal, pour lui expliquer, donne l'exemple d'un demandeur d'emploi dans un village d'à côté, que l'on traite de fainéant. «Oui, mais à Planques, ce n'est pas



pareil, il est tout seul à être au chômage. Chez nous, à Royon, on est quand même quatre...»

«On cherche à faire travailler les demandeurs d'emploi à l'extérieur de leur village, sinon ils n'ont aucune chance de s'en sortir», explique Edith Chevalier, la «Madame Exclusion» des Sept vallées.

«Dès que quelqu'un passe par l'ANPE, on dit que c'est un fainéant, reprend Pascal Delaux. Au moins, chez nous, on fait se rencontrer les demandeurs d'emploi et les patrons. Et les patrons voient que ce ne sont pas des mauvais gars.» Le téléphone sonne, Pascal décroche. «C'est le maire d'une com-

mune voisine, cent onze habitants. Il a employé quelqu'un de chez nous pour repeindre l'école, et maintenant, il veut qu'on lui refasse l'église. Dans les petites communes qui n'ont pas d'employés de mairie, nos offres d'emploi correspondent vraiment à une demande.» Un nouveau chantier en vue pour le RES.

Annick et Olivier, eux, sont toujours en sursis. Pour pouvoir continuer l'élevage, ils ont hypothéqué la ferme à un cinquième de sa valeur. On leur a donné jusqu'au mois de juin pour faire leurs preuves. Mais au moins, ils se sentent un peu libérés. Ils n'ont plus sur eux le poids des créances. Annick a confiance. Elle a ouvert une chambre d'hôtes dans la petite ferme à colombages, et prévoit de construire une nouvelle pièce sur le devant pour commercialiser des produits de la région. Son mari n'était pas trop pour. «Il est sauvage, reconnaît Annick. Quand les hôtes sont là, on ne le voit jamais. Aujourd'hui, il est occupé avec les poussins, vous ne le verrez pas.»

Pas facile de s'offrir au regard des autres quand on est dans une telle situation. «Le dépôt de bilan, c'est tabou. Au départ, il culpabilisait, il n'aimait pas que les gens disent qu'il n'avait pas su faire tourner son exploitation. Mais maintenant on s'en fout pas mal du quand dira-t-on. On est très complices avec mon mari, on dit toujours que tout va bien, comme ça les gens ne posent pas de questions.»

Edith Chevalier voit dans les femmes le ferment d'un renouveau rural. «Avec les gens extérieurs qui viennent s'installer dans le coin, les femmes sont celles qui ont le plus d'idées.» Mais ce sont aussi celles qui s'expriment le moins facilement. Les Sept vallées trouvent des solutions pour qu'elles participent à la vie locale : crèches, garderie, services de transports. L'association ESPACE - Initiative rurale cherche également à dynamiser et à diversifier les activités. Et cette année, elle a aussi décidé de mobiliser les femmes. Exclues parmi les exclus, les femmes seront peut-être demain à l'origine d'un renouveau du monde rural.

«En venant ici, on s'est toujours dit que si ça ne marchait pas, on pouvait recommencer ailleurs», se rappelle Annick Lévêque. Rares sont pourtant ceux qui voient plus loin que le bout de la vallée, surtout quand les difficultés commencent.

«Sur les 600 dossiers que nous traitons autour de Saint-Omer, moins de 30 se situent en milieu rural», explique-t-on au Secours catholique. Souvent, c'est moins grave qu'en ville.»

Moins grave? Pas si sûr. Ici, on se cache parce qu'on a honte de ne pas avoir réussi. On se fait oublier plutôt que de montrer son échec économique, plutôt que de se faire aider. Ce qui transforme les chômeurs, les RMistes ou certains agriculteurs en exclus, c'est bien souvent cette peur des autres, cette réclusion volontaire dans le silence.

Emmanuel Vandamme

Un tronc d'arbre dans l'eau...



Olivier Dekeyser / Matia

... ne deviendra jamais caïman

Ils sont plus de 10 000 dans le Nord-Pas-de-Calais, venus de l'Afrique subsaharienne avec une perception du monde différente de celle de l'Occident. Rien de commun entre la vie de la ménagère qui élève ses poules dans un village Yoruba et celle qui a dû suivre son mari à Roubaix. L'acculturation menace. Témoignages.

Masily Ndiagne, 38 ans, femme au foyer : «Obligée de vivre à l'écart»

«Je suis arrivée à Lille en 1986, pour rejoindre mon mari. J'ai été frappée par le vide dans la rue, les portes fermées, l'absence de contact avec les autres. Vous comprenez, tout cela n'avait rien à voir avec ma petite ville de Dakar où j'avais toujours vécu, bien entourée. Il y avait une véritable vie de communauté et toujours quelqu'un pour vous demander : «Comment ça va ?» Ici, vous saluez et on ne vous répond même pas. J'ai noté que cette attitude existait même entre les Français. Je suis allée vers eux. Pour voir si ce que je voyais et pensais se vérifiait. C'est pourquoi j'ai fait un stage de secrétariat. Au début, j'étais la seu-

●●●

le noire et j'étais souvent seule. Après, j'ai eu des amies. Enfin, je le croyais. Cela a duré le temps du stage. Après j'ai continué à téléphoner, elles non. J'ai dû laisser tomber. Toutefois, avec mes collègues juives et arabes, le fil ne s'est pas coupé.

Je fréquente surtout les Africains. Tu viens à l'improviste, tu trouves à manger, tu manges, tout de suite. L'autre jour, j'ai eu un coup de gueule avec le voisin. L'autre en face a ouvert la porte. Et c'est moi qu'il a insultée. Sans chercher à savoir ce qui s'était réellement passé.

Je n'ai pas pu les comprendre pendant des années. Je suis là, obligée d'être avec eux, sans être avec eux. Si j'avais à choisir, je préférerais vivre au Sénégal. Mais au Sénégal, il n'y a pas de boulot.»

Honorine Ganhoulé, 29 ans, commerçante:
«Apporter un plus»

«Après mes études de naturothérapie, je n'ai pas senti le besoin de rentrer, d'autant plus que je me suis toujours sentie bien (je suis arrivée à 17 ans). Et puis, il y a eu ma fille... J'ai d'abord travaillé comme négociatrice en immobilier et comme j'ai toujours eu une âme de "business woman", j'ai quitté l'immobilier pour lancer ma propre affaire.

Quand j'étais négociatrice, il arrivait que des personnes prennent rendez-vous par téléphone et qu'elles changent d'avis quand à l'arrivée, elles voyaient une noire. Ou encore, ils ne comprenaient pas que je refuse la signature d'un contrat alors que c'était eux qui ne remplissaient pas les conditions, et ils disaient : "c'est à cause de cette négresse".

Mais dans l'ensemble, je ne pense pas que certaines attitudes, certes révoltantes, soient dues au racisme... J'appellerais cela plutôt de la mauvaise information. Comment voulez-vous qu'un "petit Blanc" qui a vu des noirs s'éventrer à la machette à la télévision la veille, au Rwanda, puisse comprendre que celui qui est en face de lui est un Gabonais? Quand vous y ajoutez le discours des politiques qui cultivent la peur...

Dans tous les cas, je pense que c'est à nous, la petite poignée d'Africains, d'aller vers la masse. Ce qui ne veut pas dire qu'il faille s'assimiler. Comme le dit le proverbe, "un tronc d'arbre tombé dans l'eau ne deviendra jamais un caïman". On vit ici mais on restera Africains jusque dans nos cellules. J'ai toujours été fière de ma couleur pourpre, et de mes tresses qui me des-

cendaient jusqu'aux hanches. Et je crois que cela m'a réussi.

Dans un magasin européen, vous prenez votre produit, et vous circulez. Nous Africains, nous avons besoin de parler. Vous avez vu, tout à l'heure, j'ai pris dix minutes pour bavarder avec ce Maghrébin. Si je voulais copier la façon de travailler des Blancs, je ne travaillerais pas bien. Et je serais trop maladroite !

Je souhaite voir naître à Lille un centre où s'épanouirait l'identité africaine. Un endroit où les Français pourront dire, "allons voir ce que cet étranger apporte de bien". Un quartier chinois est en train de naître à Wazemmes, au niveau de l'avenue Jules Guesde. Tout le monde connaît le 13ème arrondissement, le quartier chinois de Paris et le boulevard de Strasbourg pour les Africains. Quand verrons-nous un tel quartier naître à Lille?»

Mamadou Mbâ, 35 ans, travailleur immigré :
«Je plie bagages dans 20 ans»

«J'ai quitté son village en 1972. Après trois mois de manutention dans une usine à papier, un "séjour" chez Telefunken à Compiègne, j'ai fait seize ans chez Heineken à Marcq-en-Baroeul. Embouteillage et emballage essentiellement. Je passe le plus clair de mes heures de liberté dans des foyers pour travailleurs immigrés. Et là, je joue à la belote sénégalaise pendant de longues heures. Vous voulez savoir si je suis intégré? Qu'est-ce que vous appelez intégration? Le Français a un téléviseur, j'ai un téléviseur. Il a sa voiture, j'ai la mienne. Il paie ses factures, comme moi. Que voulez-vous de plus ?

Je suis Sénégalais avant tout. Si je pouvais avoir au Sénégal seulement le quart de ce que je gagne ici, je prendrais mes bagages. Je ne me sens pas chez moi. Et qu'on le veuille ou pas, malgré les bons rapports qu'on peut entretenir avec les autres, il y en a toujours un pour vous faire comprendre que vous êtes étranger. Nous venons de créer une association de Soninkés (ethnie sénégalaise très traditionaliste). C'est surtout pour les enfants. Pour qu'ils apprennent la langue et nos coutumes. Nous cotisons chacun 10F par mois pour envoyer la somme totale au village. J'ai déjà une maison qui m'attend là-bas". Ali, un visiteur arrivé à l'improviste l'interrompt : "Toi, ton pays, c'est ici. Tu vis dans l'illusion d'un retour, mais tu vas rester". Mamadou n'en démord pas : "Ma vie, c'est là-bas, même si je n'y suis pas. Dans vingt ans, je prends

ma retraite. Je ne veux plus d'enfant. La petite Dany, la dernière de mes quatre enfants, a deux ans. Elle en aura alors 22. Si elle veut rester, ce sera son choix. Moi, je plie bagage".

Georges Mbemba, 20 ans, étudiant:
«Je ne suis pas un complexé»

«Quand vous arrivez chez un Occidental en plein repas, il vous donne un journal à lire et vous invite à attendre qu'il ait terminé". Cette croyance bien ancrée traduit les préjugés de bon nombre d'Africains qui considèrent les Européens comme mauvais. En conséquence, ils n'essaient pas d'aller vers eux. Je pense notamment à ce cercle d'amis s'exprimant en wolof, alors qu'il y avait dans le groupe des Ivoiriens, des Congolais

et des Français. Certains di-ront que c'est leur manière à eux de manifester leur identité africaine. Mais je suis contre une identité qui s'afficherait comme une médaille qu'on plaquerait sur le visage de tout noir. Cette identité est plus une réalité diffuse dans le comportement, dans la vie de tous les jours. Le sens de la communauté est une valeur qui nous est propre. Comment peut-on exclure les autres tout en se prévalant d'une identité africaine ?

D'un autre côté, je ne peux nier qu'il existe une exclusion, souvent marquée par un complexe de supériorité des Français vis-à-vis des Africains, et l'image édulcorée de l'Afrique véhiculée par les médias. Je suis arrivé en hypokhâgne avec trois semaines de retard. Au premier devoir de latin, j'avais 18/20 et le second 11. Tous mes

camarades sont venus vers moi, curieux de voir un noir réussir une performance supérieure à la leur. Et comme je suis d'un naturel affable, de bonnes relations se sont nouées entre nous. Il est donc possible de s'intégrer».

Armand Mbarga, 31 ans, avocat :
«L'exclusion ? C'est dans l'ordre des choses!»

«Je fais partie des cinq avocats originaires d'Afrique noire, inscrits au barreau de Lille. A ma sortie du centre de formation professionnelle des avocats (C.F.P.), j'ai dû attendre deux ans pour trouver un stage. Pour finir, le président de l'ordre des avocats a offert de me prendre sous sa tutelle. Sans qu'il soit question de véritable stage. Je ne pense pas que l'encadrement en lui-

même ait manqué à ma formation. La plupart de ceux qui présentent le concours du C.F.P. ont un niveau maîtrise. Moi, j'avais un DEA et un DESS. C'est pourquoi je trouve le milieu hostile aux étrangers. On ne peut s'imposer que par le concours. Et quand bien même, il y a toujours des moyens pour limiter l'entrée des étrangers. Je ne vous dirais pas lesquels.

Il n'empêche que j'arrive à travailler aujourd'hui, tant bien que mal. Bien sûr, quand vous êtes dans la profession, l'ambiance est amicale et tout va au mieux. Mais beaucoup de ceux avec qui je prends un verre en rigolant aujourd'hui ne pourront jamais me recevoir dans leur cabinet. Ma clientèle est surtout constituée de dossiers commis d'office, et de quelques étrangers pour qui je tra-

●●●



Honorine Ganhoulé (à gauche) Dans un magasin européen, vous prenez votre produit et vous circulez; nous Africains nous avons besoin de parler».

Silvia Giambrone

vaillent souvent, bénévolement. Il est certain qu'en tant qu'étranger, je ne peux avoir ni le volume, ni la même clientèle que mes collègues autochtones. Ils ont beaucoup plus de relations et les clients leur font davantage confiance. J'ai travaillé à Yaoundé où il y avait deux avocats français inscrits au barreau. L'un ne se présentait jamais à la cour et l'autre traitait essentiellement de dossiers d'entreprises hexagonales installées sur place. C'est dans l'ordre des choses».

Jeannette Tsomene, 28 ans, étudiante et mère de famille : «Faire vivre nos traditions»

«A mon arrivée en 1992, j'ai été immédiatement intégrée dans une association où se retrouvaient des amis de mon mari et leurs épouses. Plus tard, les femmes ont fondé la SFAN (Solidarité des femmes africaines du Nord), dont le but est surtout de nous donner le temps d'être ensemble. Nous sommes de l'ethnie Bamiboutos (Cameroun), et nous avons une compatriote Dchang (un village très proche du nôtre) qui habite l'immeuble en face. Avant mon arrivée, mon mari ne savait même pas qu'elle et moi étions du même pays ! Je me réjouis particulièrement du système d'entraide qui existe entre nous. C'est d'autant plus important que notre culture se perd au contact de la France. Ici, nous sommes dix-huit femmes à essayer de recréer une forme de vie à l'africaine. Quand j'ai accouché, mes camarades m'ont assistée pendant les



Une association de femmes à Villeneuve d'Ascq

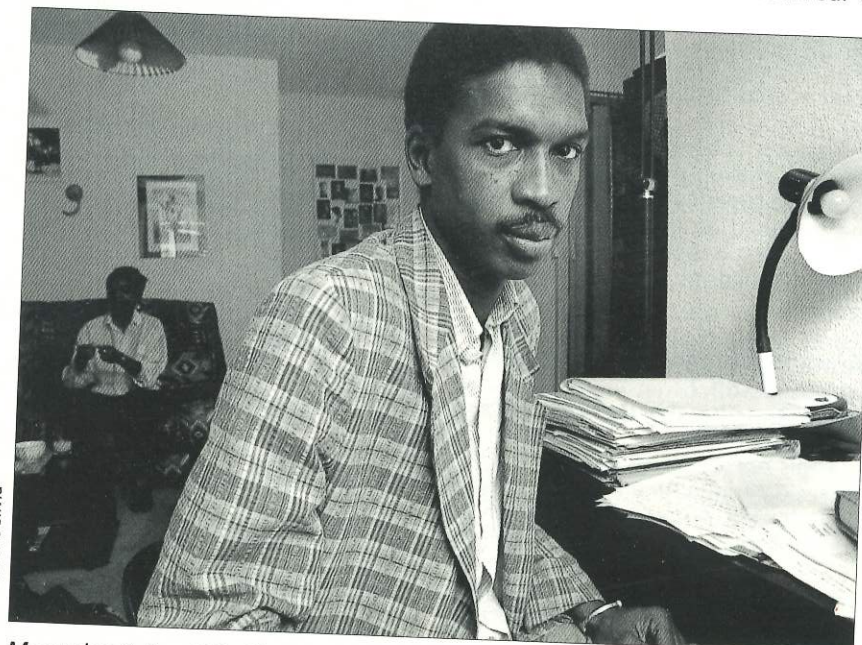
deux premières semaines. Des bains chauds, du "Kui" (plat traditionnel de référence pour les femmes en couche en pays Bamiléké), j'avais l'interdiction de toucher à quoi que ce soit ! L'autre atout c'est le système de tontine. A l'origine, les femmes du village se réunissaient pour travailler dans les champs de l'une d'entre elles. Ainsi, le travail avançait plus vite et comme il y avait une ambiance de fête, elles n'avaient pas l'impression d'être au labeur. Aujourd'hui, 200 à 500 francs sont versés mensuellement par chaque membre. Par la suite, la totalité du gain va à une personne, à tour de rôle. Avec à la base, bien sûr, un contrat fondé essentiellement sur la

confiance. En outre, une collecte de fonds au profit de la personne nécessiteuse, est organisée en cas de naissance, de mariage ou de décès.»

Mamadou Sall, 30 ans, étudiant en sociologie : «Je prends le large»

«J'ai rencontré à Dakar des jeunes Lillois venus dans le cadre d'un partenariat entre les deux villes. La relation s'est poursuivie après mon arrivée à Lille en 1986. J'habitais sur le campus, et nous prenions du thé ou du café dans nos logements respectifs. Je dois reconnaître qu'en huit ans, nos relations sont restées toujours aussi formelles. A l'inverse, certains n'ont pas envie de fréquenter des noirs. Je le sens tout de suite et je prends le large. Pourquoi insisterais-je ? Qu'est-ce qu'ils ont de plus par rapport à moi ? Je prépare une thèse sur le changement social et le développement. Ma réussite, je la dois surtout au fait que j'ai compris que pour réussir, il faut avoir les mêmes références. En première année, je faisais souvent référence à Cheikh Hamidou Kane ou à Cheikh Anta Diop dans mes devoirs. Mes professeurs barraient ces noms avec un point d'interrogation à la marge. Ils ne faisaient pas d'effort pour comprendre. Pourtant, la sociologie exige une ouverture d'esprit. L'Occident a une vision de l'Afrique et a réussi à nous persuader que cette vision est la nôtre. Ce qui est très grave. Mais je refuse d'avoir les mêmes références sur le plan culturel. L'autre jour, j'ai mangé avec des amis français. Les occidentaux, eux aussi, sont tout le temps en train de nous faire découvrir quelque chose. Je pense que la meilleure façon de véhiculer notre culture, c'est de créer des situations de découvertes constantes».

Propos recueillis par Jeanne Tietcheu



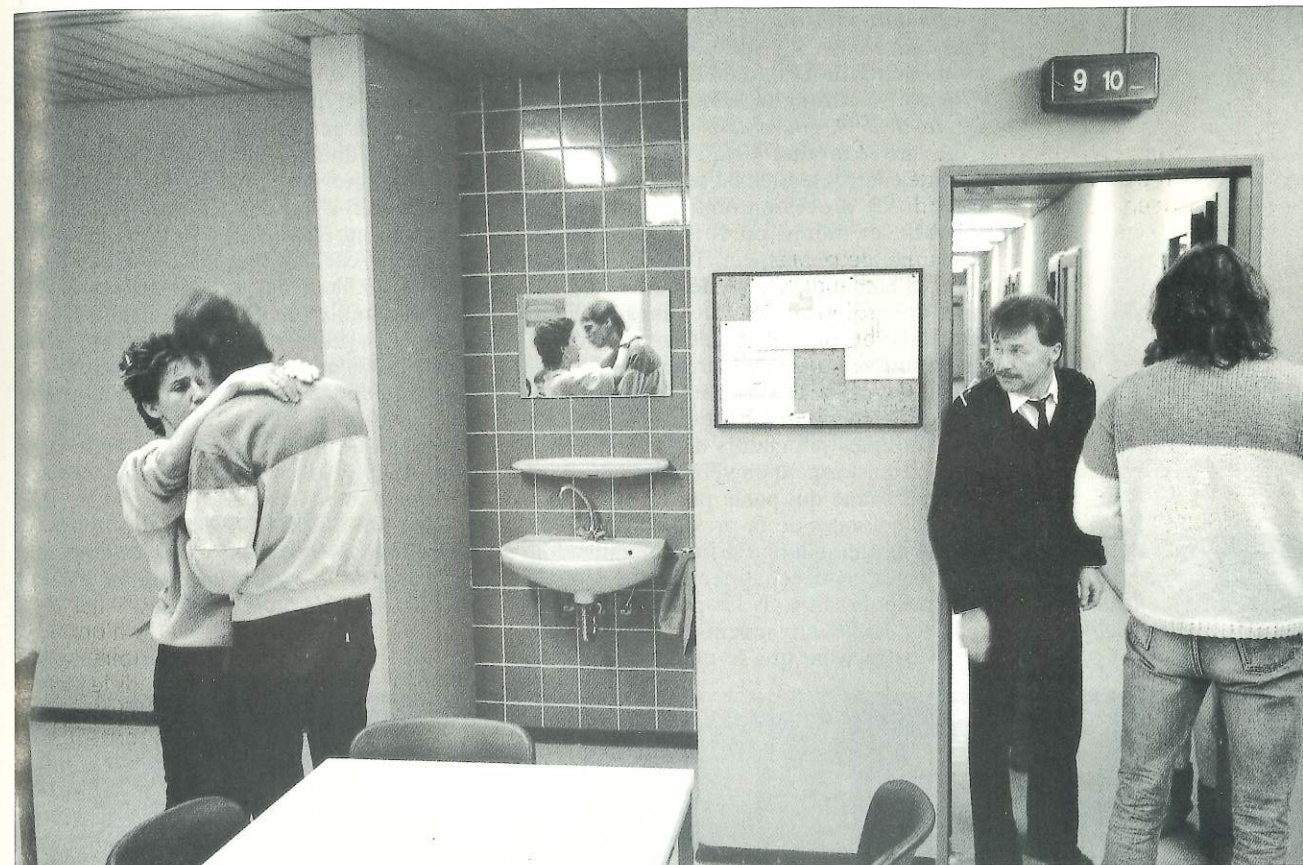
Giambrone Silvia

Mamadou Sall : «L'Occident a une vision de l'Afrique et a réussi à nous persuader que cette vision est la nôtre. Ce qui est très grave.»

Prison

Peine confondue

Pour toutes les familles dont un membre est passé par la maison d'arrêt, le principal c'est de sauver les apparences.



Yvon Lambert

Elles n'ont aucun problème. En tout cas, c'est ce qu'elles vous répètent pour peu que vous discutiez quelques instants. Elles attendent assises sur des fauteuils, un gobelet de café à la main, qu'arrive l'heure du parloir. Mais après quelques rencontres dans cette maison d'accueil qui ouvre ses portes aux familles de détenus en visite, juste en face de la prison de Loos, près de Lille, ces femmes se dévoilent.

Tout le problème, pour ces proches de «ceux qui sont à Loos», consiste à parvenir à sauver la face. A cacher les faits. Et quand les gens savent, c'est le début d'un long calvaire pour les proches des détenus.

Passe encore lorsqu'il s'agit d'un fils ou d'une fille. Les parents peuvent dire qu'il est parti on ne sait où, sans laisser d'adresse. Qu'il est en vacances chez des parents

dans le sud. Pour peu qu'il soit écroué pour une affaire de drogue (comme 50 % des détenus de Loos), son passage en maison d'arrêt ou en centre de détention ne durera souvent que quelques semaines, quelques mois au plus. Lorsqu'il ressortira, personne n'en saura rien.

Les choses se compliquent si le mari ou la mère se retrouve sous les verrous. Les familles tentent de garder le secret, pour continuer à vivre normalement. Quand elles n'y parviennent pas, leur existence quotidienne tourne au drame ordinaire.

L'incarcération de l'un des parents fragilise également la situation économique des familles, surtout lorsque seul le père travaillait. Un appauvrissement qui peut conduire dans certains cas à la marginalisa-

●●●

tion complète de familles parfaitement intégrées auparavant.

«Avant, mon boucher me traitait normalement, il était même plutôt gentil. Quand mon mari a été incarcéré, le premier jour où cela s'est su dans le quartier, il m'a demandé avant de me servir si j'avais vraiment de l'argent pour payer ce que je commandais», raconte Cécile, en berçant une fillette.

Cet aveu d'un rejet de la part de toute une communauté, tout un quartier, il a fallu des mois avant que Cécile ne le confesse à l'un des membres de Trait d'union, une association qui soutient les familles dans leurs tracasseries avec l'administration pénitentiaire.

«En fait, elles ne veulent pas le reconnaître elles-mêmes», explique Philippe, l'un des membres de Trait d'union. C'est une humiliation continuelle, dans des faits tout simples de la vie courante.

Le pire se produit lorsqu'un journaliste a la malencontreuse idée de publier un compte-rendu de procès en donnant le nom, le prénom, et même parfois l'adresse du condamné ou du suspect. Tout le quartier, toute la communauté se détourne, les enfants doivent subir les sarcasmes de leurs camarades de classe, les ménagères endurer les remarques des commerçants ou les ragots des bavards. Les parents réagissent à la moindre réflexion mal tournée. Les pages de chroniques judiciaires des journaux locaux se transforment en véritables piloris, et toute personne qui passe par les tribunaux puis les colonnes de la presse ne peut plus espérer la tranquillité. Parfois la famille doit déménager pour échapper à cette réputation qui poursuit tous les proches, surtout pour des cas liés aux moeurs.

Un ostracisme qui se manifeste jusque

L'ostracisme se manifeste jusque dans l'enceinte des prisons.

Yvon Lambert



Jean-Marc Centène

dans les murs de la prison. Au milieu des heures de parloir, c'est la cohue devant la porte du local de Trait d'union, à la maison d'accueil. «Ils refusent les serviettes de bain!» s'écrie l'une des femmes qui viennent de sortir des parloirs. «Ça fait huit mois que j'apporte les mêmes à mon mari», répète une autre. «Oui, il paraît que ce n'est plus permis, mais ils ne sont pas obligés de les jeter par terre, en boule! On n'est pas des chiens, tout de même!». «Ils», ce sont les gardiens. Régulièrement, les visiteurs essuient un refus pour telle ou telle raison, sans jamais recevoir d'explications. Brimades ou tracasseries administratives, ce sont autant de raisons pour les familles de se sentir mis au ban, de ne plus être considérées comme des personnes normales.

«Il faut éviter de généraliser», précise Philippe. Il arrive aussi que le voisinage respecte la douleur de la famille, et la soutienne même. Une mobilisation sincère, motivée par la pitié ou la sympathie, toujours une agréable surprise pour des personnes qui cachent leur situation familiale. Dans le meilleur des cas, les gens soutiennent les familles de détenus, surtout moralement : les proches des détenus n'ont pas à se cacher, ils ne vivent pas dans une crainte constante de lâcher une allusion à la prison de Loos devant des tiers. Philippe a pu remarquer que le plus souvent, l'entourage rend la vie plus facile aux familles en évitant simplement le sujet.

«Les familles des détenus ont assez de difficultés comme ça sans qu'on y ajoute une exclusion de la vie sociale. Après tout, si faute il y a, quelqu'un la paie déjà.»

Des barreaux dans les roues

La prison, les anciens détenus n'aiment pas en parler. Ils préfèrent oublier. Quand la porte s'ouvre, il faut du temps pour la franchir.

Sondage sur 500 détenus de la prison de Loos. Un sur deux est un récidiviste, un sur cinq a déjà eu un emploi fixe et un revenu stable, deux sur trois n'ont jamais passé le cap scolaire de la 4^{ème}. Pour compléter cette enquête menée au printemps 93, les travailleurs sociaux ont demandé aux récidivistes d'évoquer les raisons de leur rechute : drogue, chômage et solitude sont les trois mots les plus souvent cités.

La solitude, c'est ce que craint le plus Jeanine. Depuis deux ans et demi, elle est incarcérée au centre de détention de Bapaume. A l'ombre de sa peur. La famille, l'entourage ne donnent plus signe de vie. «Sans lettre, ni parloir, c'est dur. Il faut serrer les poings et résister. Au début, je me disais, tiens, celui-là, quand je le reverrai, je le remercierai bien de m'avoir oubliée. Et puis on se dit, la rancune ça ne sert à rien. La prison, c'est un passage de votre vie qu'il faut oublier. Moi, j'ai vieilli de dix ans. Ce sera dur à la sortie, je le sais bien. Tout recommencer... Retrouver mes quatre enfants, un logement, un travail».

Mais Jeanine a pris le taureau par les cornes. A 38 ans, elle prépare sa sortie, en «chantier extérieur». Cinq jours par semaine, elle quitte le centre de détention pour suivre à Lille un stage, intitulé «La formation plutôt que la prison». Comme Rachid, 25 ans. Lui, il vient de finir sa peine (trois ans pour trafic d'héroïne) mais ne se sent pas encore libéré. «Il y a une pression dans ma tête. C'est difficile pour le mec qui veut reprendre le droit chemin. Ce qui m'embêtait le plus à la sortie, c'était de retourner dans le quartier, revoir les potes et recommencer. A force d'attendre du boulot, on a vite fait de replonger».

UNE ETIQUETTE POUR LA VIE

Cette «pression dans la tête», M. Veteau s'acharne à la soigner. A la maison d'arrêt de Loos, toute la journée ce psychologue compte les raisons de désespérer. «Quand on entre en prison, il faut se soumettre à la discipline. Or, à l'extérieur même, ils n'avaient jamais été habitués à supporter une contrainte. Ensuite, il faut supporter la vie de tous les jours. La prison est un milieu stressant, agressif. Pour les toxicomanes (45 % des entrants), ce n'est plus un milieu de rupture qui leur permet de s'en sortir. Et

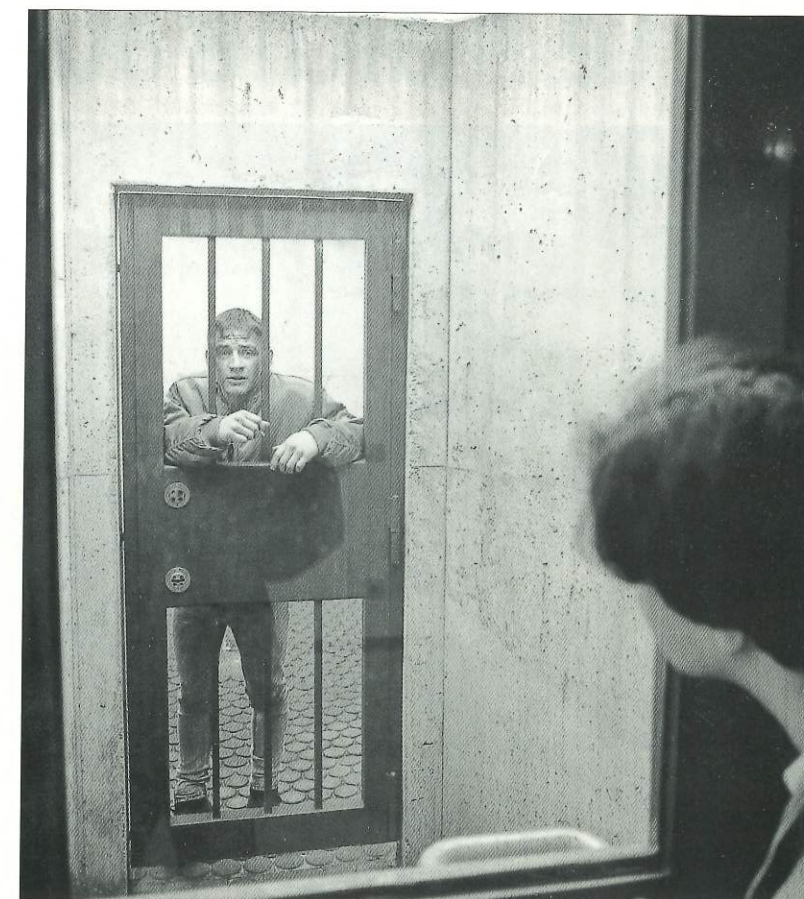
puis après la prison, on devient taulard. On porte une étiquette collée par les autres, et par soi-même».

Au centre de détention de Loos, Edith Kirschhoff, responsable du service socio-éducatif, croit pourtant à la «dimension positive» de la prison. Depuis un an, Loos expérimente un «espace de préparation à la sortie». On y travaille sur «la dynamique du désir». «Etre dynamique, explique Edith Kirschhoff, c'est sortir de sa passivité. Il faut aider les détenus à se remobiliser psychologiquement pour préparer la sortie. Dans ce but, nous organisons des stages de quatre semaines». Musique, jeux de rôle, dessin... En groupe, les prisonniers s'expriment. Ils mettent des mots sur leurs peurs.

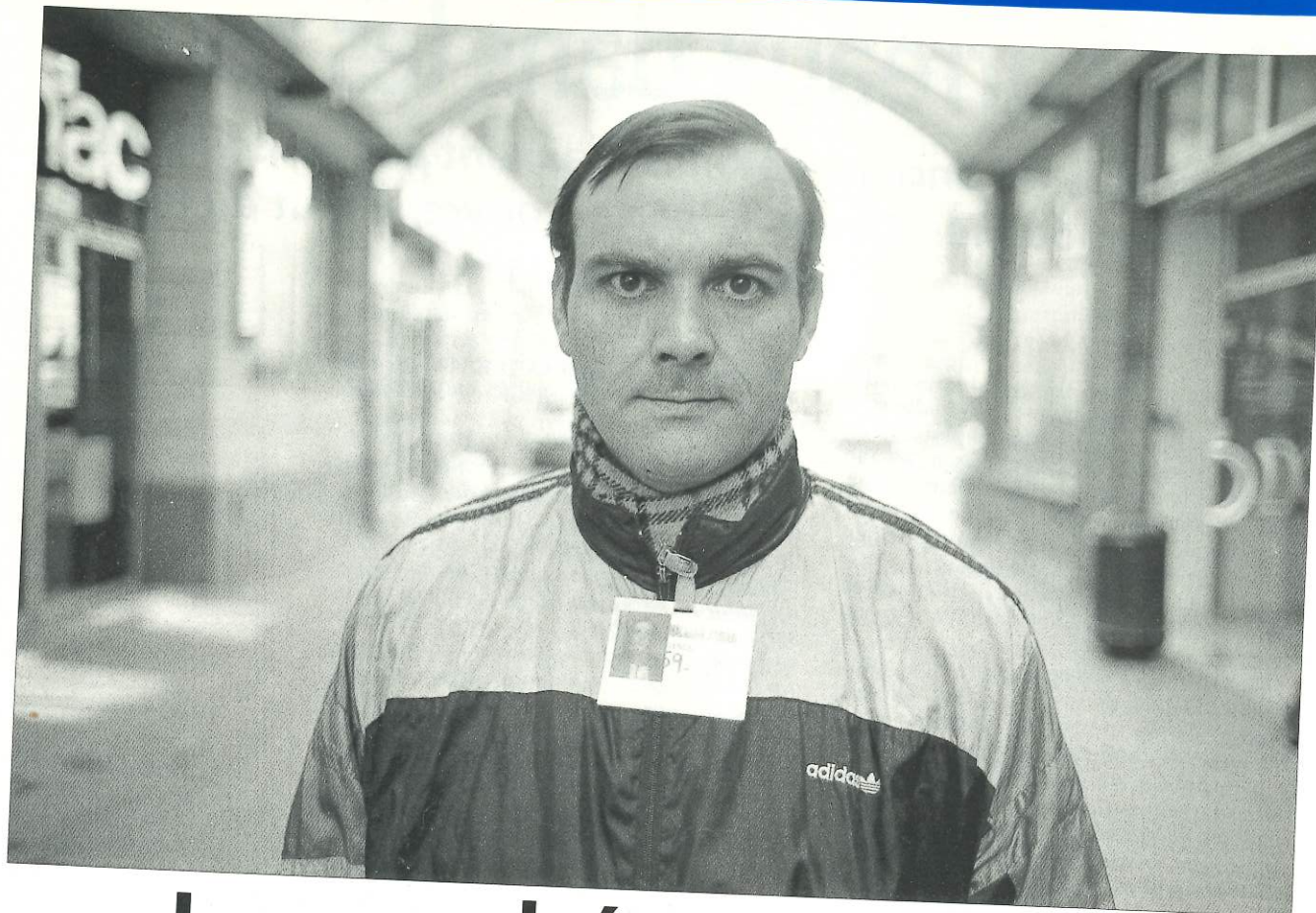
L'angoisse, Rachid lui l'exhale toujours. Depuis qu'il est libre, tous les soirs, il fume du haschich. Deux à trois grammes par jour, dit-il, «pour ne pas gamberger».

Anne Fairise

«Sans lettre, ni parloir, c'est dur. Il faut serrer les poings et résister»



Yvon Lambert



Le marché aux exclus



48 ADULTES

«Casseurs de prix», hotels sociaux, livrets d'épargne spéciaux, développement du réseau de l'occasion... toute une économie parallèle se met en place, pour cette population parallèle. La presse n'est pas en reste, qui voit se multiplier les titres. Attention à ne pas confondre la presse qui doit servir à ses lecteurs, celle qui doit aider ses vendeurs et celle qui enrichit ses créateurs. L'éventail est large. Après *Street News*, le journal des homeless new-yorkais, le propriétaire de *Body Shop* a lancé *Big Issue* à Londres et finalement, c'est *Macadam* qui a repris l'idée pour la France, la Belgique et la Suisse d'un canard écrit par des journalistes pour sortir les sans-abri de la mouise. Pour pouvoir vendre 10F. un canard acheté 4F., «tu ne boiras point, tu ne te drogueras pas, tu n'agresseras pas les gens dans la rue». Tout un programme. Le premier numéro est sorti en mai dernier.

Au départ, les bénéfices de *Macadam* devaient servir à des actions d'insertion mais Martine Vanden Driessche, la rédactrice en chef, n'a pas hésité à déclarer : «si profits il y a, ils ne seront pas réinvestis dans des opérations d'insertion car nous sommes une société commerciale». Où a donc pu passer la différence entre les 50 centimes que coûte la production d'un numéro et les 4F. que paient les SDF? La question reste sans réponse. Surfant sur la vague, Georges Mathis, un ancien de *Macadam*, lance *Réverbère* cinq mois plus tard, avec l'aide de Gilbert Caron (qui a participé à la reprise du journal d'extrême droite *Minute*)... Vendu également 10F. à la criée par des SDF, le journal sert d'exutoire à ses rédacteurs sans abris avec des articles plus virulents et amers que dans *Macadam*.

COINS DE RUES, IMAGES IMMONDES

Dans la foulée mais en réaction contre ces publications un peu misérabilistes, *La Rue* et *Faim de siècle* se sont lancés dans l'aventure de la presse de rue en se félicitant de leur différence : journalistes professionnels, papier glacé, informations culturelles, témoignages mis en valeur. Et surtout, pour l'équipe de *La Rue*, un véritable projet d'insertion soutenu par Emmaüs, le Secours catholique, Médecins sans frontières, etc. Christian Duplan, son rédacteur en chef, est monté au créneau en février dernier pour préconiser l'adoption d'une charte déontologique propre à ces titres : 1- la transparence financière (et l'investissement des béné-

ficiés dans des actions d'insertion); 2- la déclaration des vendeurs à l'URS-SAF; 3- l'adoption par les journaux du statut d'entreprise d'insertion; 4- maintenir la qualité rédactionnelle. Aujourd'hui, les vendeurs de *Macadam* ont finalement, comme ceux de *La Rue* et de *Faim de siècle*, obtenu le statut de vendeurs colporteurs et ceux de *Réverbère* peuvent le demander : un premier pas vers la réinsertion.

Du côté des chômeurs, la situation est différente. *Rebondir*, avec ses couleurs pétantes, sa maquette inspirée de *Capital* et le ton délibérément positif joue sur un tout autre registre. «Quand j'ai dit que je voulais créer un titre pour les chômeurs, on m'a dit "Tu n'as qu'à faire un gratuit crasseux"», déclare son rédacteur en chef Bertrand Lobry, le créateur du magazine *Défis*.

Il n'a pas suivi ces conseils. Les rubriques «explorer, apprendre, comprendre, agir» regroupent conseils et idées nouvelles pour aider les chômeurs à retrouver un emploi. Visiblement, la recette a pris : 200.000 exemplaires vendus tous les mois sur un marché de trois millions de demandeurs d'emploi. Et pour les pessimistes des facilités d'abonnement (152F. pour un an).

Perçu comme un contrepoids à la pesanteur administrative de l'ANPE, *Rebondir*, comme ses jeunes émules *Vive l'emploi* ou *Boulo hebdo*, n'est pas pour autant une oeuvre philanthropique. Les accros peuvent désormais se procurer reliures et guides pratiques ou se connecter au 36 15 *Rebondir* pour la modique somme de 2,19F. la minute... Impossible aujourd'hui d'échapper au sacro-saint minitel qui rapporte gros à ses opérateurs. Les créateurs de services télématiques se battent par écrans interposés à coups de 36 15. Il en coûte de 2,19 à 3,42F. pour une minute d'utilisation des serveurs ou 8,76F. la connection et 2,19F. la minute pour ceux qui préfèrent le bon vieux téléphone. Autant dire une petite fortune quand il s'agit de taper son CV ou rédiger sa demande d'emploi... Sur les 540 serveurs de la rubrique *Emploi-travail*, le mensuel *Que choisir* n'a sélectionné que trois serveurs sérieux*.

Un filon déjà exploité depuis longtemps par les minitels de rencontre plus ou moins polissons, rapaces de la solitude qui attirent les âmes esseulées pour mieux les délester.

Géraldine Langlois

* 36 15 Canalplus, 36 15 APEC et 36 15 Cadremploi. (Que choisir, n°292).

Télé emploi

28 mars - 17 avril: *Télé-Emploi*, sur le canal d'Arte, a procuré vingt et un jours de bonne conscience à France-Télévision. A moins que ce ne soit des jours d'efforts qui se sont soldés par un retour au chômage pour 18 des 25 membres de l'équipe... dont des rescapés de *La Cinq*. Le but premier de l'entreprise était de faire des offres d'emploi, des informations pratiques et de «mettre le public en relation avec le maximum de services», compte tenu du fait que l'ANPE centralise seulement 20% des offres d'emploi existantes. L'objectif était ambitieux. Mais treize semaines pour concocter les programmes, c'est court. De fait, ils n'ont pas vraiment convaincu les téléspectateurs. Ils ont reproché à la chaîne de s'adresser presque uniquement aux jeunes, de tomber parfois dans la caricature, notamment dans le sitcom «Bouge-toi», et de renvoyer trop facilement au serveur Minitel (1,27F la minute). En revanche, les coups de gueule des quidams rencontrés dans toute la France par le camion-régie, sur le thème «La crise parlons-en», ont été très appréciés. Mais aussi de bonnes idées que l'équipe, le directeur d'antenne Pierre-Henri Arnstam en tête, aurait bien aimé approfondir avant le lancement en décembre de la chaîne éducative. 20 MF. étaient nécessaires pour continuer d'émettre jusqu'à la fin mai, 40 MF. jusqu'à la fin juin. Matignon ne l'a pas entendu de cette oreille et l'expérience a été interrompue alors que la chaîne était financée pour un quart par le Ministère du Travail, un quart par de grandes entreprises publiques (EDF, France-Telecom) et le reste par les excédents de la redevance télé. Selon Alain Carignon, 6000 personnes auraient pourtant trouvé du travail grâce à *Télé-emploi*. Des chiffres invérifiables, pour François Déplat, rédacteur en chef. Malgré ses faiblesses, la chaîne a quand même retenu l'attention de 100 000 téléspectateurs par jour, elle a reçu 71 806 appels minitel et 29 702 coups de téléphone, soit 10 000 par jour. Pour ne pas décevoir ceux à qui l'expérience avait plu, service minitel et téléphone sont maintenus jusqu'à la fin mai. A défaut de programmes spécifiques, les chômeurs devront désormais se rabattre sur les émissions pour l'emploi des chaînes généralistes. Le *Journal de l'emploi* de Canal+* a fait école.

G.L.

* *Journal de l'emploi*, tous les jours à 7h23, en clair.

Au pied de la lettre

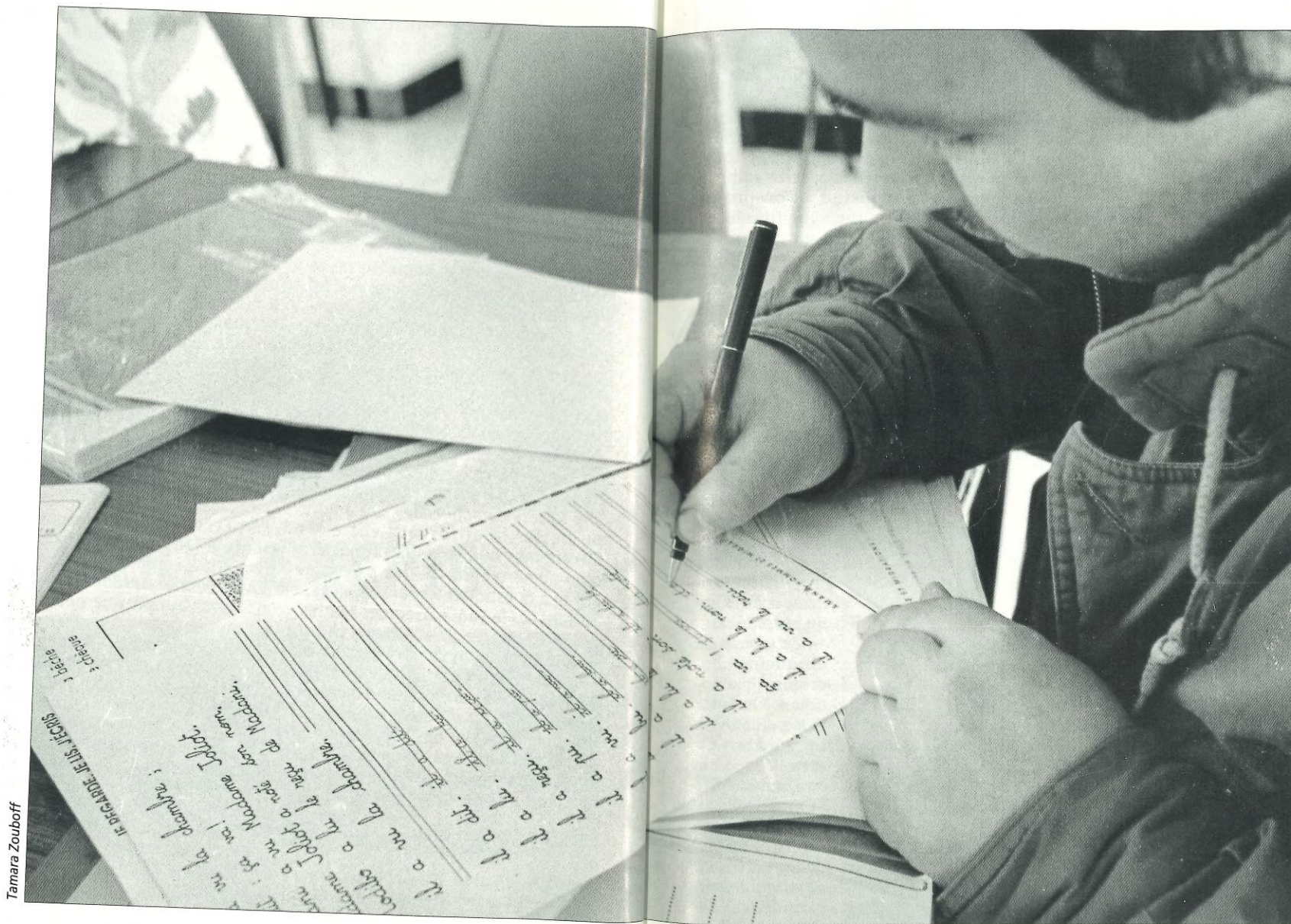
Ils parlent peu de l'école reléguée au rayon des mauvais souvenirs ou carrément au chapitre de l'oubli. N'avouent que quelques difficultés en français ou en maths. Et pourtant. RMistes ou bénéficiaires d'un contrat emploi-solidarité, ils se retrouvent deux fois par semaine à Lomme, près de Lille, pour apprendre à remplir un chèque ou faire simplement une soustraction.

Daniel a le regard fuyant des timides. Il s'est tassé au bout de la table sans mot dire, sans même enlever sa veste un peu passée. Quelques coups d'oeil furtifs et il se plonge dans un exercice de conjugaison. Comme absent à tout ce qui l'entoure. Il ne bronche pas quand l'éducatrice se penche sur son épaule, s'inquiète. «Ça va?» Il acquiesce d'un signe de tête. Amina Rouane n'insiste pas, poursuit le tour de table. «J'essaie de ne pas le brusquer. J'attends qu'il demande de l'aide», souffle-t-elle. Daniel n'a rejoint que depuis quelques semaines l'«Atelier du bon lecteur» au centre Léo Lagrange de Lomme.

Ici, on ne parle ni de classe ni de cours, et pas plus d'analphabètes ou d'illettrés. Deux termes bannis du vocabulaire. Trop lourds à porter. «Les Français qui viennent ici n'ont pas conscience d'être illettrés ou refusent de reconnaître leurs difficultés, un parcours scolaire souvent cahotique en raison de problèmes affectifs, ou de déficience... Ils ont inventé des systèmes de compensation, bien souvent. La mémorisation, l'écriture phonétique», explique Benoît Daveau, directeur du centre.

«Ils rejettent cette étiquette d'illettrés. L'an dernier, nous avons tenté de mettre en place

Près d'un Français sur dix a des difficultés à lire, écrire, ou simplement maîtriser sa langue, selon une enquête de l'INSSEE de 1986-1987



Tamara Zouboff

Analphabètes des temps modernes

«Les illettrés sont les analphabètes des temps modernes dans les sociétés industrielles. Il se peut qu'ils sachent leur alphabet, qu'ils sachent un peu compter, mais le savoir rudimentaire qu'ils possèdent n'est plus à la hauteur des exigences de la société contemporaine. Encore moins celle de demain.» Premières lignes du livre de J.P. Velis, *La France illettrée*, paru en 1988.

des antennes dans les quartiers. Un échec. La démarche a été perçue de façon positive par les étrangers. Mais pour les Français, c'était se labelliser. Et dans leur propre quartier! Ils ne venaient plus».

LA PEUR DE L'ÉCHEC

Il faut déjà du temps pour vaincre les appréhensions. Mauricette, 38 ans, a téléphoné cinq fois avant d'assister à une première séance. Hantise du tableau noir. Peur de devoir lire devant les autres. A cinq reprises, il a fallu la rassurer. Pour qu'elle s'inscrive enfin. Elle vient régulièrement depuis deux ans pour, dit-elle, «se perfectionner en français, s'entraîner à faire des tests», mais bloque toujours sur les maths. Sa bête noire.

Amina l'éducatrice une fois encore n'insiste pas devant le refus réitéré, préfère l'interroger sur ce stage en restauration qu'elle débutera la semaine prochaine. Histoire d'étudier ensemble l'itinéraire le plus simple. Ce sera le second stage cette année. Le premier n'a duré que deux jours, puis Mauricette a flanché.

Toujours ce même manque de confiance qui l'a conduite –plusieurs années durant– à ce qu'elle appelle pudiquement un «arrêt maladie». Après différents boulots «manutentionnaire, gondolière, ouvrière spécialisée dans la fabrication de chips» enchaînés dès l'âge de 16 ans.

Maria, 28 ans, a elle aussi quitté tôt l'école. Pour entrer dans l'hôtellerie comme serveuse. Elle est sans emploi depuis la naissance de son fils. «J'suis pas super douée surtout pour remplir les papiers», confie la petite brune dans un sourire. «J'allais voir une assistante sociale pour qu'elle m'aide. Et puis, j'en ai eu assez. J'ai voulu me débrouiller toute seule. Je n'ai pas manqué une seule séance depuis deux mois», annonce-t-elle d'un ton triomphal. Sa trousse craquante d'être trop neuve répond comme un écho. Sur le cahier impeccable, un exercice de grammaire: «Différencier le verbe du complément»...

L'ACCENT SUR LE QUOTIDIEN

Amina poursuit le tour de table. Encourage Mohamed qui n'arrive pas à écrire sur la ligne. «C'est difficile d'écrire, de lire le français», souffle le Marocain qui réside en France depuis cinq ans. A ses côtés, Nathalie, 24 ans, peine sur les auxiliaires. Un CAP de couture en poche, «enfin seulement la partie pratique», elle a quitté l'école à 19 ans. Si elle désire aujourd'hui «se remettre à

niveau», c'est pour aider l'ainée de ses quatre enfants, entrée cette année en classe de CP. A huit ans.

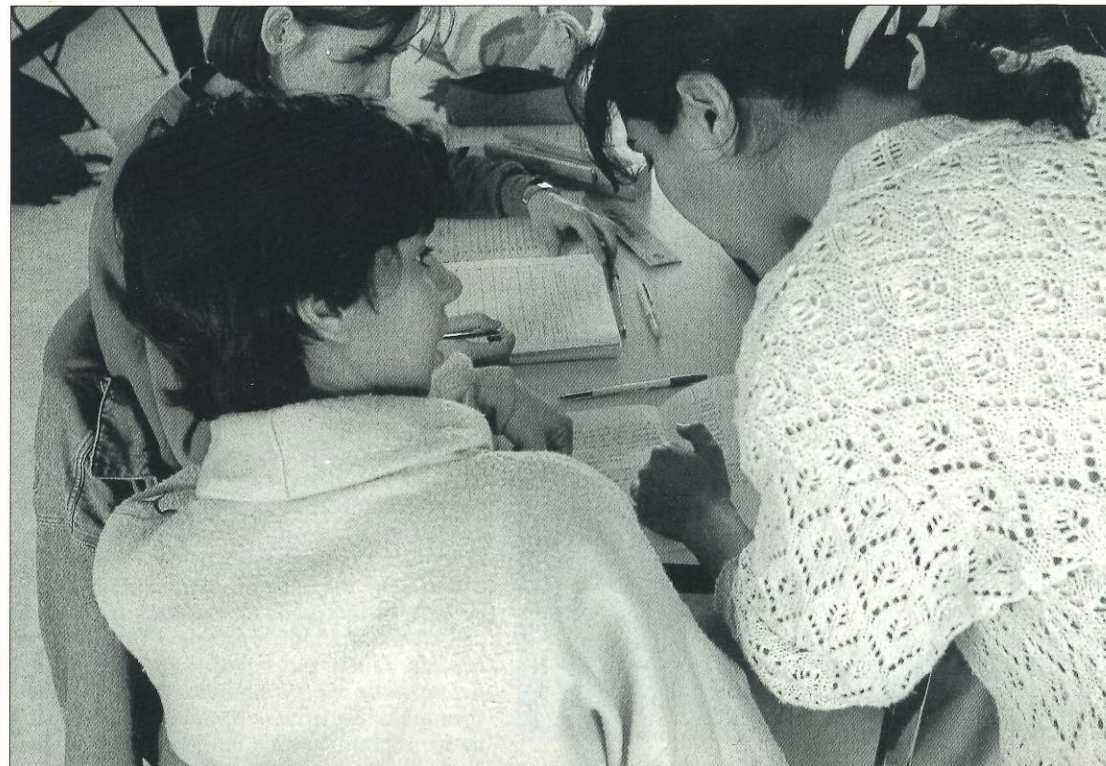
«J'ai-ma-mai-son-à-moi», égrène-t-elle. Mustapha la corrige sur les conseils de l'éducatrice. Facilement. Le Marocain se débrouille bien en français, mais surtout en maths. Ici, il a été baptisé roi du calcul mental.

Ce n'est pas comme Rabah le taciturne qui refuse obstinément de lâcher sa calculatrice. Pourtant il pique du nez comme les autres, Mustapha, à l'heure de se porter volontaire au tableau pour une soustraction à trois chiffres. Et avec des retenues.

«ON TRAVAILLERA AVEC DE L'ARGENT»

«Attention, la semaine prochaine, on passe au concret», annonce Amina. «On travaillera avec de l'argent. Vous irez acheter du café, du pain... S'il vous manque de l'argent à la fin de la séance, vous vous débrouillerez pour nous rembourser! ». Sourires dans les rangs.

«J'essaie de ne pas les brusquer. J'attends qu'ils demandent de l'aide»



Tamara Zouboff

Le rapport décisif

Le problème de l'illettrisme éclate en 1984, quand atterrit sur le bureau du Premier ministre d'alors, Pierre Mauroy, un rapport intitulé *Des illettrés en France, une étude dirigée par Véronique Espérandieu*. Le constat est tellement accablant que le gouvernement crée sur le champ une mission interministérielle, le Groupe permanent de lutte contre l'illettrisme (GPLI). Quoique louable, la prise de conscience vient un peu tard par rapport aux autres pays européens, où l'on s'est attaqué au problème depuis déjà plusieurs années (dès 1947 en Italie).

L'école de Sisyphe

D'après le rapport Migeon, remis à Lionel Jospin en 1989, 20 % des jeunes quittent l'école primaire sans savoir lire. Le CP et le CE1 sont cruciaux pour l'avenir scolaire des enfants. Tout le monde sait que c'est à ce niveau que l'effort doit être porté, mais une fois de plus les moyens et les méthodes sont largement insuffisants. S'ils restent en l'état, la lutte contre l'illettrisme continuera à ressembler fureusement au mythe de Sisyphe.

Ils ont maintenant abandonné leurs feuilles et cahiers, les exercices en solitaire que chacun accomplissait à son propre rythme. La discussion prend un tour informel. Enfin presque. Amina évoque le changement de nom de deux stations de métro, le trajet jusqu'à la Caisse d'allocations familiales lilloise ou l'ANPE. «On change de ligne à quel station déjà?». Les réponses divergent.

Quant à savoir ce que proposent ces deux agences, c'est pour tous un grand mystère. «Vous demandez au moins au personnel de l'ANPE de vous renseigner sur les petites annonces?», s'inquiète Amina.

Le silence est éloquent, les mines sceptiques. On lance l'idée d'une visite guidée. Ce sera la seconde de l'année après la sortie collective au cinéma qu'ils ont ainsi découvert. «Le plus important, c'est de leur redonner confiance et des moyens pour qu'ils débrouillent seuls. Il faut leur faire comprendre qu'il est possible de s'en sortir», martèle Amina.

La séance touche à sa fin. Dernière à signer la feuille de présence : Corinne, 23 ans. Une jeune femme aux cheveux courts, en bataille, qui bénéficie d'une allocation pour adultes handicapés. Elle prend son temps. Peu importe. Il n'y a pas si longtemps, 18 mois à peine, elle sortait sa carte d'identité, la posait là tout contre la feuille de présence. Pour recopier son nom, son prénom.

Anne Fairise

ILLETTRISME

Un mal, des mots

Lire, écrire, compter... Le b-a ba de la connaissance demeure une énigme pour 10 à 15 % de la population adulte française. Il aura fallu patienter jusqu'en 1984 pour que l'Etat se penche sur ce problème. Avec de la bonne volonté mais bien moins de moyens qu'il n'en faut pour guérir le mal des mots dits.

Si l'on s'en tient à la définition généralement admise par les universitaires et les associations, sont illettrés les adultes qui, bien qu'ayant été scolarisés, ont oublié très largement, voire complètement, les savoirs de base, c'est-à-dire lire, écrire et compter.

Pour ceux qui ne maîtrisent pas les mots, le quotidien devient rapidement un enfer pavé de mille maux. Remplir un chèque, passer son permis, se repérer sur un plan, lire l'heure, son courrier, un mode d'emploi, doser un biberon... Ces formalités, et tant d'autres, constituent un véritable calvaire pour les personnes en situation d'illettrisme.

Effet boule de neige oblige, ce handicap entraîne d'autres, complexe d'infériorité, honte lancinante, puis généralement repli sur soi. L'illettré se bâtit un univers de poche qu'il connaît suffisamment pour dissimuler ses carences. Dans une société où le niveau intellectuel moyen ne cesse de s'élever, où la culture sort peu à peu de sa tour d'ivoire, le «désapprentissage» — quand apprentissage il y a eu — des savoirs de base pardonne peu.

Alors que depuis 10 ans, le gouvernement clairoie le credo d'airain du 80 % de réussite au bac, 10 à 15 % de la population française adulte sont restés sur le quai.

Et pourtant, en 1979, tout allait pour le mieux dans le meilleur des mondes. Dans un questionnaire de la CEE, la France affirmait avec un bel aplomb qu'il n'y avait pas d'analphabétisme au sein de la population française adulte. Concernant les adultes qui n'ont jamais été scolarisés et donc ne savent ni lire, ni écrire et compter, l'analphabétisme était considéré comme le lot des seuls nomades et immigrés. Impossible que cela concerne une population autochtone obligée d'utiliser ses fonds de culotte sur les bancs de l'Education nationale. Pas de ça chez nous.

A la même époque l'association ATD-Quart Monde forgeait un néologisme, l'«illettrisme», quasi-synonyme de l'analphabétisme, mais

adapté à la réalité des populations défavorisées des pays industrialisés.

C'est la crise qui a servi de révélateur pour l'illettrisme. Les salariés faiblement qualifiés ont été les premières victimes des plans de licenciement, les premiers à garnir les fichiers de l'ANPE, où leurs difficultés de lecture et d'écriture ont été rapidement perçues.

Créé en 1984, le GPLI (voir page 52) est encore incapable de mesurer avec précision le nombre d'illettrés en France. Difficile dès lors d'exercer une action réellement efficace. Selon une étude de l'INSEE datant de 1989, 3,3 millions d'adultes sur 37 (9 %) seraient en situation d'illettrisme. 1,4 million d'immigrés, et 1,9 million de Français...

Parallèlement, une enquête réalisée entre mai 1990 et avril 91 révélait que 20 % des jeunes appelés s'échappaient sur la compréhension d'un texte simple de 70 mots. D'autres études ont été menées auprès des chômeurs longue durée et des jeunes aux prises avec la justice, mais la population en situation d'illettrisme, dont le caractère dominant est sans doute l'hétérogénéité, est loin d'être cernée.

Dans le Nord-Pas-de-Calais, l'antenne du GPLI, la Direction régionale de la formation professionnelle (DRFP), est consciente du problème mais ne sait toujours pas comment le régler. Un premier pas est peut-être franchi avec la création toute neuve d'un groupe régional de lutte contre l'illettrisme dont le but est de coordonner les politiques régionales.

Avec des partenaires tels que le Conseil régional, les conseils généraux, l'ANPE, la Direction régionale du travail, le Fonds d'action sociale, la DRFP espère bien parvenir rapidement à une évaluation rapide du nombre de personnes concernées dans la région. «L'idéal, ce serait de commander au CUEEP (Centre universitaire d'économie et d'éducation permanente) une enquête grande nature, soupire Stéphanie Globez,

responsable régionale du GPLI. Mais cela prendrait 3 ans, et nous n'en avons pas les moyens».

Deux autres solutions, moins satisfaisantes, sont offertes : demander aux missions locales et aux PAIO (Permanences d'accueil, d'information et d'orientation) de faire «remonter» les cas qu'elles rencontrent, ou prendre pour base de travail les demandeurs et bénéficiaires du RMI.

Les moyens, c'est ce qui fait défaut à l'antenne régionale du GPLI, qui a touché en 93 750 000 F. (contre plus d'un million en 91), auxquels viennent s'ajouter les 3 MF que la DRFP reçoit du ministère du Travail. Depuis le début de l'année l'antenne n'a plus du tout de moyens. Le nouveau contrat de plan vient d'être voté, il faut passer les appels d'offres et les caisses sont vides. Du coup, sur les 15 actions financées par la DRFP, une fonctionne encore.

Illettrés, pas attendus

Autres grands argentiers de la lutte anti-illettrisme, le Conseil régional et le Fonds d'action sociale. Dans le cadre du IVE plan Etat-région, le premier s'est engagé à consacrer au problème 23 MF (dont 15 déboursés par l'Etat) jusqu'en 1998. Quant au Fonds d'action sociale, financeur public, il met depuis quelque temps l'accent sur la lutte contre l'illettrisme en entreprise, en accord avec la Direction régionale du travail et le CUEEP. Le but : apporter une qualification au personnel illettré concerné par les mesures de licenciement ou de restructuration. Dans les organismes de formation financés par le FAS, les salariés d'entreprise représentent 25 % du public des cours d'alphabétisation et de remise à niveau.

Un bon coup de pied aux idées commodes selon lesquelles les illettrés seraient dans leur quasi-totalité frappés de déficiences intellectuelles ou de troubles psychologiques. En bref, ce serait eux les responsables de leur échec, et non l'école, l'un des piliers de la République. C'est pourtant là que réside l'autre clé du problème.

Sébastien Chabard

JUSTICE

Dédale en son palais

Tribunaux d'instance et de grande instance de Lille. Douze étages.



«**B**onjour. Hier soir j'ai retrouvé ma fille morte dans le couloir». Derrière cette dame, la file d'attente s'allonge et s'impatiente. Au guichet d'accueil, Brigitte Onrade écoute. Aujourd'hui elle est seule pour recevoir le public. Elle reste très calme. «C'est la seule solution, vous savez. Les gens arrivent au Palais de Justice assez stressés, tendus. La plupart du temps, ils ne savent pas exprimer ce qu'ils veulent, alors il faut bien prendre le temps de les écouter».

Le «bocal» de Mme Onrade est situé à droite en entrant, en retrait du grand escalier qui mène aux étages. Avec toute son expérience de greffier divisionnaire chargé de l'accueil, Mme Onrade sait que la plupart des gens prennent directement l'escalier. «Ils se perdent un moment, et finissent toujours par redescendre me voir. En somme, je suis le premier contact avec la justice».

Dans le palais de justice de Lille, il y a douze étages, 217 fonctionnaires, 73 magistrats et 500 avocats. Chaque jour, 1000 particuliers viennent y régler un problème. Du bureau d'accueil à la salle d'audience, pour chacun c'est le début du gymkhana.

A la suite des plaintes du personnel, sans cesse dérangé par les arpenteurs de couloirs (qui ouvrent les portes sans frapper), une «commission accueil» a été constituée en 1992. Selon le greffe, avant l'année prochaine le service d'accueil sera transféré en haut

de l'escalier, ses effectifs seront renforcés, des fiches techniques seront distribuées au public. On pense aussi à des panneaux d'orientation, mais «une étude de fléchage, ça coûte 100.000 francs».

Les services du juge Carlier se trouvent au onzième étage. On y accède par un petit ascenseur latéral, au sous-sol, depuis que les ascenseurs centraux sont en panne. «Arriver à l'heure dans mon bureau, c'est un signe manifeste de bonne intégration», dit cette jeune magistrate. Un test comme un autre pour le juge d'application des peines, chargé du suivi des justiciables. Ce «travail de dialogue et d'explication», le juge Carlier l'effectue dans des conditions parfois surprenantes. Engorgement de la justice, manque de moyens face à l'augmentation de l'exclusion. Quand on vit en dehors des règles sociales, comment peut-on comprendre celles de la justice ? «Souvent les jeunes arrivent avec leurs copains, ils font du foin dans le couloir, quelquefois nous sommes même obligés d'appeler la police pour ramener le calme». Pas de quoi cependant briser l'idéal du Mme Carlier, son rêve de «justice plus humaine». «J'ai eu la vocation en assistant à un jugement», raconte-t-elle, «j'avais été révoltée par la façon dont les magistrats s'adressaient aux gens». Aujourd'hui Mme le juge se désespère de la façon dont les gens s'adressent à elle. «Certains n'en ont rien à faire, il s'assoient sur mes convocations. Ils

Olivier Medaer/Matia



AGE MUR,

Bienvenue... Bienvenue dans un monde où l'exclusion peut happer n'importe qui à chaque instant. A l'entrée dans l'âge adulte, attacher sa ceinture et surtout rester sur les rails, si on le peut. Un accident est si vite arrivé... Un accident de parcours qui conduit tout droit en correctionnelle, voire en prison, ou un accident tout court, avec un handicap à vie au bout. Il est donc recommandé de ne pas s'écarter du droit chemin : la communauté des gens bien intégrés décline toute responsabilité en cas de perte de ressources ou de vie sociale. Ultime précaution pour ceux qui sont différents : ne pas emprunter l'autoroute des gens normaux, des routes plus paisibles et bien séparées de la majorité bien portante sont prévues. Illettrés, sourds, handicapés, africains, hermaphrodites et gitans bienvenus.

préhension à laquelle se heurtent les parias du suicide.

« Pourquoi le suicide est-il inimmuable? Parce qu'en menaçant le langage, il viole un tabou sans lequel le maintien et le fonctionnement de l'appareil social est impossible, le suicide tombe sous le coup de l'interdit.

Le suicide est une tentative pour maîtriser la vie. En une dernière révolte, l'être qui sent son mot se dissoudre s'affirme comme sujet et prouve qu'il l'est toujours puis- qu'il peut encore en décider. Derrière l'acte de mort se cache un désir de vie.

L'article termine sur un credo : recevoir la parole impossible du suicidant. Lui donner l'occasion « d'une parole libre plutôt que celle d'un acte libre afin de restaurer, défendre et réconcilier, avec lui, vie et liberté ».

Signé : « Des in-nommés ».

L'Association de Georges, SOS-Phénix Lyon, est la seule antenne locale à proposer un accueil spécifique pour les jeunes, et ce depuis février 1993. « Les jeunes qui venaient étaient très impressionnés par les adultes. Aussi, on a décidé de créer une permanence pour les adolescents et les jeunes de 15 à 25 ans. »

Chaque jeudi, des jeunes viennent raconter, souvent à demi-mots leur histoire.

« Pour un adulte, il faut surtout que je me taise pour créer un climat et alors il se met à parler. Un jeune, il faut parler beaucoup pour le faire parler un peu », explique Georges.

« Au départ, les jeunes qui faisaient des tentatives de suicide, je pensais que c'était tous des merdeux qui voulaient qu'on discute avec eux, recommandait-il. Mais c'est grave et on ne peut le prendre à la légère. »

Pour les écouter et leur parler, Georges a sollicité des personnes sur la même longueur d'ondes qu'eux : le professeur est allé chercher des anciens élèves. Aujourd'hui, 12 animateurs de 19 à 23 ans assurent ainsi l'accueil de la permanence. Près de 40 jeunes sont passés au numéro 3 du cours Lafayette depuis l'ouverture de cette permanence.

Souvent, Georges découvre qu'ils n'ont pas un réel désir de mourir : « T'as avalé des cachets? Tu savais les conséquences? » leur demande-t-il. « Je pensais que j'allais m'endormir et que pendant un certain temps, j'allais ne plus souffrir. » « Tu savais que tu pouvais mourir? - Ah non, je ne pensais pas mourir »

Tous les jeudis soir, une porte leur est donc ouverte. Au premier étage, un appartement, vaste, s'élève sur trois pièces soigneusement meublées et une cuisine. Dans la salle de séjour, un divan et deux fauteuils moelleux qui invitent à la paresse, une grande table familiale pour le repas pris en commun, des petits mots accrochés sur le mur. Des bouteilles à la mer, des phrases balancées en noir et blanc par des habitués du lieu ou des visiteurs anonymes d'un soir.

« Je cours, je pars, je voudrais tant m'évader. Je veux voir les nuages, le soleil, la plaine. Je veux m'en aller nulle part. Sans but, sans regret, sans rien. Sans but, sans regret, sans rien. Je n'ai plus de but, plus aucun exemple à suivre. »

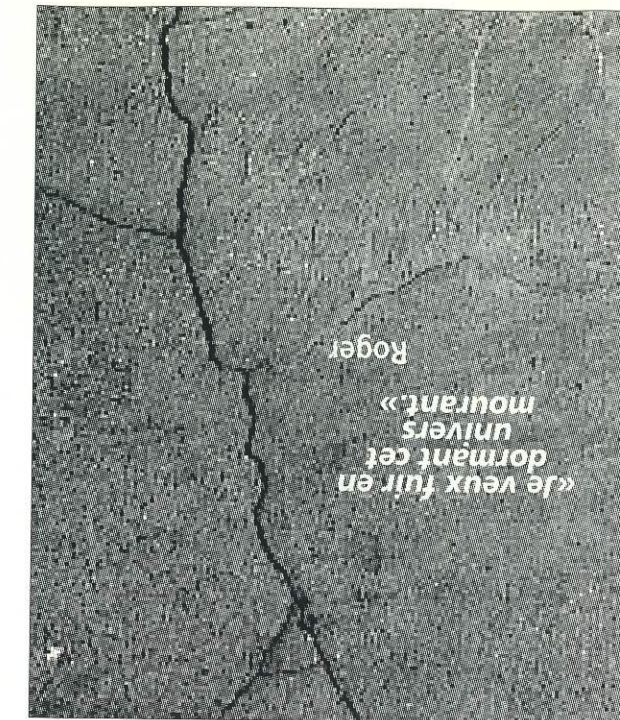
Anne Ricou

(1) *Adolescence et suicide*, sous la direction d'Huguette Caglar, Editions sociales de France, 1981.

(2) *J'en ai marre*, Hélène Rissacher et Chantal Lasbats, Collection Parents/Enfants, chez Presse Pocket, 1993.

SOS-Suicide Phénix Lyon, 6, cours Lafayette, 69006 Lyon. Tél. : 78,52,55,26.

Fédération SOS-Suicide Phénix, 36, rue de Gergovie, 75014 Paris. Tél. : (1) 40,44,46,45.



la violence dans les familles, l'inceste, d'accord. Mais je suis arrivée ici il y a 5 ans et en 5 ans il n'y a pas eu de réunion sur le thème du suicide. Ce n'est pas la mode en ce moment! Le malaise de la jeunesse, je ne sais pas si on a tellement envie de le décorquer. L'école n'est pas un lieu tellement social. Elle ne peut pas tout faire, mais pour les jeunes c'est quand même un lieu de vie. Mais l'école ça, elle ne veut pas le savoir.

Un constat sévère qui trouve un écho chez Georges, professeur d'anglais : « L'école ne remplit plus son rôle, il n'y a plus d'espace d'écoute, on bosse comme des fous ». Georges, la cinquantaine, la voix posée, un peu sourde, raconte son premier choc face au suicide d'un de ses élèves. « J'ai culpabilisé. C'était un de mes élèves de seconde, il s'est jeté du quatrième étage... Je n'avais rien senti. » Quelque temps après, Georges choisit de faire de l'écoute à SOS Amitié. En 1983, il quitte l'association par peur de devenir un « professionnel de l'écoute » et de perdre sa spontanéité.

Toujours profondément remué par le drame du suicide Phénix. Fondée en 1978 par des dissidents de SOS Amitié, cette association est ciblée sur la prévention du suicide qui passe par l'écoute téléphonique mais aussi l'accueil des suicidants ou des familles de suicidés.

Lyonnais, Georges décide de créer un lieu d'accueil de SOS-Suicide dans sa ville. En 1983, il monte donc son projet avec quatre ou cinq amis. Onze ans après, 17 « ac-cueillants, et non pas des écoutants » corrige Georges, toutes des personnes touchées par le suicide, se partagent les permanences.

Aujourd'hui, à Lyon, comme dans sept autres villes de France, SOS-Suicide Phénix cherche à alerter les gens sur ce sujet tabou et qui fait toujours peur. Un exemple frappant : l'association lyonnaise avait mis au point une campagne de sensibilisation pour les usagers du métro. Refus de la direction des transports en commun à cause d'un mot : suicide.

La « maladie honteuse » effraie, le suicide ne veut pas dire son nom. Dans le bulletin national de SOS-Suicide Phénix de décembre 93, un billet montrait toute l'incom-

Oliver Dekeyser/Matthia

t droit de vote

a délinquance : à Hautmont, les émigrés
aroeul, ils siègent au conseil municipal.



1985, une conseillère municipale s'occupait spécialement des communautés étrangères. Marc Wolf, maire de Mons, organise alors un scrutin. Les étrangers vivant à Mons vont désigner leurs représentants. L'opération est un succès : la participation est massive.

Mais la municipalité a pris un risque politique : selon Françoise Jullien, une majorité de Monsois est contre. Risque juridique également : le tribunal administratif finit par annuler la délibération du conseil municipal.

La mairie persiste. Une nouvelle élection est organisée discrètement le 12 décembre 1993. L'opposition, regroupée au sein de l'Association des démocrates et républicains monsois (ADRM), engage une nouvelle action en justice. En attendant, les trois conseillers sont élus et vont pouvoir siéger.

Françoise Jullien affirme que cette élection, loin de provoquer des réactions extrémistes, « a mis la pédale douce sur les propos racistes », au prix d'un gros effort pédagogique. « Quand certains Monsois ont manifesté des craintes, nous leur avons fait comprendre qu'elles étaient infondées et que le vote des étrangers n'était pas une atteinte à leurs droits ».

A Hautmont, Wilmotte n'a pas fait preuve de la même patience, tout le monde se demande quelle mouche a pu piquer le maire. Pour Mohamed Saïfi, 36 ans, président de l'association Réagir ensemble, « il a tout simplement fait une grosse gaffe. Et nous aussi, en manifestant. 400 jeunes beurs dans la rue, ça a renforcé les idées d'invasion. Wilmotte a joué sur la crainte des immigrés. Après le costume de Tapie, qui ne lui allait pas du tout, il a essayé celui de Le Pen, et il l'a gardé. »

En quelques années, Saïfi est devenu l'ennemi juré du maire. « Réagir ensemble », association de quartier ordinaire au départ, s'est affirmée comme une sorte de « mairie-bis ». Saïfi fait office de médiateur entre les autorités et les laissés-pour-compte de la commune : « Wilmotte supprime les aides aux immigrés, ou fait traîner interminablement leurs dossiers. Il a refusé des enfants d'immigrés à l'école ».

« Les gens du coin savent comment le maire traitent les gens d'origine maghrébine », ajoute Jean-Claude Hénaut. « Je ne les crois pas racistes, mais ils vont le réélire aux municipales de 1995. En fait, ils voudraient retrouver du travail. Comme on ne leur offre pas cette sécurité là, ils veulent être tranquilles côté délinquance. Et pour eux, l'insécurité, ce sont les immigrés ». Wilmotte reprend les thèmes de Jean-Marie le Pen et par la même occasion ses voix. Le FN est passé de 30 à 8,06% à Hautmont.

●●●

A Mons, les deux élus du Front National ont rejoint l'ADRM, qui entend mettre fin à la présence des étrangers au conseil, qu'elle juge à la fois illégale et inefficace. «Ceux qui ont été élus en 1985 ont fini par ne plus venir dans les dernières années de leur mandat. Ils n'ont jamais servi à rien», estime Francis Peltier.

Les élus de décembre 1993 commencent seulement à travailler. Ils sont informés des problèmes de la gestion communale et siègent au conseil, en tant que simples observateurs. Ils ne peuvent intervenir que lors d'une interruption de séance demandée par le maire et n'ont pas le droit de vote.

Sadek Chafaï, 27 ans, Français d'origine algérienne, représente l'Algérie et l'Afrique Noire : «Je ne trouve pas choquant que des populations qui vivent ici et paient des impôts aient le droit de vote», affirme-t-il comme Françoise Jullien. Selon lui, les personnes étrangères, surtout les plus âgées, souffriraient de devoir renoncer à leur nationalité d'origine pour obtenir le droit de vote en France. Pablo Cabo, autre conseiller associé, en est un parfait exemple: en France depuis 1945, il a servi

souvenir désastreux. L'Association de prévention spécialisée de Mons (APSM) a réussi à obtenir son départ en déposant une plainte auprès du procureur de Lille : cet inspecteur s'était introduit sans mandat dans l'appartement d'une famille immigrée pour y procéder à des interrogatoires musclés. Il a été muté après enquête de l'Inspection générale des services.

«Mons n'est pas un coupe-gorge», explique l'inspecteur Ollivier. «On relève une somme de petits actes, essentiellement des atteintes aux biens, qui fatiguent la population et lui donnent un sentiment d'insécurité». Cette petite délinquance est liée au trafic de drogue, «en recrudescence alarmante». Deux toxicomanes sont morts par overdose dans les six derniers mois.

Les animateurs de l'APSM, confrontés eux aussi au trafic, ont pourtant le sentiment d'un relatif coup de frein. «On a réussi à mettre une chape de plomb sur la drogue, par rapport à 88-91. Mais les gens ont encore peur, ils cherchent à se protéger», précise Rabah Belkacem, l'un des animateurs. «On trouve des seringues dans les entrées, sans parler des morts par overdose». Selon l'APSM, la police est inefficace : «Ce sont toujours les mêmes petits consommateurs qui paient, alors que les trafiquants notoires ne sont jamais ennuyés», déplorent-ils. L'inspecteur Ollivier réplique que la police doit prendre le temps de rassembler des preuves contre les dealers. Des impératifs difficiles à faire admettre.

A Hautmont, le maire a demandé un renfort en policiers auxiliaires, estimant que la ville n'était pas sûre. Sentiment apparemment partagé par la population. Or, selon l'inspecteur Loir, en poste à Hautmont, «le sentiment d'insécurité n'a aucun fondement objectif. C'est une ville ordinaire; la délinquance y régresserait même. Les craintes augmentent sans raison. Ce n'est pas Willemotte qui les crée, puisqu'elles existent ailleurs dans la

Sambre, mais il les entretient.»

A s'en tenir aux chiffres, Hautmont est une énigme : un taux de délinquance ordinaire, une proportion d'immigrés de 16,60%. Rien d'extraordinaire. Le sentiment d'insécurité des Hautmontois montre plutôt qu'ils se sentent délaissés. «On est le cul du département, et on reçoit plus souvent des coups de pied qu'autre chose», explique la directrice du programme DSQ, Jacqueline Lesot, proche du maire. Même écho chez le curé : «Les gens de Lille ne sa-



Olivier Dekeyser / Matia

vent pas qu'on existe». «Il n'y a rien à faire à Hautmont. La grande sortie, c'est d'aller faire un tour à Auchan. Les diplômés s'en vont. Entre 82 et 90, la ville a perdu 1000 habitants. Restent les plus pauvres, des familles qui vivent depuis des années dans des cités de transit. La ville a été oubliée», estime Mohamed Saïfi.

Et c'est là que Willemotte vise juste : «Nous avons fait circuler un questionnaire : les gens veulent enlever la laideur de la ville», explique Mme Lesot. Requête prise au pied de la lettre : l'argent du DSQ (10 millions de francs sur quatre ans) est allé à un programme de réhabilitation du centre-ville. Dans l'esprit de la municipalité, il faut redonner bonne image à Hautmont, pour attirer des entreprises. Mais la personnalité du maire ne va-t-elle pas dégrader l'image de la commune, au point que la région ne signe pas son projet de contrat de ville, capital pour l'avenir ? Déjà, Hautmont n'a pas eu son lycée: pour «punir» Willemotte, il est parti à Maubeuge.

Mons-en-Baroeul, face à Hautmont mis au piquet, est le bon élève du département. Mais la commune ne fait pas de zèle inconsidéré : pas question de concentrer les populations défavorisées ni d'accueillir toute la misère environnante. Les responsables de l'APSM s'inquiètent de discriminations à l'encontre des étrangers dans l'accès au logement. «Nous n'avons pas d'appartement à votre convenance», s'entendent souvent répondre les familles immigrées. Pour

Françoise Jullien, les choses sont très claires: «l'attribution de logements HLM répond à des règles et tout le monde doit s'y soumettre. Une famille peut se voir refuser un logement parce qu'elle est étrangère, ou monoparentale, ou parce qu'elle a des ressources précaires, pour des raisons très diverses». En fait, les offices HLM assument une certaine discrimination, destinée à éviter la concentration de familles en difficulté dans les mêmes immeubles.

Mons accueille assez de populations défavorisées, estime Mme Jullien : «Nous voulons bien régler le problème du logement des familles monso-monsoises, mais nous refusons la venue de personnes extérieures à la commune dans les logements HLM». Pas question que «la municipalité d'à côté considère Mons comme sa poubelle».

La municipalité d'à côté, c'est Marcq-en-Baroeul, la banlieue chic de Lille. Là-bas, peu d'immigrés, de chômeurs, et moins de délinquance. Mons, comme Hautmont, concentre les difficultés, qui s'exacerbent en temps de crise. Insérée dans la Communauté urbaine de Lille, Mons se sent moins abandonnée qu'Hautmont. Elle s'est engagée dans une voie plus prometteuse pour résoudre ses problèmes d'intégration. Reste à savoir quelle ville fera école. Dans le bassin de la Sambre, on parle déjà de «listes Willemotte» dans plusieurs communes aux municipales de 95...

Jean-Luc Le Roux
et Erwan Seznec

Rien à faire à Hautmont. La grande sortie, c'est une virée à Auchan. L'ennui aidant, les renseignements généraux pronostiquent un été chaud dans les banlieues. Simone Veil a promis des fonds destinés à prévenir l'incendie.



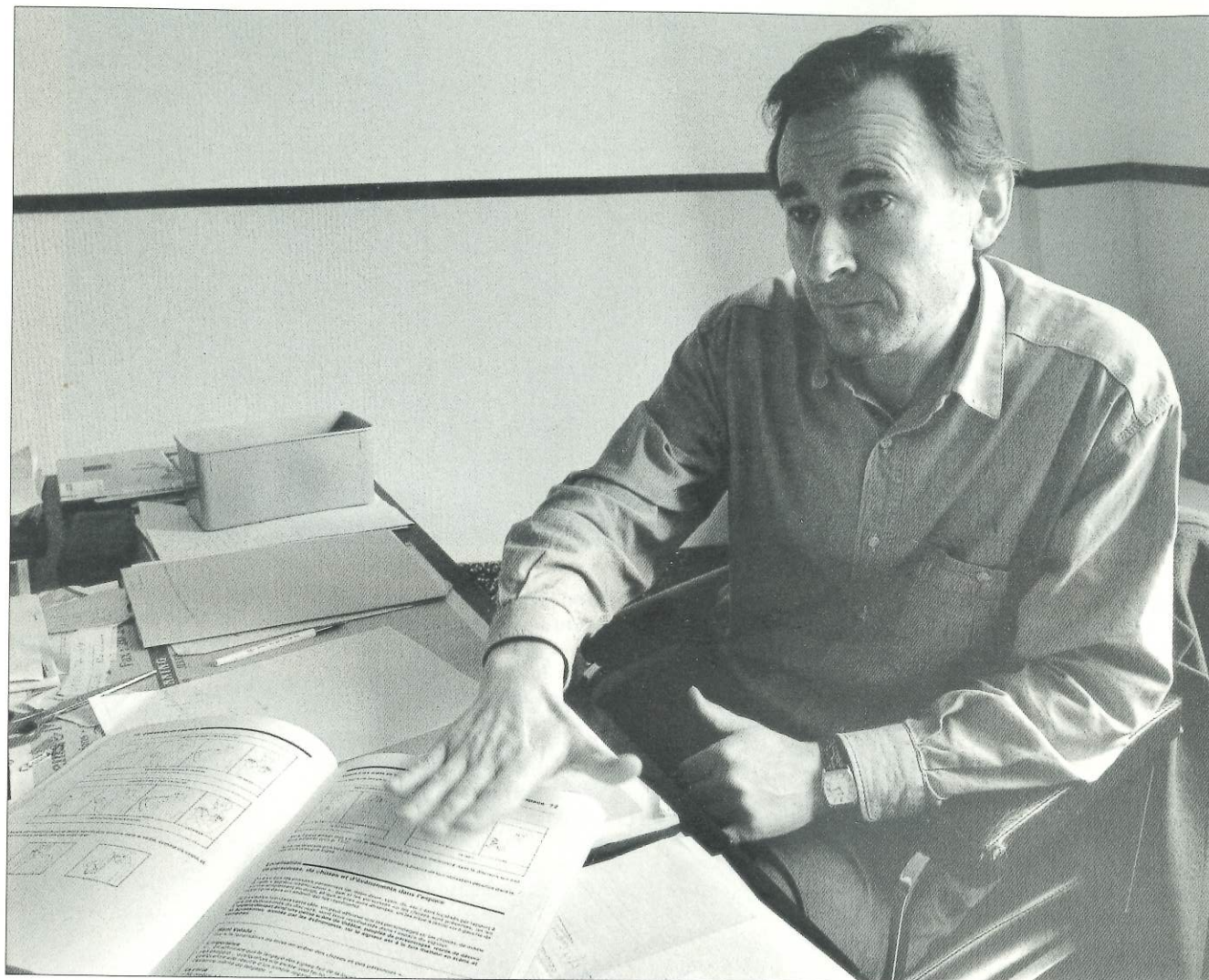
Olivier Dekeyser / Matia

Le Nouveau-Mons : du béton et une mauvaise réputation. Pourtant les habitants aiment leur quartier : «C'est pas le Bronx».

dans l'armée française lors des guerres d'Indochine et d'Algérie, mais il a gardé la nationalité espagnole.

Selon Sadek Chafaï, les conseillers associés doivent jouer les médiateurs entre la communauté étrangère et les autorités. Si les immigrés sont plutôt bien intégrés à Mons, ils restent méfiants envers les institutions, y compris la police. L'inspecteur Pierrick Ollivier, à Mons depuis janvier, ne rencontre pas de difficultés particulières. Par contre, son prédécesseur a laissé un

Dialogue à quatre mains



Ronan Thomas

Depuis qu'il a ouvert les yeux sur le monde, il y a 45 ans, son silence s'est peuplé de gestes. Des signes et des regards qui ouvrent la porte à une perception accrue.

Avec Jean-Pierre Dupont, Théophile Wiczorek a créé en 1984 le Centre social formation et culture des sourds (CSFCS).

Leur credo : «le sourd-muet n'est pas un handicapé, mais une personne pour qui certaines situations sont handicapantes».

L'Exclusif : Bonjour, Théo. (Théo approche sa main de ses lèvres avant de la baisser devant lui en signe de salut). Comment s'est-on aperçu que vous étiez sourd ?

Théo : Ma mère trouvait que je criais beaucoup, alors un jour, mon père s'est placé derrière moi, et a appelé «Théo, Théo» ! Je ne me suis pas retourné. J'avais huit mois, et j'étais sourd profond. Mes parents m'ont fait passer des tests qui ont levé les derniers doutes. Au début, je suis allé à l'école avec les entendants. Dans le Pas-de-Calais où j'habitais, il y avait bien une école spécialisée, à Arras, mais ils n'avaient plus de place pour moi. Plus tard, je suis parti au centre d'Asnières.

– Mais auparavant, à l'école des entendants, quel était le comportement des autres enfants avec vous ? Vous vous sentiez exclu ?

– J'avais de bonnes relations avec mes copains d'enfance, je jouais avec eux sans problème. On se comprenait par gestes dans nos jeux. En dehors, il n'y avait pas de communication, ce n'était pas possible ! Je n'ai jamais eu l'impression d'être exclu, je savais bien que j'étais différent. Je pensais à l'époque que c'était normal, qu'il y avait les sourds d'un côté, les entendants de l'autre. Je ne me rappelle pas avoir été rejeté pour autant, au contraire. Simplement, il n'était pas possible d'avoir une conversation.

– Et en classe ?

– Je regardais sur mes voisins, je suivais un peu, mais je ne comprenais rien de ce qui se disait autour de moi. Je ne pouvais pas participer. Ma mère

a fait des démarches pour m'envoyer dans un établissement spécialisé.

– Comment communiquiez-vous avec vos parents ? Vous aviez mis un code au point ?

– Non. La situation de mes parents était particulière. Polonais, ils ont dû apprendre le français en arrivant ici, c'était déjà assez difficile pour eux. Ils mélangeaient les mots français et po-

quelques gestes simples pour les choses de la vie quotidienne. (Il fait le signe de manger). «A table, Théo!» (Il pose la tête de côté sur ses mains jointes). «Va dormir!» C'était très limité, je n'ai jamais eu de vrai dialogue avec mes parents.

– Et avec vos frères et sœurs ?

– Ma sœur aînée a sept ans de plus que moi... Nous n'avons jamais communiqué, ça nous a toujours séparés. En revanche, la petite m'a toujours connu comme ça, et on s'entend très bien, même si là encore, la conversation est plus réduite qu'avec des sourds. Au-delà de «Bonjour, ça va?», les entendants sont bloqués.

– A quel âge avez-vous quitté le foyer familial ?

– J'avais huit ans, quand je suis parti au centre d'Asnières. Là, comme dans toutes les écoles spécialisées de l'époque, le but était de nous apprendre à parler, avec l'aide d'orthophonistes. Il était interdit de «signer» en classe, même si entre nous, enfants sourds, on ne communiquait que comme ça, en cachette. Je n'oublierai jamais cet orthophoniste qui me punissait, parce que «je ne comprenais rien...» Avant, les sourds étaient opprimés par les entendants (il fait plusieurs fois le signe de l'oppression, le poing gauche enfoncé vers le bas par la paume droite).

(Francine fait son office d'aide à la communication pour expliquer : «Jusqu'en 1976, la langue des signes était complètement interdite

dans les écoles pour sourds, depuis le Congrès de Milan de 1880. Mais elle a continué de se développer clandestinement, dans les écoles, d'où une



Ronan Thomas

lonais, j'en ai gardé quelque chose dans les signes que je m'inventais. Par exemple, pour dire «Grand'oncle», je faisais le signe qui veut dire «grand» en français, et un autre pour «oncle» en polonais. Mes parents et moi avions



langue très variée en France, mais aussi d'une école à l'autre. Des recherches sont en cours actuellement pour unifier cette langue. On se sert aussi du français signé, compréhensible par tous, puisqu'il s'agit de traductions littérales de mots français. Les sourds ont aussi appris à lire sur les lèvres, mais ils ne captent jamais que 30% du message par la lecture labiale.»

– Est-ce qu'il y a des niveaux de langue en LSF?

– (perplexe) Meilleure est la gestuelle, meilleur est le niveau. La question se joue plutôt en termes de vocabulaire. Le système Antiope de sous-titrage des émissions à la télé enrichit déjà le vocabulaire des sourds. Il existe aujourd'hui un alphabet des signes, et des dictionnaires de LSF, mais de nombreux mots n'existent pas. Nous manquons de vocabulaire technique, ou de santé. Il n'y a pas de signes spécifiques non plus pour exprimer des concepts intellectuels ou psychologiques. Je participe à un groupe de recherche national, Lexica, pour trouver des gestes correspondant à un métier précis, comme plombier, ou chauffagiste.

– Qui finance les recherches? L'Education nationale?

– (les bras au ciel) Le Ministère, il s'en fout ! C'est L'Anpeda qui conçoit une bonne partie de ces travaux, financés par l'International Visual Theatre (IVT) de Vincennes, et l'Agefiph, dont les fonds proviennent notamment d'entreprises qui refusent d'embaucher des handicapés.

– Quelle formation avez-vous reçue pour ces recherches? Vous avez des diplômes?

– Pffouh ! J'ai un CAP de métallurgiste ! A 18 ans, je suis sorti d'Asnières, et j'ai travaillé en usine. C'était très dur, et mon moral a baissé très vite. (Grimace, les deux mains plongeant vers le bas).

– Qu'est-ce qui était très dur, le travail?

– Je n'aimais pas ce travail. Je me suis rapidement senti isolé, malgré mes bonnes relations avec mes collègues, on ne pouvait pas communiquer. On n'avait pas les outils pour ça ! Je m'entendais d'ailleurs mieux avec les gens humbles qu'avec les haut placés, parce que les ouvriers travaillent avec leurs mains, les autres avec leur tête uniquement. Ils ne savent pas s'exprimer par le geste. J'avais besoin de parler avec des gens comme moi, par signes. Quand j'étais petit, on m'obligeait à parler, mais c'est très fatigant (il touche sa gorge). C'est par pitié pour les entendants que je parle parfois ! (Rires)

– Comment réagissent les entendants qui rencontrent un sourd, dans la rue, ou dans le bus?

– C'est très variable, ils nous regardent moins qu'avant comme des bêtes curieuses, du genre, «Ah, vous êtes sourd ? Bon, on s'en va !» Dans ces cas-là, vous êtes aussi handicapés que nous. Souvent quand un entendant m'arrête dans la rue, je lui indique ma montre, parce que je crois qu'il me demande

l'heure, alors qu'il veut du feu ! N'empêche que parfois, les entendants sont bien contents qu'on soit là. Quand j'étais jeune, j'ai beaucoup voyagé avec Jean-Pierre, partout dans le monde. Une fois, on est parti avec un groupe d'entendants. Avant le départ, ils étaient tous gentils, mais du genre «Pauvres sourds ! Vous avez faim, soif ? Vous n'avez besoin de rien ? Pauvres sourds !» A l'arrivée dans le pays étranger, Jean-Pierre et moi, on s'est commandé à boire au bar, en gestes. Les autres n'ont pas réussi à se faire comprendre ! Ils nous ont demandé de les aider ! (Rires encore.)

– Il existe un humour sourd?

– Notre humour est différent. Les blagues sont plus gestuelles. (Ses yeux pétillent.) On va voir si vous comprenez. (Il fait mine de faire du stop. Une voiture passe. Une fois, deux fois, trois fois. Elle s'arrête. Théo monte dedans, et là, surprise : il n'y a personne au volant, et pourtant, elle roule ! Théo redescend de la voiture, et regarde derrière le véhicule. Mais c'est bien sûr ! Le conducteur pousse la voiture...)

– C'est un humour qui ressemble beaucoup au mime, non?

– Le théâtre est très important pour les sourds. Quand j'étais ouvrier, j'ai entendu parler de stages de langues des signes à l'IVT, la première école à enseigner la langue des signes en France. J'y ai découvert le théâtre sourd. Au Centre social, nous avons une troupe qui monte des spectacles correspondant à la culture sourde, gestuelle. A Paris, un ami m'a emmené au Théâtre du Châtelet, mais c'est très difficile d'avoir accès à la culture pour un sourd. Au cinéma, on peut comprendre l'action si elle est très visuelle, sinon...

– Les sourds y ont-ils aussi difficilement accès au travail?

– Les sourds sont capables de tout faire, sauf de téléphoner. Mais les employeurs osent rarement embaucher, ils craignent les problèmes de communication. (Il s'interrompt soudain, se retourne. La porte derrière lui s'est ouverte, un jeune homme entre et prend une clef sur le mur. Il ressort, après quelques signes d'explication)

– Comment avez-vous su que quelqu'un entraît?

– (Il souffle devant lui.) J'ai senti le déplacement d'air. Nous sommes très sensibles aux vibrations, sur tout le corps. Pour s'appeler parfois, on tape

du poing sur la table, ou du pied par terre. Les sourds sont en général doués pour les travaux manuels parce qu'ils sont très attentifs, et compensent leurs déficiences auditives par une grande sensibilité tactile. Malheureusement, on les cantonne dans ce type d'activités parce qu'il leur est difficile de faire des études. Il faut des preneurs de notes, des interprètes, ça coûte cher, et peu d'entendants connaissent la LSF. C'est pourquoi nous proposons des cours de LSF en Université d'été ouverte aux entendants. C'est pareil pour le permis de conduire. De nombreux sourds échouent au "Code" parce qu'ils ne comprennent pas les questions. Je donne moi-même des cours de code pour sourds en langue des signes.

– Techniquement, quelles innovations facilitent la vie et le travail des sourds?

– J'ai déjà parlé d'Antiope. Il y a le Minitel, enfin, le Diatel, un serveur qui permet de téléphoner en écrivant des messages sur l'écran et de les envoyer, d'y répondre. C'est plus long qu'un coup de fil pour les entendants, pourtant les tarifs sont les mêmes, on fait pression sur

France Telecom pour que cela change, mais pour le moment, rien n'est fait en ce sens. Pour les sonneries du téléphone, de la porte d'entrée, on installe des lampes qui "flashent". Pareil quand le bébé pleure, il y a un micro près de son lit, et un flash dans notre chambre.

– C'est anecdotique, mais qu'est-ce que vous pensez des gens qui parlent beaucoup avec les mains comme les méridionaux?

– Ça aide, parce qu'ils sont plus à l'aise avec leur corps, mais ça n'a rien à voir et présente des inconvénients. Quand Virginie (la jeune stagiaire bordelaise, NDLR) est arrivée de Bordeaux, on lui a dit de garder les mains derrière le dos parce que c'était perturbant : on croyait toujours qu'elle nous parlait, et puis non, rien !

– Plus sérieusement, que pensez-vous des implants cochléaires, qui ont déclenché polémiques et manifestations de sourds en décembre dernier?

– (très vite) C'est criminel ! Ça fait plaisir aux docteurs qui nous prennent pour des cobayes. Un adulte

opéré voit tous ses repères bouleversés, il perd ses références. Pour un enfant tout petit, ou un adulte devenu sourd, je ne sais pas, mais moi, je veux rester sourd. Ce n'est pas comme une greffe d'organes; on enlève un rein, on le remplace par un autre rein. Là, il s'agit de rajouter un sens, c'est très différent !

Il y a aussi un aspect politique. Les directives du gouvernement suppriment la pension d'invalidité à 80% du sourd dès qu'il est appareillé. Idem pour les implants. D'ailleurs, la carte d'invalidité n'est plus définitive comme avant, mais renouvelable tous les ans.

– Votre bébé a trois mois à peine. Savez-vous déjà s'il est sourd?

– L'ORL l'a examiné, mais on comme il bouge tout le temps, on ne sait pas si c'est à cause des appareils ! S'il est sourd, je ne sais pas encore s'il ira à l'école des sourds ou des entendants. De toute façon, il apprendra la langue des signes.

Propos qui n'auraient jamais été recueillis par Anne Simonot sans l'aide à la communication de Francine Morès et Virginie Lannier.



Handicapés

L'insertion, c'est juste une illusion

Même si les gens normaux n'ont vraiment rien d'exceptionnel, ce ne sont sûrement pas les débiles et les gogols qui prendront leurs emplois : la plupart des employeurs rechignent encore à embaucher des handicapés

L'Envol à Mouscron (Belgique) compte une trentaine de résidents, presque tous externes, qui s'occupent en groupe à longueur de semaines. Journées rythmées par des passions (sport, couture, tissage, au gré des préférences), des espoirs (la préparation fébrile des *Special Olympics*), des épreuves (l'aggravation de l'état de l'un d'eux consterne toute la communauté).



Patrick Huybrechts

Les résidents de l'Envol restent cantonnés dans l'insouciance bienheureuse des centres d'accueil spécialisés, dernier rempart affectif et matériel quand leurs parents disparaissent

Un pis-aller, peut-être, vu de l'extérieur. N'empêche qu'eux ne vivent pas si mal leur dépendance par rapport à leur famille, leur centre: «c'est une préoccupation typique des "gens normaux", explique Joëlle Ballez, eux évoluent dans leur monde, sans se soucier de savoir s'ils sont dépendants ou non, ou ce qu'ils auraient de plus s'ils n'étaient pas handicapés. Seuls ceux dont le handicap est dû à un accident souffrent du changement brutal intervenu dans leur vie.»

En revanche, les parents s'inquiètent déjà du jour où ils ne seront plus là, comme

Micheline, l'une des animatrices de l'Envol, où se trouve son fils, Patrick : «lorsque je disparaîtrai, il ira dans un internat, mais le choc sera terrible car il a toujours été extrêmement dépendant de moi sur le plan affectif».

«Il faut que je sois bien avec tout le monde, il faut qu'on m'aime. Je ne peux plus faire l'enfant, maintenant, c'est trop tard». Liliane, 42 ans, interprète cette litanie à qui veut bien l'entendre. Caractérielle, elle a effectué plusieurs séjours en psychiatrie. Ses bêtises consomment la patience de ses parents et viennent à bout de leur mobilier qu'elle détruit invariablement. Un peu à l'écart dans le groupe à cause de ses sautes d'humeur trop prononcées, elle cherche à se racheter à tout instant.

En maintenant une vie de communauté, les centres comme l'Envol pallient en partie aux besoins d'affection des handicapés qu'ils accueillent. Mais difficile de rêver à une véritable insertion sociale, sous la forme d'un emploi : «C'est une illusion», lâche Joëlle Ballez d'un ton désabusé.

Les résidents de l'Envol réalisent des petits travaux (bricolage, couture) qui sont parfois vendus pour payer au groupe un repas ou une virée. Seulement,

ils le font à leur rythme: les ateliers protégés à rendement régulier, sept heures par jour, sont définitivement réservés aux handicapés légers.

Ceux qui souffrent d'un handicap modéré prennent de gros risques s'ils troquent leur statut d'handicapé contre celui de demandeur d'emploi: risques psychologiques d'abord (aggravation de leur état, traumatismes sous l'effet du stress), mais risques pécuniaires surtout: en Belgique l'allocation chômage est trois fois moindre que la pension d'handicapé. Sachant qu'il faut un an

d'activité pour avoir accès au chômage, l'handicapé qui tente de mettre un pied dans le marché du travail risque de se retrouver sans ressources. Seule alternative, alors: la révision de son dossier, possible à tout moment en Belgique, et le retour au bercail dans un centre spécialisé. De toute manière, les pensions allouées aux handicapés légers sont trop dérisoires pour leur permettre une quelconque indépendance financière.

«Les pouvoirs publics parlent d'autonomie pour les handicapés, tout en leur allouant 22000 FB par mois (environ 3500 F.), à peine assez pour se loger et se nourrir», s'insurge M. Meuleuter de l'Association nationale d'aide aux handicapés mentaux (ANAHM). Les entrepreneurs se montrent quant à eux

bien embarrassés lorsqu'il s'agit d'embaucher un handicapé: «Les débiles et les gogols sont considérés comme "inesthétiques" par les entreprises. Il faudrait les insérer dans des entreprises ordinaires avec une personne pour les suivre en cas de problème, clame M. Follet de la Fédération nationale d'aide aux travailleurs handicapés (FNATH). Le principal obstacle pour l'embauche d'handicapés, c'est la fausse image du handicap. Le jour où nous aurons fait comprendre cette différence, un grand pas sera fait.»

Une loi votée en 1987 incitait bien les entreprises à engager des handicapés en échange de réduction de charges. Encore faudrait-il qu'elle rentre vraiment dans les faits.

Cyril Altmeyer

L'envol se met en jambes

Du 11 au 14 mai, les XIIIèmes Jeux Nationaux pour personnes handicapées mentales (*Special Olympics*) réuniront à Bruxelles plus de 3500 athlètes venus de 154 clubs du Bénélux et du nord de la France. Préparation fébrile au club de l'Envol: l'approche des grands jours a dopé la motivation des sportifs.

Alain, 31 ans, a déjà une longue expérience de ce genre de compétition: une trentaine de médailles en barres parallèles et gymnastique au sol, ses domaines de prédilection. Il rêve maintenant de devenir prof de sport. Rudy, 30 ans, est une vedette locale. Avenant comme Alain, il se débrouille toujours pour avoir sa photo dans les articles consacrés à l'Envol. Lui excelle en vélo, mais ne néglige pas de s'entraîner en gymnastique en salles.

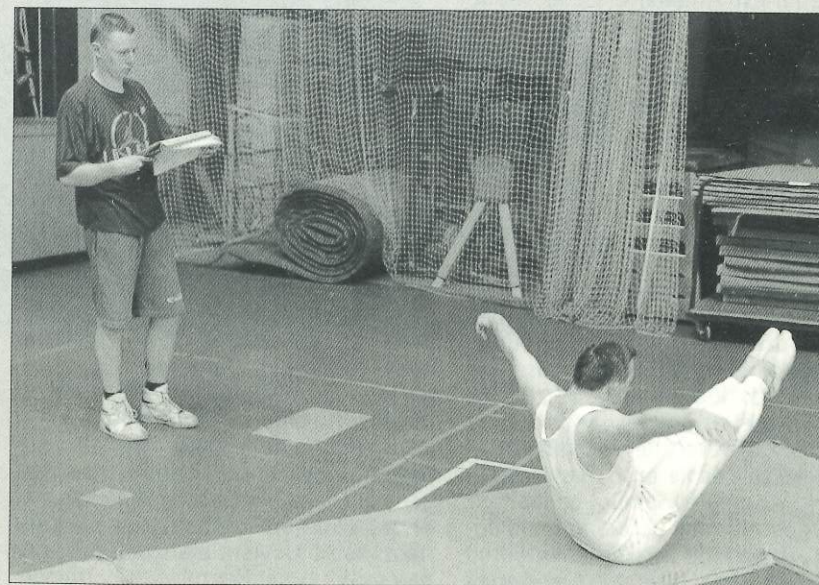
Karine, 22 ans, se fait plus discrète, mais a déjà rapporté à l'Envol une moisson de médailles en lancer de balle lors des précédents déplacements, notamment deux fois de suite aux Etats-Unis.

Les épreuves se déroulent sur trois jours toutes disciplines confondues: course à pied, gymnastique au sol, lancer, vélo, natation, saut en lon-

gueur, saut sans élan... Joëlle et Micheline, leurs entraîneuses, maintiennent la pression avec un rythme plus soutenu à l'approche des échéances. Elles doivent aussi juguler leur enthousiasme: les athlètes concourent dans la catégorie correspondant à leur handicap et qui com-

prend une fourchette de performances. Si, poussés par le zèle, ils dépassent largement cette fourchette, ils sont automatiquement disqualifiés. Comme ce type de mésaventure se reproduit souvent, les entraîneuses sont vigilantes...

C.A.



Alain, entraînement à quelques jours de Special Olympics

Patrick Huybrechts

Samuel : «Je suis une erreur de la nature»

Les mains d'abord, rouges et râpeuses comme du papier de verre, les doigts striés d'entailles, les ongles épais et cassés. Des mains de maçon, de menuisier, fortes comme un étai. Elles jurent avec le corps de Samuel, menu et fragile comme une fleur séchée. Enchâssé sous d'épais sourcils, le regard bleu cobalt est perçant, brûlant même. Le visage, triangle fin, est surmonté d'une coupe en brosse drue et noire. Jeans usés jusqu'à la corde, gros godillots de randonnée, gauloises sans filtre, whisky sans glace... Samuel multiplie à l'envi les symboles virils, comme pour exorciser définitivement la présence d'Angéla.

A la naissance, il y a 35 ans, Samuel et Angéla étaient deux jumeaux dans un seul corps. Hermaphrodite, dit le dictionnaire médical. Deux appareils génitaux, deux prénoms, qui auraient pu être Cosette et Gavroche, tant la vie tombe à bras raccourcis sur le «monstre». Né d'une mère prostituée et d'un père gitan, Samuel est placé à l'Assistance publique à trois mois. Denfert-Rochereau, avec ses bonnes soeurs à cornette et son austérité quasi-pénitentiaire.

Samuel a cinq ans. Les médecins lui imposent une batterie d'examens pour statuer sur son identité. «Je leur ai servi de bon petit cobaye, se souvient-il, et ils se sont plantés», en décidant qu'il est Angéla. C'est le début d'années de souffrance. Angéla vit, joue, pense en garçon, en butte à toutes les cruautés verbales et physiques que seuls les enfants sont capables de trouver. «Quand on me collait une poupée entre les mains, je regardais la personne en disant "mais ça va pas la tête", et j'allais jouer aux billes avec les gars».

Adopté à six ans, Samuel est remis à l'Assistance quelques mois plus tard parce qu'il refuse d'appeler ses parents adoptifs papa et maman. Commence alors la longue valse des foyers et des fugues : «Jusqu'à mes 18 ans j'ai passé les 3/4 de ma vie dans la rue». Lui qui rêvait de devenir vétérinaire arrête l'école en 6^e. Les années passent, Angéla et Samuel cohabitent de plus en plus mal : «Quand on m'appelait Angéla, je me disais toujours "N'oublie pas que tu t'appelles Samuel"».

A la puberté, les menstruations n'arrivent pas, et les seins refusent obstinément de pousser, confortant Samuel dans sa conviction qu'il n'est pas Angéla mais «un monstre, une erreur de la nature», comme il se définit encore.

Vivant «à la cloche», il n'a qu'une idée en tête, qui l'obsède depuis son en-



Eric Dossin

fance : retrouver ses parents. Sa quête le mène à Lille, où il apprend que sa mère est morte des années auparavant de faim et de froid, et qu'il a treize frères et soeurs. «Ce jour-là, j'ai fait le serment que plus jamais une femme ne mourrait de froid».

C'est l'hiver 86, le thermomètre flirte avec les -15°C. L'abbé Pierre lance un appel à tous les maires pour que les gares et les stations de métro restent ouvertes. A Lille, où Samuel fréquente les clochards de la gare, l'appel n'est pas entendu. «J'étais dégoûté par les gens qui venaient acheter des cadeaux et qui passaient devant nous en souriant», et il lui vient alors une idée un peu folle : organiser un réveillon pour tous les SDF de Lille.

Sans un sou en poche, Samuel se lance, trouve finalement un local, la mairie annexe du Vieux-Lille, où se rassembleront 70 personnes, le soir de Noël. «A trois heures du matin, on s'est dit "on ne peut pas s'arrêter là"» et durant tout l'hiver Samuel, promu chef de file sans le vouloir, se charge de trouver des caves, des sous-sols pour mettre les gens à l'abri du froid. C'est le déclic. A 27 ans, le jeune marginal fonde Capharnaüm, une association qui héberge et surtout écoute les SDF. Il fait parler de lui en occupant la mairie de Lille avec plus de 70 sans-abris, afin d'obtenir un local. Le coup de force lui vaut de sérieuses inimitiés municipales mais aussi, et surtout, le soutien de l'abbé Pierre.

Presque naturellement, Samuel se met à défendre les prostituées et les transsexuels parce que, dit-il, «je souffre avec eux, je comprends leur souffrance». Il mène la guerre aux proxénètes pour arracher les filles au trottoir, va dans les squats chercher une mère et ses enfants, écume les Rotary Clubs pour récolter des fonds.

Enfin stabilisé, Samuel décide en 1989 de régler son compte à Angéla et se fait opérer à Lille, «pour abolir une partie du monstre». Enfin il «est» Samuel, n'est plus obligé de se raser en cachette pour éviter les quolibets. La pression libérée est tellement forte qu'il fait même paraître un article dans *La Voix du Nord* pour officialiser l'événement.

En 1991 Samuel quitte Capharnaüm et crée Les Portes du soleil, inspirées de la même philosophie. Il croit enfin avoir une existence normale quand il se met en ménage avec une femme, qui tombe enceinte - «Le jour où je verrai mon enfant naître, dit-il, j'aurai tiré un trait sur mon passé».

Mais c'est écrit, Samuel boira la vie jusqu'à la lie. Sa concubine fait une fausse couche et le quitte. La même année, son corps miné par des années de malnutrition concède un cancer des intestins, dont il viendra à bout après quatre opérations. Tenaces, les métastases sont revenues se loger dans sa mâchoire, et commencent à essaimer. «Dans cinq ans je suis mort», glisse-t-il, les yeux perdus dans la vague, en caressant son chien.

Sébastien Chabard

Gregorio : «Rom, ça veut dire homme»

Deux petits yeux bleus pétillent sous le chapeau de Gregorio Ruiz. Chaussures vernies, cravate et pantalon à pinces... à 51 ans, Yoyo, comme on l'appelle ici, est l'autorité morale du camp des Roms de Villeneuve d'Ascq. Leur chef, en quelque sorte.

Starsky le yorkshire monte la garde devant la caravane de Gregorio.

Sa famille est rom depuis toujours. «Rom, ça veut dire homme». Gregorio est français aussi, mais un Français à part. Sa carte d'identité, c'est un carnet de circulation, estampillé «Liberté, égalité, fraternité», qu'il doit aller faire tamponner au commissariat tous les trois mois... «Comme un clochard!» Exclusion légitimée de 250.000 personnes. Pas question alors pour Gregorio d'aller voter «J'ai le droit mais à quoi ça me sert? On ne fait rien pour nous. Je ne voterai que le jour où je me sentirai vraiment français».

Exclus de la vie de la cité, les Roms ne sont pas non plus consultés pour les décisions qui les concernent, comme l'éternel problème des terrains. Alors, il y a un an et demi, Gregorio a créé l'association LANSO, «la chaîne» en rom. «Depuis, la municipalité a mis des portes aux toilettes et nous avons obtenu une salle de musculation... Mais il n'y a toujours pas de douche et ça ne change pas l'essentiel. Ici, c'est un vrai camp de concentration.» Deux gardiens -on les appelle les «kapos»- surveillent les entrées et les sorties.

Les gitans traînent derrière eux les innombrables casseroles de la mauvaise réputation. «Voleurs de poules», c'est le titre du film tourné sur le terrain par LANSO et qui sera montré dans les quartiers. «Les gens ont peur de nous», reprend Gregorio. «Quand ils étaient petits, on leur di-

sait : "Si tu n'es pas sage, le gitan va t'emmener!" Nous aussi on rejetait les sédentaires. Ça nous a endurcis, on s'est refermés sur nous-mêmes.» Les associations ont permis d'améliorer la situation, mais pas toujours. L'association Aide et amitié aux gens du voyage, par exemple, présidée par

Bloqué par sa femme malade, Gregorio habite ici depuis quatre ans, avec sa famille.

Les autres voyagent un ou deux mois par an. «Rester au même endroit, c'est la misère. Avec les métiers roms -chaudronnier, étameur, taillandier- on tient 7 ou 8 jours au même endroit, après il faut bouger».

Mais le voyage coûte cher et les places de stationnement autorisées sont rares, en dépit de la loi Besson*.

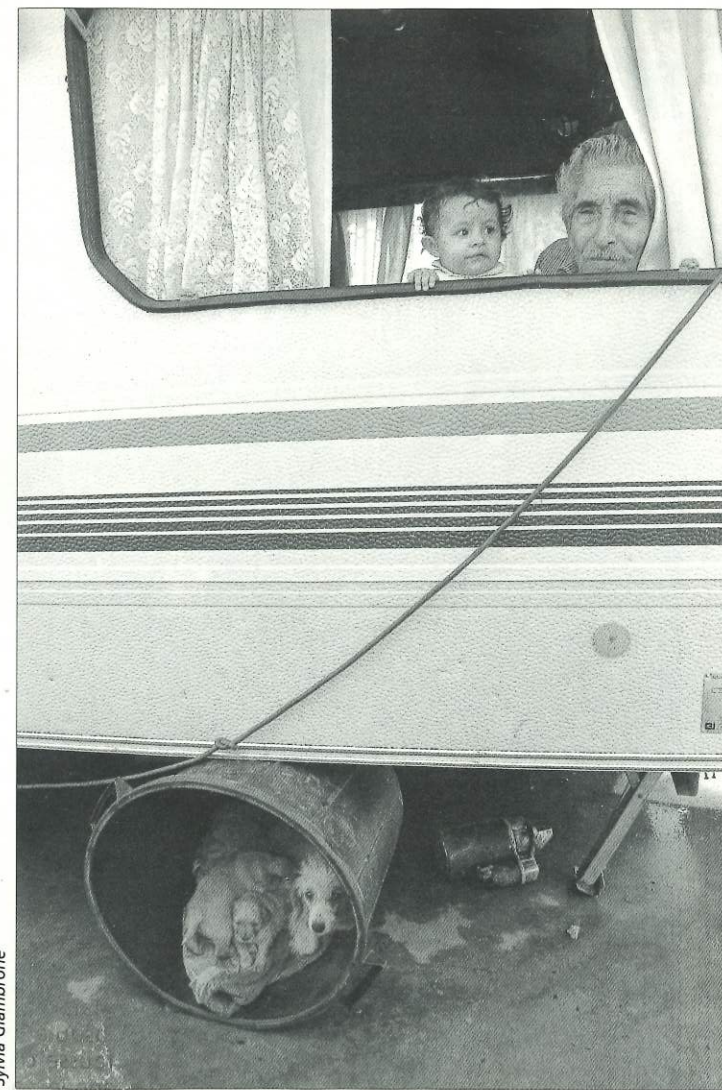
Certains ont des contrats emploi-solidarité, d'autres touchent le RMI. Le fils de Yoyo, lui, est vigile à Auchan. Gregorio est chaudronnier-étameur, le métier de son père. «On travaille deux ou trois jours et on gagne pour cinq. Mais si l'assistante sociale vient quand on cherche autre chose, elle dit qu'on ne travaille jamais.»

On leur reproche aussi de négliger la scolarité de leurs enfants... qui ont deux heures de cours par semaine dans des cars scolaires. «L'école publique, ça nous empêche de voyager, il faudrait une école en dur sur chaque terrain. Et pour les métiers roms, on n'a besoin que du principal : savoir lire et écrire.»

Pas de représentants, pas d'instruction, pas de travail... «En fait, on a tellement l'habitude d'être exclus qu'on s'en fout.»

Gregorio Ruiz ne mâche pas ses mots. Mais derrière l'inévitable amertume des gitans, éternels parias, pointe le refus de la fatalité.

Géraldine Langlois



Sylvia Giambone

un ancien adjoint au maire actuellement chargé de mission à la Communauté urbaine de Lille, a réalisé un rapport sur les gens du voyage dans la métropole lilloise.

«Il a été envoyé à tous les maires, alors pas étonnant qu'on ne veut pas de nous! Le rapport dit qu'on ne soigne pas les enfants mais aussi qu'on va trop voir le docteur!»

* La loi Besson (31 mai 1990) oblige les villes de plus de 5000 habitants à aménager des terrains pour les «gens du voyage». Elle est peu respectée.

Rolande : «Mes enfants me traitent de sorcière»

Plutôt morose, Rolande. Ça faisait pourtant des mois qu'elle ramait pour trouver une place. Et aujourd'hui, c'est le grand jour. Ses premières heures de ménage dans un foyer social de Marquette. Mais aujourd'hui, ça fait surtout 8 mois jour pour jour qu'il a disparu. «Et 18 ans et deux mois, ça s'oublie pas comme ça!» Rolande évoque avec nostalgie son ancien compagnon. Il y a quelques semaines, cela lui était encore impossible. Maintenant, avec le recul, Rolande ne cesse de se remémorer ses 18 années d'union, les plus belles de sa vie. Dur pour cette bavarde insatiable - Algérienne issue d'une famille nombreuse - de se retrouver face à elle-même. Pourtant en 20 ans, Rolande a déjà fait par deux fois l'expérience de la solitude. La première il y a 19 ans, quand une après-midi au retour du travail, elle a trouvé la porte du domicile familial close. Après plus de 16 ans de mariage, Rolande n'obtiendra pas un mot d'explication de son mari. Les différents essais pour renouer avec sa famille se solderont tous par des échecs. Aujourd'hui, Rolande n'a plus aucun contact avec les six enfants nés de cette union. Aux dernières nouvelles, ils vivent toujours chez leur père à Clairieux, petit village du Midi. Les cinq cadets, âgés de 22 à 33 ans, refusent depuis son départ de lui adresser la parole. «Ils m'ont traitée de sorcière, de moins que rien. Quand je les croisais dans la rue, ils faisaient semblant de ne pas me voir», gronde-t-elle. Avant d'enchaîner radoucie : «Evidemment je n'étais pas là quand ils avaient le plus besoin de moi. C'est

leur père qui les a élevés les dernières années. Alors forcément ils m'en veulent». Sans le sou, Rolande a alors frappé à la porte de plusieurs amis pour ne pas passer ses nuits à la rue. Sa rencontre avec son ami il y a 18 ans l'empêche de sombrer dans la déprime. Avec lui,

Wazemmes. Suivent alors 18 ans de vie commune, qui prennent fin l'été dernier, quand un cancer emporte son compagnon.

Pour Rolande, l'histoire se répète. Sitôt le décès de leur père, les sept enfants de ce dernier récupèrent voiture, caravane et meubles du domicile familial, puis reprennent finalement les clés de la maison. Rolande ne trouve aucun réconfort auprès de ses propres enfants. Son fils aîné est le seul à ne pas lui fermer sa porte. Un séjour chez lui lui permettra de faire connaissance avec ses trois petits-enfants. Les poches vides, Rolande reprend ensuite le chemin du Nord, où elle est hébergée à droite et à gauche chez des amis. Jusqu'à ce que des travailleurs sociaux de Marquette lui dénichent une place dans un foyer lillois.

Une solution d'attente qui ne convient guère à cette indépendante «Ici le couvre-feu est à huit heures. Après, on ne peut plus recevoir personne!»

Après plusieurs mois dans le noir, Rolande refait aujourd'hui surface. La disparition de son concubin lui permet de voir les choses sous un autre jour. «Ca m'a fait réagir, en me rendant plus sûre de moi. Je ne peux plus me reposer sur lui. Et ça m'a forcée à tout

cette battante prend un nouveau départ, en quittant le Midi pour le Nord. A Lille, elle trouve une place de femme de ménage et son compagnon un poste de régisseur dans une entreprise d'HLM. Ils s'installent dans une petite maison du quartier populaire de

prendre en charge.» Pour le moment, pas question pour Rolande de songer à rompre sa solitude. Son grand projet est simple : dénicher un vrai travail pour avoir enfin droit à un vrai chez-soi.

Elisabeth Petit



Olivier Dekeyser

Aide à personnes égarées

En 1985 Médecins sans frontières (MSF) installe sa première antenne en France pour pallier les déficiences des systèmes de soins traditionnels. A ce jour les associations humanitaires ont effectué un peu plus d'un demi million de consultations gratuites.

Le principe de la Sécurité sociale française est simple : les patients cotisent, avancent les frais de soins qui leur sont ultérieurement remboursés. D'autre part, depuis l'instauration de l'aide médicale gratuite dans les années 50, qui a été à de multiples reprises remaniée, ceux qui ne sont pas couverts par la sécu peuvent se faire soigner gratuitement pourvu qu'ils remplissent un dossier auprès des Caisses communales d'action sociale (CCAS).

«Non, y'a trop de papiers. Je préfère autant pas aller là-bas. Ici, à Médecins du monde (MDM), on me donne des médicaments, alors pourquoi aller remplir un tas de formulaires», murmure Jean, la trentaine ravagée, qui attend sa consultation dans un petit dispensaire de Valenciennes. La complexité des démarches administratives et la nécessité d'une domiciliation écarte de plus en plus de malades des soins qui leur sont dus. D'où l'idée des associations humanitaires d'associer au volet médical la présence d'une assistante sociale parfois trop pressée qui se chargera des démarches nécessaires.

Il n'en reste pas moins qu'un nombre croissant de personnes perdent le bénéfice d'une couverture sociale (les chômeurs en fin de droits qui ne vont pas «pointer» à l'ANPE, les familles des étudiants étrangers, les clandestins et les réfugiés politiques en instance de régularisation, les sans domicile fixe).

D'autres ne sont pas au courant de leurs droits. Certains, qui se savent couverts par la sécu, sont incapables d'avancer les frais des soins. En milieu urbain, chaque acte médical coûte en

viron 500 francs, en comptant la consultation, la prescription et les éventuelles analyses biologiques. Enfin la plus grande partie ignore qu'ils sont couverts par la sécu et se mettent en retrait des systèmes de soins traditionnels. Un retrait d'autant plus prononcé qu'une consultation prend souvent des allures de cérémonie pour les populations du quart monde. Il faut s'habiller afin de ne pas avoir honte de soi, il faut

nignes, pourrait s'allonger à l'infini mais la caractéristique essentielle est une grande prépondérance des affections neuro-psychologiques. Dépresses, dépressions, le lot quotidien des personnes qui vivent une grande précarité socio-économique, passent devant les médecins bénévoles des associations. Les travailleurs sociaux en ont bien conscience, c'est l'écoute des malades qui est la plus importante.

Leur but : gérer les situations de crise tout en faisant recouvrir d'éventuels droits, que ce soit des allocations, la sécu ou l'aide médicale gratuite (AMG) qui est dispensée en cas d'absence de couverture sociale et de revenus suffisants pour s'offrir une assurance personnelle.

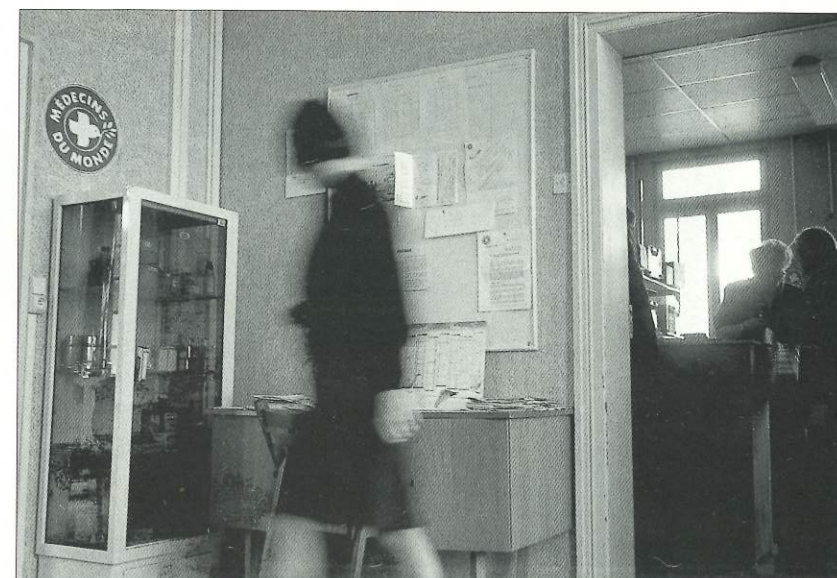
Un bémol toutefois : ces dossiers d'AMG sont instruits par les CCAS, qui refusent parfois l'attribution pour dépassement de ressources. D'autre part les soins sont

limités. Dans le département du Nord les bénéficiaires de l'AMG n'ont droit qu'à cinq actes médicaux par trimestre. Autant dire qu'une bronchite chronique n'a guère de chances d'être soignée.

Enfin il faut environ quatre mois pour se faire attribuer l'AMG. Pourtant on ne doit la demander que si l'on est malade. En attendant ce sont les associations humanitaires, avec les moyens du bord (médicaments récupérés lors de collectes, parfois achetés en cas de besoins) qui assurent le quotidien.

Mais chaque dispensaire doit faire face à un nombre croissant de malades : beaucoup de Français croient toujours qu'ils n'ont pas le droit à voir un médecin «normal».

Benoît Marin-Curtoud



faire garder les enfants par la grande sœur, qui ratera la classe, puis il faut comprendre la prescription, souvent inintelligible.

Résultat : les dispensaires de MSF et de MDM accueillent de plus en plus de monde. Ils sont les témoins de la grande précarité sanitaire d'une population du quart monde évaluée par les soins du Centre d'évaluation des revenus et des coûts à 2,5 millions de personnes.

Les ressources sont maigres, aussi les personnes du quart monde attendent-elles le plus longtemps possible avant d'aller consulter, les pathologies sont donc plus «avancées». En moyenne les enfants du quart monde souffrent six fois plus de déshydratation, trois fois plus de la coqueluche, déclarent deux fois et demi plus d'otites. La kyrielle des maladies, souvent bé-

EMPLOI DES FEMMES

Temps partiel, temps subi

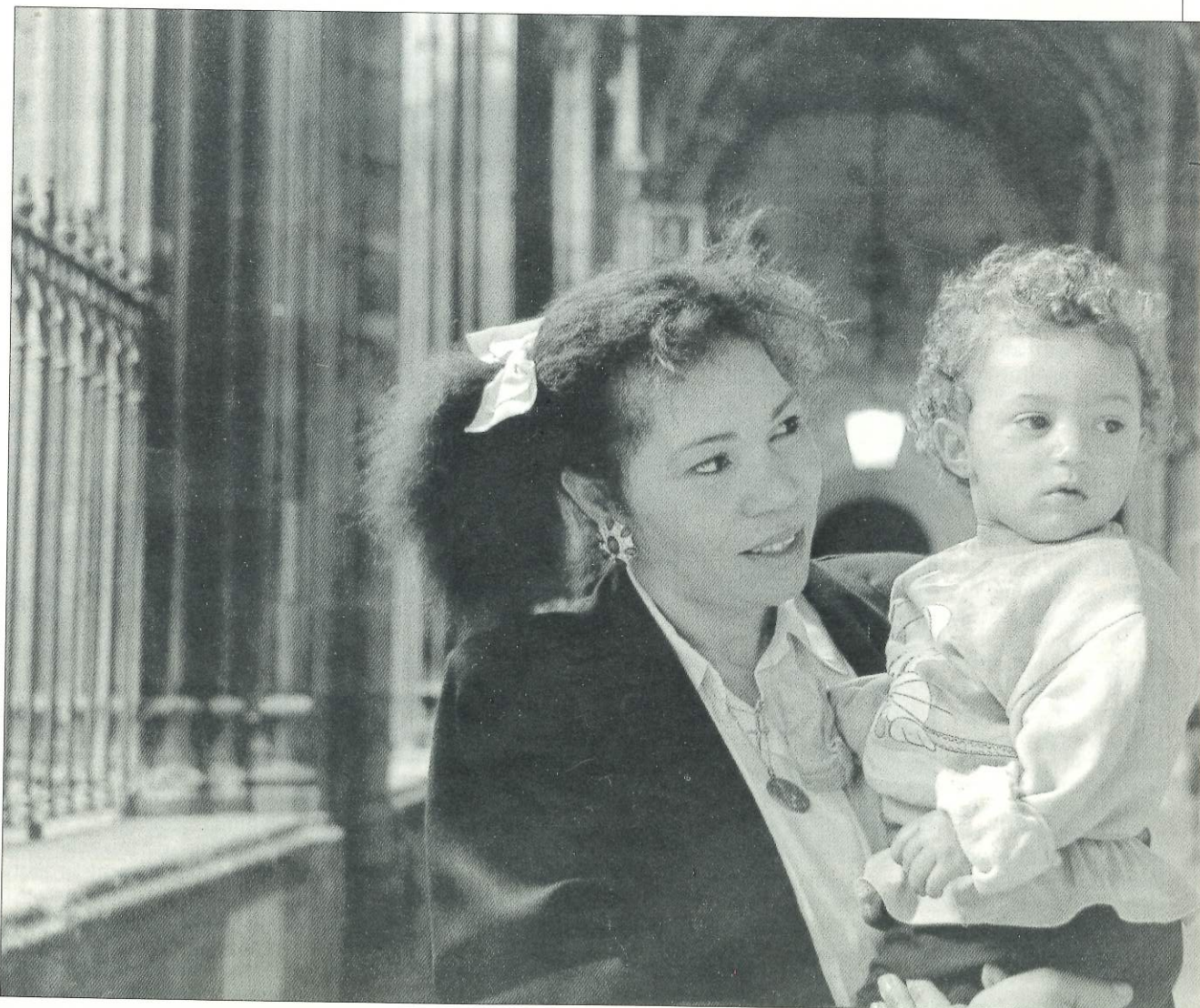
Le temps partiel dévie de son objectif initial : améliorer la qualité de vie des femmes et leur permettre de consacrer plus de temps à l'éducation de leurs enfants. Il ne représente plus aujourd'hui qu'un instrument d'efficacité économique. Son grand danger, c'est de se révéler souvent comme un véritable facteur d'exclusion.

Pas question pour la femme qui ne travaille pas à temps plein de progresser au sein de l'entreprise et d'accéder à un poste de responsabilité. Un handicap pour celles qui sont de plus en plus qualifiées depuis quelques années et que les horaires allégés relèguent pourtant à des tâches de simple exécution.

Les arguments des partisans de cette forme de travail restent les mêmes depuis le début des années 80,

quand elle a commencé à être au goût du jour. Elle permettrait selon eux un plus juste partage des tâches entre les femmes qui sont occupées à temps plein et celles qui pointent à l'ANPE. Elle offrirait également aux mères la possibilité de mieux concilier travail et vie de famille, en leur accordant plus de temps pour l'éducation de leurs enfants. Une analyse contestable aujourd'hui pour trois raisons. La première c'est que de plus

en plus de femmes choisissent de vivre seules : 28% d'entre elles sont célibataires et sans enfant. En outre, elles ont de moins en moins d'enfants : 1,8 en moyenne en 1993, contre 1,94 en 1980. Il faut y ajouter le fait qu'elles deviennent mères de plus en plus tard : autour de 28 ans, contre un peu moins de 27 ans au début des années 80. Le travail à temps partiel, qui connaît un boom depuis le début des années 80, représente aujourd'hui



Travailler 20 à 25 heures par semaine dans des emplois rémunérés au SMic ne suffit pas toujours pour vivre.

Giambone Silvia

la quasi-totalité des offres d'embauche. Les femmes sont les principales concernées : plus des trois quarts des postes leur sont réservés. Sur les 9,5 millions d'actives, 2,75 travaillent moins de 39 heures par semaine.

Une situation qui n'est pas toujours acceptée de gaieté de cœur par les femmes. Certaines la vivent comme une décision arbitraire destinée à les écarter de leur poste. D'après une enquête réalisée par l'INSEE, 35 % des salariées à temps réduit souhaitaient travailler plus en 1992, ainsi que près des deux tiers des 280 000 actives de moins de trente ans et sans enfant à charge.

Le temps partiel affecte surtout les jeunes qui débarquent sur le marché du travail : en dix ans, il a progressé beaucoup plus fortement que la moyenne (+ 86 %) chez les jeunes célibataires. Au vu de ces résultats, le principe du volontariat affirmé dans l'ordonnance du 26 mars 1982 semble relever de la fiction.

Le nombre d'actives à temps partiel "faute de mieux" varie fortement selon le secteur économique et la profession exercée. C'est chez les fonctionnaires que les horaires allégés résultent le plus souvent d'un choix et répondent à une véritable attente des salariées. D'après l'INSEE, 70 % des secrétaires et 80 % des agents de bureau du secteur public à temps partiel ne souhaitent pas travailler plus en 1992.

Par contre, le mécontentement le plus marqué apparaît chez les catégories socio-professionnelles les moins payées, qui sont paradoxalement les plus affectées. Travailler 20 à 25 heures par semaine dans des emplois rémunérés en-dessous ou au niveau du SMIC ne suffit pas toujours pour vivre. Les femmes de ménage arrivent en tête des métiers les plus tou-



En période de chômage et de crise, certains employeurs agitent la menace du licenciement économique, en cas de refus d'une employée d'accepter un horaire allégé.

Giambone Silvia

chés, avec plus des trois quarts des effectifs à temps réduit. Les agents de nettoyage leur emboîtent le pas, avec plus de la moitié des cas. La situation est surtout critique dans la vente et dans l'entretien : une majorité d'ouvrières de nettoyage, de femmes de service et d'employées de commerce accepte mal une activité en forme de "service minimum" et voudrait faire quelques heures de plus.

Les horaires allégés touchent en effet en priorité les secteurs où l'adaptation rapide de l'offre à la demande est nécessaire. La vente ou la restauration par exemple, où les activités sont souvent saisonnières. Les horaires sont également beaucoup plus fluctuants : près de la moitié des employées de commerce à temps partiel voient leurs horaires varier d'un jour sur l'autre, contre moins de 30 % des employées dans les administrations d'entreprise. Le temps partiel est donc plus souvent synonyme de handicap que d'avantage.

Les grands bénéficiaires du système sont les grandes firmes industrielles, qui ont de plus en plus recours à la sous-traitance pour les tâches où les gisements de productivité sont faibles. Les petites entreprises en aval se voient contraintes d'ajuster leur volume de travail au plus près des besoins. Résultat : des horaires allégés, qui ont tout de même souvent le mérite d'éviter le recours aux licenciements. Le temps réduit consitue également une réponse au développement de l'hôtellerie et de la restauration. Depuis plus de dix ans, plus des

deux tiers des créations d'emplois de serveuses sont à temps partiel et sans souci généralement des attentes et disponibilités des principales intéressées.

Difficile pourtant de refuser de jouer le second rôle. En période de chômage et de crise, certains employeurs agitent la menace du licenciement économique, en cas de refus d'une employée d'accepter un horaire allégé.

Un licenciement impossible à mettre en oeuvre selon la loi, mais dont la menace suffit parfois à obtenir raison auprès de salariées qui ne connaissent pas toujours leurs droits.

Les horaires allégés constituent également souvent un passage obligé pour les femmes à la recherche d'une première place. Dans un nombre croissant d'entreprises, le temps partiel est systématisé à l'embauche. C'est lui qui contribue le plus à la croissance de l'emploi depuis une dizaine d'années.

Il se crée aujourd'hui autant de places à temps réduit qu'il ne disparaît de postes à temps complet. Et depuis le début des années 80, plus de 80 % des emplois du tertiaire les moins qualifiés ne sont pas à temps plein.

De fait, le temps partiel cache mal la baisse des débouchés et la montée des stages et CDD (contrats à durée déterminée) pour les jeunes. Il représente la solution du moindre mal face au problème du chômage. Partage de la pauvreté, diront certains.

Elisabeth PETIT

LES MAUX DE LA FIN

Il y a un siècle, les personnes âgées représentaient un dixième de la population. Aujourd'hui, un Français sur cinq a plus de 60 ans. Ce «papy boom» n'a pourtant pas modifié le poids social du troisième âge, au contraire. On ne vieillit plus au sein de sa famille, mais seul, ou dans une maison de retraite. Vieillir, c'est renvoyer aux autres une image insupportable. Il faudra pourtant s'y faire: en 2010, les «vieux» seront plus nombreux que les moins de 20 ans.



Vito Gisondi/Matita

Rouges et encore verts

À l'heure tranquille où le «grand soir tombe», les vétérans du Parti d'Avesnes-lez-Aubert, Achille, Jules et Jean dressent un bilan «globalement positif» de leur engagement. Ou la nostalgie du temps où on était «contre» plutôt qu'«en dehors».



Olivier Dekeyser / Matia

Avesnes-lez-Aubert. La vieille avant-garde meurt, mais ne se rend pas.

Lendemain de premier mai à Avesnes-lez-Aubert. Daniel Marcaille chef de la cellule locale du PCF fait la tournée des vétérans du parti. Il en prend pour son grade. «Il fallait défilé. Le pavé c'est à nous, faut pas le laisser aux autres. Il faut sortir le drapeau». Jules Capliez, 79 ans, ne décolère pas. L'ancien président du comité local France-RDA exhorte son cadet à plus de combativité. Le drapeau communiste, Jules ne l'a jamais mis dans sa poche. C'est lui qui l'avait planté sur le fronton du collège à son inauguration. Tout ça, c'était «avant». Avant 1989, quand le sens de l'histoire a fait demi-tour, mais Jules a continué tout droit. C'est dialectique. Georgette sa femme parle du «coup de massue» de la chute du mur. Quelques mois auparavant la mairie d'Avesnes-lez-Aubert était tombée aux mains de la «social-démocratie», après soixante ans de gestion communiste. Le parti reste fort dans le Cambrasis, et les vétérans

ne se sentent pas dépassés, tout juste une pointe d'aigreur à l'évocation de la mémoire des fusillés : «Qu'est ce qu'ils diraient s'ils revenaient ? Ils se sont fait trouer la peau pour l'URSS et la France. On voit le résultat». Après le coup de gueule, l'indulgence : «C'est vrai que les circonstances étaient plus favorables de notre temps. Les grosses usines étaient pour nous des viviers». Le dévouement militant se perd et les anciens restent à «l'avant garde». Jean Havrez, 72 ans, artisan du bâtiment est réputé être «le meilleur colleur d'affiches du Cambrasis». Il met un «point d'honneur à montrer qu'il est là». Une fierté qui plonge ses racines dans la geste ouvrière locale. Jusqu'au milieu du siècle, les prolétaires quittaient chaque printemps les métiers à tisser de leurs caves pour louer leurs bras durant la campagne des betteraves.

Achille Marchal, 89 ans, est ce qu'on appelle une «figure». Il est au parti depuis

1924 : «A 11 ans j'étais «briqueux», exploité par les patrons, des types culottés qui n'en ont jamais assez». Achille est un autodidacte de la révolte, il a appris à lire tout seul pour «mener la lutte». Il ne radote pas, et s'il récite un peu, il ne mâche pas ses mots. Sa langue est taillée dans du bois vert.

Résistant de la première heure, Achille s'apprête à recevoir enfin la Légion d'honneur, une décoration qui ne l'empêche pas de fourbir ses armes en jubilant : «j'ai préparé la réplique pour le général lors de la cérémonie. Il connaît pas les communistes. On nous a fait passer pour des voleurs, des bandits».

Jules Capliez a connu le chômage pendant les années trente : «les chômeurs d'aujourd'hui ont vite fait de culpabiliser, c'est pas bon pour la combativité. Nous, c'était différent. Nous étions révoltés. Je me rappelle, on avait fait une marche de la faim sur Lille. On n'avait pas honte. On pointait trois fois par semaine sur la commune, c'était l'occasion de se rencontrer. La bourgeoisie a compris le truc, maintenant les chômeurs pointent par Minitel. Ils s'organisent pas. Ils sont devenus amorphes. Ils se sont embourgeoisés».

Bien sûr, la vie du militant n'était pas toujours rose. Achille se souvient des «provocateurs» et de la «châtaigne». Les briqueteux d'Avesnes étaient des costauds qui ne s'en laissaient pas compter. Car l'important, c'est la lutte. Quand Achille Marchal en parle, il ne chevrote plus. Il vibre. «Il n'y a jamais eu d'âge d'or du communisme. Même quand ça allait bien, il fallait se battre. Même en 36, rien n'est venu tout seul. Les patrons ont lâché, parce qu'il y avait beaucoup de monde dans les rues, bien sûr, mais surtout parce qu'on se battait comme des lions».

DES KILOMETRES A VELO POUR ECOOUTER THOREZ A LA RADIO

La lutte... Chez les Capliez aussi, ça compte. Un véritable trésor familial. «Tous mes enfants ont été nourris à la politique», explique Jules. Il est fier de sa fille, devenue militante syndicaliste, et tant pis si c'est à la CGT. «Elle m'a dit qu'il n'y avait pas de CGT dans son entreprise. Et puis après tout, l'important, c'est de se battre. Mes enfants ne se laissent pas faire».

Jules Capliez a organisé des voyages à Bad-Tennstedt, en ex-RDA. Une commune jumelée avec Avesnes. Son fils y a trouvé une femme, une maison et un travail. Et, selon son père qui va souvent le voir, il n'est pas plus heureux aujourd'hui en RFA capi-



taliste. «D'après ce que j'en ai vu, tout le monde avait un boulot, en RDA. Les gens vivaient en sécurité, même s'ils manquaient un peu de liberté». Et la Russie ? Jules Capliez soupire. «L'Union soviétique, on l'avait dans le ventre».

Jean Havrez aussi. Quand il était petit, son père lui avait offert un livre, intitulé *Staline, l'homme que nous aimons le plus*. Et voilà comment un engagement est né, aussi ardent que précoce. «A 13 ans, je n'hésitais pas à faire des kilomètres en vélo pour aller écouter Maurice Thorez à la radio. Quel orateur, celui-là !»

De ces idées de jeunesse, Jean Havrez a gardé l'essentiel, «un idéal de vie meilleure et de justice sociale». Et puis ces équipes de camarades, sur qui on peut toujours compter. «S'il y avait un mot plus fort que fraternité, il faudrait l'employer pour décrire la formidable ambiance qu'il y avait entre nous, dit-il. On a beau être prolétaire international, l'Est c'est l'Est. Ce qui s'y est passé n'a pas altéré ma foi dans le communisme».

L'opium de Jean Havrez, c'est le parti. «Même si Jésus-Christ ne vient pas déjeuner chez lui demain, un catholique gardera confiance. Pour moi, c'est pareil».

Pour lui, comme pour Achille et Jules, le PCF. a encore un bel avenir devant lui. «Ca va remonter. Doucement, mais sûrement». Tous les trois ont suivi attentivement les manifestations anti-CIP. Avec plaisir. «C'est une preuve que les jeunes ne se laissent pas faire», assure Jules Capliez. Mais entre les prolétaires d'hier et les exclus d'aujourd'hui la discipline se perd : «Ils font des choses qu'on n'aurait jamais faites. Une fois, dans une manifestation, j'ai eu la tentation de casser une voiture. Mais il y a quelque chose qui m'a arrêté. Au fond, je comprenais bien qu'elle ne m'avait rien fait, cette voiture».

Antoine Bussy
et Vincent Lagoguey

La vie derrière soi

Dans cette maison de retraite, les journées sont trop longues et les voisins trop vieux. Se créer son propre monde, c'est le meilleur moyen de ne pas sombrer.

A la Maison d'accueil des personnes âgées (MAPA) d'Hellemmes, le préposé aux visites, c'est M. Puybareau, Camille pour les intimes. Il est arrivé ici il y a seulement un an, mais il connaît tout le monde. Depuis, il traîne sa grande carcasse dans les couloirs à la recherche de l'âme soeur. Un vrai Dom Juan de 71 ans. Il vous parle, et d'un seul coup, il n'est plus là. Son regard se perd au-dessus de votre épaule pour suivre l'infirmière qui passe en coup de vent. «J'aime bien les belles femmes» concède-t-il. Cette passion est due sans doute au pacemaker qu'on lui a installé il y a quelques années. Un cœur tout neuf, un cœur d'artichaut : il tombe amoureux toutes les cinq minutes.

Dans cette maison de retraite, on passe sa journée à attendre la suivante. Pour tuer le temps, Camille s'intéresse aux femmes. Pour les autres, c'est la télévision.

Pratiquement chacun des 82 résidents en est équipé. De 8 heures 30, après le petit-déjeuner, au coucher, vers 20 heures, c'est un flot ininterrompu de génériques de jeux et de séries américaines qui s'échappe des chambres restées ouvertes. Au palmarès du foyer, «Les feux de l'amour», guimauve d'après-repas, occupe haut la main la première place.

Il y a bien les activités d'après-midi ("loto géant", parties de dés et autres "crêpes party") qui font passer une ou deux heures. Mais la plupart des pensionnaires en ont soupé. «Le loto, c'est excellent pour la mémoire» tente de convaincre Marc Petit, le directeur. «Le loto, c'est bon pour les petites vieilles» lui rétorque Camille.

Malgré le beau temps, peu de pensionnaires sortent. Une liberté totale leur est pourtant accordée. Mais beaucoup se sont fait une raison : l'extérieur, ce n'est plus

pour eux. Dans le hall d'entrée, quelques femmes délibèrent : faut-il ou non sortir? «Pour une fois qu'il fait beau!» tente de convaincre l'une d'elles. Seule une poignée osera franchir la porte d'entrée. Les autres les regardent, avec envie. «Le vent est froid, tout de même» se disent-elles pour se persuader qu'elles ont eu raison de rester là. A leur côté, une femme est assise depuis une demi-heure. Ses mains sont posées sur ses genoux, ses yeux fixent ses chaussures. Sans dire un mot, elle se lève et rejoint sa chambre. Elle n'en est même plus au stade de se demander si elle va sortir. Son problème, c'est la communication.

Pour Marc Petit, «La vieillesse, c'est un état d'esprit. Être âgé, c'est ne plus avoir d'espoir. C'est pourquoi, lorsque je suis arrivé ici, en décembre 1992, j'ai tenu à libéraliser au maximum le fonctionnement de l'établissement. La directrice précédente voulait cacher ses résidents. Ils devaient rester dans leur chambre à certaines heures, ils ne sortaient que rarement, et toujours accompagnés, etc. Mon premier objectif a été de leur donner le moins de contraintes possibles. S'ils se sentent capables, ils sortent tout seuls et reviennent lorsqu'ils le souhaitent. Et je n'ai jamais eu affaire à une fugue.»

VOIR SA PROPRE DÉCHEANCE DANS CELLE DES AUTRES

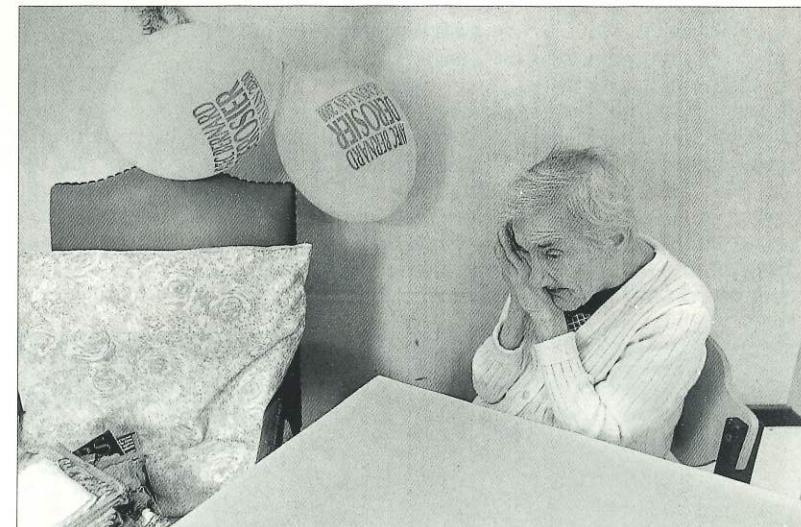
Le plus dur, pour les résidents, c'est de côtoyer à longueur de journée des gens qui leur sont semblables, qui leur renvoient l'image de leur propre déchéance physique. La moyenne d'âge atteint allègrement les 85 ans. «Un jour, une dame de 96 ans est venue visiter les locaux, en vue d'une éventuelle installation» se rappelle Marc Petit. Elle est repartie en s'exclamant: «Il n'y a que des vieux, ici!» On ne l'a pas revue.»

Alors, pour éviter d'être confronté à 80 miroirs, on reste dans sa chambre, à «consommer» de la télévision. Ou, pour les chanceux qui ont vue sur la rue Jeanne d'Arc, on regarde les passants, peu nombreux dans ce quartier résidentiel d'Hellemmes. Les autres pensionnaires, on ne les voit qu'à l'occasion des repas.

C'est le cas de Mme Duthoit, 88 ans, dont trois à la MAPA. Elle préfère de loin la quiétude de sa chambre aux déambulations dans les couloirs. Son mari est mort à 59 ans, en apprenant son licenciement. Il a fait un infarctus. Elle est restée seule dans sa maison jusqu'à ce qu'elle chute dans sa cave. «Je suis restée trois heures dans mon sang raconte-t-elle, avant qu'on vienne me chercher. Après je suis restée cinq mois à l'hôpital. Ici,

je me sens en sécurité. Si je tombe, il y aura toujours quelqu'un pour me relever.» Au restaurant, elle mange toute seule. Sinon, elle se dispute avec sa voisine de table. Un vrai caractère de cochon. «Ici, de toute façon, on attend la mort, comme on dit. L'important, c'est de garder le moral!» Sa voisine, elle, ne l'a plus. Elle a cessé de manger depuis une semaine et a été hospitalisée le matin même. Selon Mme Duthoit, «Depuis sa chute, à Noël, ça n'allait plus très bien dans sa tête.»

«Outre ceux qui s'isolent dans leur petit monde, il y a des phénomènes de rejet à l'intérieur même de l'établissement note Marc Petit. Des petits groupes de deux ou trois personnes se sont formés. Il y a une tension



«L'important, c'est de garder le moral»

permanente entre eux. Et parfois, ça éclate, et c'est tant mieux. La vie est faite d'exclusions et de solidarités.»

A la MAPA, il y a aussi «la petite maison», au rez-de-chaussée, où résident les personnes à mobilité réduite. Certains ne se lèvent presque plus. Y descendre, c'est entamer un peu le début de la fin. «On essaye d'aller le plus loin possible avec nos pensionnaires explique Marc Petit. Et jusqu'au bout, si nos moyens humains et matériels nous le permettent.» La limite fixée par le directeur, c'est de ne pas transformer l'établissement en «mouroir». «Dans ce cas-là, autant les laisser chez eux, ça ira plus vite s'emporte-t-il. Actuellement, j'ai deux personnes en train de mourir doucement. Je préfère les garder ici plutôt que de les envoyer ailleurs, en long séjour».

Les «longs séjours», c'est l'étape suivante

...

Le plus dur pour eux, c'est de côtoyer des gens qui leur sont semblables



Stéphane Remael

●●●

des maisons de retraite. Après les "longs séjours", c'est l'hospitalisation, le dernier stade. Depuis son arrivée, Marc Petit se bat pour obtenir le financement nécessaire (120 francs supplémentaires par jour et par personne) à l'installation d'une telle antenne. En vain. « Normalement, je devrais me séparer d'une bonne dizaine de personnes pour les envoyer dans des "longs séjours". Je n'arrive pas à m'y résoudre. » Les transférer, c'est les débarrasser, et donc les condamner.

Le déracinement vécu par les nouveaux arrivants, c'est le moment le plus délicat à gérer pour le personnel. Beaucoup de résidents se sont résignés à intégrer une maison de retraite, conscients de ne plus pouvoir vivre seuls dans leur logement, où leur santé serait en danger, ni avec leur famille, où ils auraient le sentiment de gêner. Pour eux, la période d'adaptation est relativement courte. Pour les autres, contraints et forcés par leurs enfants, les premiers temps sont faits d'insultes à l'égard du personnel et d'insomnies. Ainsi Mme Machenil, arrivée il y a une quinzaine de jours. La journée, elle reste calme mais dès que la nuit arrive, elle erre dans les couloirs en hurlant.

ATTIRER L'ATTENTION

Ce déséquilibre mental lui a valu une chambre dans la "petite maison", où un réfectoire a été installé pour ceux qui sont « psychologiquement les plus dépendants », comme on dit pudiquement. Les autres pensionnaires les rejettent. Ces personnes-là ne sont pourtant pas particulièrement déran-

geantes. Mais elles nécessitent une attention particulière, faute de quoi les assiettes ont tôt fait de voler. C'est sans doute ça le plus agaçant: voir les infirmières s'occuper des autres.

Car chacun veut attirer l'attention du personnel, soit en exagérant ses problèmes, soit en les inventant. « Il suffit qu'on attribue un déambulateur à une personne pour que sa voisine en réclame un à son tour, a remarqué le directeur. Le déambulateur, c'est un moyen de s'affirmer. Avec lui, on occupe plus d'espace, on existe. »

Et que dire alors du fauteuil roulant ! Autres petites manies: se faire ouvrir les bouteilles d'eau au restaurant, ou se rendre au salon de coiffure installé au deuxième étage, même lorsqu'on n'en a pas vraiment besoin.

Tous ces petits moments d'attention volés aux autres compensent l'absence de la famille. Seule la doyenne, 99 ans, a la chance de voir sa fille tous les jours. Pour les autres, au mieux, on reçoit une visite deux fois par semaine, plus le dimanche. Pourtant, les enfants n'habitent généralement pas loin. « Ils éprouvent toujours des scrupules à "délaisser" leurs parents, » estime Marc Petit. « Les revoir nourrit leurs remords. »

Ne pas se sentir abandonné, entretenir l'illusion que l'on compte encore un peu pour quelqu'un, c'est finalement le plus important. Dans le bulletin mensuel de la MAPA, une résidente a écrit un poème, qui se termine ainsi: « Maintenant, je sais que j'aurais de la visite / Et que je m'habituerai à la MAPA ! »

Laurent Ubertin

Les «résidents» se sont résignés à ne plus vivre seuls ou en famille



Stéphane Reniel

TECHNIQUE



Olivier Dekeyser / Matia

Le parcours du vieux combattant

« La technique, c'est bien joli, mais moi, je ne sais pas m'en servir ! » Edmond n'aime pas toutes ces nouveautés apparues depuis dix ans dans tous les lieux publics, pour les moindres services. Il a 62 ans et les technologies de pointe lui semblent être des gadgets coûteux et inutiles. Ils sont nombreux comme lui à se débattre quotidiennement avec les applications pratiques de la haute technologie. Le problème concerne surtout les plus de cinquante ans, confrontés presque quotidiennement à des formes inédites de la modernité.

Les installateurs de téléviseurs et les services d'après-vente le savent bien, les personnes âgées (et beaucoup d'adultes plus jeunes) se heurtent à un véritable barrage culturel lorsqu'ils tentent de comprendre les modes d'emploi.

« Les trois quarts de mes déplacements concernent des petits vieux qui n'arrivent pas à trouver le canal de TFI, ou qui pensent que leur poste est en panne parce qu'ils utilisent mal leur télécommande », raconte Lionel, dépanneur dans un magasin célèbre pour son après-vente. « Pourtant les appareils sont de plus en plus simples, avec des recherches automatiques de

stations, sur les postes de radio ou de télé. J'ai parfois l'impression que les gens ne lisent pas les modes d'emploi ! » Mais les modes d'emploi, encore faut-il qu'ils soient compréhensibles pour tous. Edmond ne sait pas utiliser les bornes de billetterie SNCF, et il doit en passer par des files d'attente de vingt minutes pour obtenir ses billets. Sur les bornes, il y a bien un mode d'emploi, mais « quand j'appuie, rien ne se passe, l'écran ne change pas », lâche Edmond avec une mine déconfite. « Quand je suis pressé, et cela m'arrive aussi, même à mon âge, je suis obligé de demander à un jeune de me commander mon billet. C'est un peu vexant. » Un blocage face aux nouvelles machines qui ne touchent pas que les personnes âgées. « J'ignore comment fonctionne mon magnétoscope », confie Luce, 40 ans. « Je suis obligé d'enregistrer en direct, parce que je ne sais pas programmer cette machine ! » Et encore, Luce s'est offert un magnétoscope qu'elle peut programmer simplement par crayon optique, en « lisant » un code sur son hebdo télé. Mais rien à faire, le mode d'emploi lui semble écrit en hébreu... Les concepteurs des nouveaux produits ne comprennent pas cet handicap. « Nos services sont pourtant prévus pour être

utilisés par le plus grand nombre, nous faisons de nombreuses études préparatoires, des tests. »

Le responsable de France Télécom reste perplexe devant les difficultés des personnes âgées. En particulier face au minitel, outil précieux pour toute recherche, pour tout renseignement. Certaines entreprises ont supprimé leur standard téléphonique. Pour toute réclamation, il faut soit écrire, avec des délais de réponses parfois longs, soit pianoter sur son minitel... L'incapacité de certaines personnes à utiliser les techniques modernes se révèle plus particulièrement dans l'usage des nouveaux outils de communication. Ordinateur, minitel, plans sur écran tactile ou commandes par téléphone, les techniques de transmission des informations ont évolué très rapidement.

Mais le public en a été réduit à suivre tant bien que mal ces bouleversements, sans recevoir la moindre formation. Un beau jour, il y a eu l'écran, les téléphones à touches, à cartes, sans fil, etc. Pour France Télécom, les difficultés des personnes âgées à s'adapter aux nouveautés ne datent pas d'hier. C'est oublier que si pour les plus de soixante ans l'écran a toujours représenté un compagnon passif, la télévision, de très nombreux adultes se retrouvent dans le même cas.

Dans tous les cas, ce sont toujours les mêmes profils qui reviennent dans les statistiques des sociologues. Tout le monde n'est pas exclu de la technique. C'est un processus qui dépend très largement des finances, puisque ces méthodes d'information ou ces objets sophistiqués restent souvent coûteux.

Mais surtout il dépend de l'éducation de chacun. L'adaptation aux applications grand-public de la technologie repose sur une instruction souple. Les individus ayant suivi des formations généralistes (lycées, université) sont plus à même de comprendre le fonctionnement de nouveaux appareils. Entre la découverte de nouveaux procédés et leur mise en application commerciale, quelques mois seulement parfois. En parallèle, des études qui tendent à se spécialiser de plus en plus. De l'avis de nombreux sociologues, la compréhension technique sera l'un des principaux facteurs de l'exclusion dans un futur proche.

« La technique, c'est bien joli, mais moi, je ne sais pas m'en servir ! » Edmond a 62 ans. Mais demain, quel âge aura l'homme qui prononcera cette phrase.

Jean-Marc Centène

Gilles Ferréol : «L'exclusion se normalise»

En guise de conclusion

L'exclusion n'a rien d'un phénomène nouveau. En étudiant le suicide à la fin du siècle dernier, le sociologue Durkheim s'interrogeait déjà sur le lien social. Lui parlait d'"assimilation", l'Ecole de Chicago, dans les années 20, préférait "accomodement". Ce qu'il y a de nouveau, c'est que les lieux de régulation traditionnels de l'exclusion n'opèrent plus avec la même efficacité. Dans *Intégration et exclusion* dans la société française contemporaine, un ouvrage collectif qu'il a dirigé, Gilles Ferréol montre que de nouvelles solidarités se font jour en dehors de la famille, de l'école, de l'Eglise ou du travail. Ils dénoncent les discours extrémistes sur une société tellement malade de ses exclus qu'elle serait au bord du chaos. Sans rejeter a priori les idées nouvelles qui se font jour, comme le remplacement de la notion d'emploi salarié par celle de revenu universel, sans lien direct avec le travail. Sans jeter aux orties les structures traditionnelles non plus. Pour lui, on oublie trop facilement la faculté d'adaptation de la société.

L'EXCLUSIF : On associe beaucoup l'exclusion à la société contemporaine. N'est-ce pas un peu réducteur?

GILLES FERRÉOL : L'exclusion telle qu'on l'entend aujourd'hui a toujours existé. Déjà dans l'Antiquité, on pouvait parler d'une exclusion du travail. Ceux qui travaillaient ne pouvaient pas "penser". Des philosophes tels que Platon et Aristote ne travaillaient pas. A la fin du siècle dernier, le sociologue Durkheim notait que toute société comporte ses "déviant". Une société ne peut vivre sans une dose d'exclus.

- Est-ce que cela signifie que l'exclusion est nécessaire?

- Non, pas nécessaire mais substantielle. Il s'agit d'une constatation. Le vrai problème est lorsque l'on franchit un certain seuil, que l'on passe de la normalité à la pathologie.

- Quel est ce seuil à partir duquel la société est malade?

- Bien sûr, il n'est pas déterminable. Mais si l'on passe subitement de 3% à 20%, il est évident qu'il y a malaise. C'est le cas avec les chiffres du chômage aujourd'hui.

- A partir de quel moment peut-on dire que telle ou telle personne est exclue?

- L'exclusion est une donnée à la fois

objective et subjective. On peut objectivement dire qu'un chômeur de longue durée est exclu. Mais il faut qu'il l'intègre lui-même, qu'il le ressente, pour qu'il y ait exclusion effective. Même si on observe une forte corrélation entre les deux "critères", il est intéressant de voir comment les individus se positionnent si on ne leur donne pas de grille. En 1973, on avait réalisé un vaste sondage sur deux questions simples. A la première question "Avez-vous le sentiment d'appartenir à une classe?", ils répondaient "oui" à 70%. Mais à la deuxième question "Laquelle?", les réponses étaient très révélatrices : il y avait "ouvriers", "non-nantis", "fonctionnaires", "rentiers" ou "moins que rien"...

- Pourquoi dites-vous "révélatrices"?

- Parce que cela renvoie à toutes les mythologies, les références, les modèles intégrés par les individus. Des modèles qui vont bien au-delà des catégories socio-professionnelles, qui contiennent la perception de l'intégration ou de l'exclusion. Le principe d'identité, le positionnement par rapport à autrui, est à mon avis la première façon de "lire" l'exclusion. Prenons le racisme et l'exemple des harkis. Ils sont rejetés de toutes parts parce qu'ils ne sont pas considérés comme des nationaux en France de par leurs origines, et qu'ils sont perçus comme des traitres au Maghreb de par leur choix de la France.

- Et la crise d'identité dont on parle dans la société contemporaine est d'autant plus forte que ces modèles, ces références, volent aujourd'hui en éclat...

- Absolument. Tous les points de repère classiques des "Trente glorieuses", de ces temps de croissance économique d'après-guerre, ont disparu. Les jeunes d'aujourd'hui n'ont plus de repères et parlent donc de "galère". La violence dans les ban-

...



«Une société ne peut vivre sans une dose d'exclus.»



Olivier Dekeyser / Matia